MUSÉE DU LOUVRE
Comité technique paritaire
Procès-verbal de la séance du 10 mai 2011

Étaient présents

Administration

Titulaires

M. Henri LOYRETTE, *président*
M. Hervé BARBARET
M. Luc WAGNER
Mme Charlotte LEMOINE
M. Christophe MONIN
M. Jean-Marc IROLLO, *secrétaire*
M. Marc BASCOU
Mme Sophie LEMONNIER
M. Serge LEDUC
M. Pascal PERRAULT

Suppléants

Mme Farida LAIDAOU
M. Xavier MILAN
Mme Guillemette ANDREU-LANOE
Mme Corinne LEBOWSKI
Mme Hélène MAHÉ

Étaient excusés

M. Vincent POMARÈDE
Mme Juliette ARMAND
Mme Isabelle AVON
Mme Geneviève BRESCH BAUTIER
M. Michel ANTONPIETRI

Experts

Mme HUSSON Cécile, DPPEA (pour le point 4)
Mme GAME Valérie (pour le point 6).
Mme BEATRIX Anne-Laure (pour le point 7).
Mme RONFLÉ-GUIN Christine (pour le point 8).
Mme MOREAU Natasha (pour le point 9).
M. FABRO Andrea (pour le point 9).

Représentants du personnel

Titulaires

CGT

- 1 Mme Roselyne CHARLES ELIE NELSON
- 2 M. Thierry CHOQUET
- 3 M. Guilherme FERREIRA
- 5 M. Manuel MERLET

FO

M. Jean JOUVE

SUD Culture

M. Philippe DE SOUZA
Mme Élise MULLER
Mme Brigitte DUCROT

Suppléants

CGT

M. Vincent GALLANCHER
M. Jean-Louis GOUDOU
M. Didier MARTIN

FO

M. Jocelyn MINOS

SUD Culture

Mlle Christelle GUYADER
Mme Anne-Marie ANDRZEJCZAK
M. Pierre ZINENBERG

Étaient excusés

- M. Gary GUILLAUD (CGT)
M. Christophe MATTIA suppléant (CGT)
Mme Nacéra TAÏBI suppléante (CGT)
Mme Marie COADIC (SUD Culture)
M. Christophe MANGALET-LUCRE, suppléant (SUD Culture)

Experts

- Mme MICHAUT VALORA (pour l'ensemble des points, au titre de sa formation syndicale).
Mme SELLÈS Raphaëlle (pour le point 9).

ORDRE DU JOUR

1) Approbation du PV du CTP du 4 février 2011.....	4
2) Rattachement du service de la valorisation du domaine à la DDM (pour avis).....	6
3) Remaniement de la direction de la DAMT (pour avis).....	11
5) Requalification du service du récolement des dépôts antiques et des arts de l’Islam en service du récolement des dépôts (pour avis)	12
4) Requalification de la cellule « médiathèque » de la DPPEA en unité (pour avis).....	24
6) Présentation du nouveau règlement de visite (pour avis).....	33
7) Structuration de la direction de la communication en cellules (pour avis)	71
8) Requalification du service informatique en direction des systèmes d’information (pour avis)	74
9) Point sur la mise en place du nouveau logiciel de billetterie (pour information).....	82
10) Questions diverses	96

La séance est ouverte à 9 h 26.

M. IROLLO procède à l'appel.

Compte tenu de la rotation, le secrétariat adjoint de séance est attribué à la CGT.

M. LOYRETTE

Le point numéro trois, remaniement de la direction de la DAMT (pour avis), sera reporté au prochain CTP.

1) Approbation du PV du CTP du 4 février 2011

M. LOYRETTE

Y a-t-il des questions ou des remarques au sujet de ce procès-verbal ?

Mme ANDRZEJCZAK

Page 2, « Monsieur ZINENBERG » et non pas madame ZINENBERG.

Page 5, dans l'intervention de monsieur DE SOUZA, en haut de la page : « Lors du dernier CTP, j'avais aussi demandé que pour les relevés de décision, il y ait des convocations à titre nominatif ». Cette phrase ne veut rien dire. Il faut la remplacer par : « Les convocations au CTP doivent être adressées à titre nominatif ».

Page 10, dans l'intervention de Mme MICHAUT VALORA, il faut donc rajouter « propositions » dans le troisième alinéa, et nous obtenons : « Sur les évaluations, nous pensons que les propositions de formation... ».

Page 13, dans l'intervention de Mme MULLER, en bas de la page, il faut remplacer le verbe être par le même verbe être conjugué, et écrire « seront », sinon, cela ne veut rien dire.

Page 35, dans mon intervention, enlever « autant » qui est au début de l'intervention, sinon cela ne veut rien dire. Et dans l'avant-dernière phrase, « il ne suffit pas » doit être remplacé par « il ne s'agit pas ».

Page 40, dans la première intervention de monsieur DE SOUZA il s'agit des « pupitreurs des PC » au lieu des « pupitreurs des PV ».

Dans mon intervention, remplacer « aussi » qui figure au début de la deuxième phrase par « ainsi ».

Page 44, dans mon intervention de la fin, ce n'est pas moi, c'est Brigitte DUCROT qui a parlé. C'est l'intervention au sujet du bulletin de recherches.

Page 52, dans l'intervention de madame AVON, la fin : « car le jugement ne comprenait pas l'échéance des droits civiques ». Il s'agit de « la déchéance ». C'est tout.

M. LOYRETTE

Merci beaucoup, madame ANDRZEJCZAK. D'autres questions ou remarques ?

M. ZINENBERG

J'ai une remarque au sujet de l'intervention de madame LEMOINE. Il me semble que le sens été un peu édulcoré, puisque je crois me rappeler qu'elle parlait d'une philosophie générale. Elle a dit que la formation au Louvre ne devait pas être la même que chez Renault ou à la RATP. Elle a fait des comparaisons de ce genre. Il me semble qu'elle parlait de philosophie de la formation au Musée du Louvre, et je trouve que cela n'apparaît pas suffisamment dans le texte. Je ne veux pas prendre la place de madame LEMOINE pour ce qui est de l'intervention, mais il nous semble que c'est un aspect important, puisque l'on parle de philosophie de la formation et de la spécificité de l'établissement du Louvre. Je trouve que cela n'apparaît pas suffisamment.

Mme LEMOINE

Je ne me souviens pas exactement de ce que j'ai pu dire. Je vais reprendre ce qui s'est dit.

M. LOYRETTE

Et nous corrigerons dans ce sens. Nous étions d'accord, et c'était un point important. D'autres remarques ou question ?

M. MARTIN

Il s'agit d'une remarque au sujet de l'ancien PV. En page 4, j'avais fait une remarque à propos d'une intervention de Pierre ZINENBERG, qui avait été attribuée à monsieur CHOQUET dans la transcription. J'avais demandé que les propos de M. ZINENBERG soient restitués. Or, dans le PV, il est écrit qu'il faut remettre à monsieur CHOQUET, et non à monsieur ZINENBERG.

M. IROLLO

Nous avons corrigé le PV.

M. MARTIN

Alors, pourquoi est-il écrit : « était de monsieur CHOQUET et non de monsieur ZINENBERG » ?

M. IROLLO

À quel endroit ?

M. MARTIN

Première intervention, page 4.

M. IROLLO

C'était une remarque qui portait sur le PV précédent. Cela a été corrigé dans le PV. Il faudra le corriger là.

M. LOYRETTE

Cela veut dire que l'intervention était de monsieur ZINENBERG et non de monsieur CHOQUET.

M. IROLLO

C'est donc l'inverse. D'accord. Cela a dû être corrigé dans l'ancien PV.

M. LOYRETTE

Il s'agit d'un correctif au correctif. D'autres remarques ou questions sur ce PV ?

Nous pouvons passer à son adoption. Qui approuve ce PV ?

- *Sous réserve des modifications proposées en séance, Le procès-verbal est approuvé à l'unanimité.*

Nous passons, si vous le voulez bien au deuxième point de l'ordre du jour, qui vous est présenté par Christophe MONIN.

2) Rattachement du service de la valorisation du domaine à la DDM (pour avis)

M. LOYRETTE

Christophe, nous vous écoutons.

M. MONIN

En fait, cette présentation devrait être faite à deux voix avec Pascal PERRAULT, qui vient de rejoindre l'établissement en tant que nouveau directeur juridique et financier, puisqu'il s'agit de proposer au CTP de rattacher un service (qui relevait jusque-là de la direction juridique et financière) à la direction du développement et du mécénat.

Un bref historique de la fonction de ce service, qui est assez récent, puisqu'il n'a été créé qu'en 2006. Sa problématique à l'époque était avant tout de construire un socle de pratiques, notamment contractuelles, juridiquement très solides avec l'ensemble des partenaires établis sur le site, ce qui avait motivé à l'époque le rattachement de ce service à la direction juridique et financière.

Aujourd'hui, ce socle est construit, et le prédécesseur de Pascal et la direction ont estimé que la vocation principale de la direction juridique et financière était d'être une fonction support pour l'ensemble des directions et départements du Musée, et ont considéré que l'activité du service de la valorisation du domaine était d'une nature différente. La question se posait donc de savoir s'il serait plus pertinent d'envisager un rattachement à une autre direction. Et à cet égard, il est apparu qu'il y avait intérêt pour le musée à imaginer un rapprochement avec la direction du développement et du mécénat, plus spécialement le service des manifestations exceptionnelles et de location d'espaces, dirigé par Nathalie CUISINIER. En effet, les problématiques qu'ils ont à gérer sont souvent de nature extrêmement proche. Il s'agit dans tous les cas de règles d'occupation d'espaces, de gérer des montants de redevances ou de location, et d'autre part d'avoir des relations avec des tiers qui occupent ce domaine de manière plus ou moins ponctuelle ou pérenne, mais la problématique est de même nature.

De même, les deux entités ont souvent les mêmes interlocuteurs au sein de ces structures extérieures. Enfin, les processus comptables qui encadrent ces activités sont également très proches, puisque ce sont les mêmes comptes qui sont actionnés dans le compte d'exploitation de l'établissement.

Pour toutes ces raisons, il a paru naturel d'imaginer que ces deux activités soient réunies au sein de la direction du développement et du mécénat, ce qui est donc proposé aujourd'hui au CTP.

Comme le service de la valorisation du domaine est un service à part entière et que le service des manifestations privées en est une, plutôt que de créer deux services nouveaux, il a été proposé d'aménager l'organisation interne de la DDM de la manière suivante : créer une sous-direction qui gérerait les deux activités, avec une unité qui serait en charge des locations d'espaces, et un service qui garderait la charge de la valorisation du domaine. Les cinq agents de l'équipe aujourd'hui animée par Françoise BONNEVIALLE dans l'organisation actuelle, seraient simplement transférés d'une direction à l'autre.

Voilà les grandes lignes du projet qui a été préparé avant l'arrivée de Pascal.

M. LOYRETTE

Merci beaucoup. Avez-vous des questions à poser à monsieur MONIN ?

M. CHOQUET

Concernant le projet d'organigramme, il est précisé dans le texte que le service de valorisation du domaine compte cinq agents, sauf que dans le projet d'organigramme, on n'en trouve que quatre.

Ils sont quatre en comptant le chef de service. Il manque donc un agent.

M. MONIN

Excusez-moi, mais dans le document que j'ai, il est bien indiqué cinq agents.

M. CHOQUET

Oui, il est bien marqué cinq agents, mais quand on compte le nombre d'agents dans l'organigramme, on en trouve quatre, à moins que l'on considère que le sous-directeur est le cinquième. .

M. MONIN

Non. Il s'agit bien de garder le même nombre d'agents. Je sais qu'un agent a quitté l'équipe et qu'un avis de vacance de poste va être publié. Mais il y a bien cinq agents : un chef de service, un chargé de contrôle des prestations et de la qualité de la restauration, un chargé de valorisation économique, un chargé d'études et un gestionnaire. C'est le poste de gestionnaire qui est présentement (*interrompu*).

M. CHOQUET

Il faut le rajouter.

M. MONIN

Il faut le rajouter. Il s'agit bien de cinq agents.

M. LOYRETTE

D'accord. Nous le rajouterons tout à l'heure. D'autres remarques ou questions ? Pouvons-nous passer à l'adoption de ce projet ? Qui approuve ce rattachement du SVD à la DDM ?

M. ZINENBERG

Nous nous posons des questions au sujet de la charge de travail des agents. Sera-t-elle équivalente ? D'après ce que nous avons vu, il y avait des doublons. Le rapprochement permettrait donc d'harmoniser les démarches et de mettre un seul interlocuteur plutôt que deux. Nous nous posons la question de savoir s'il y aurait une augmentation de la charge de travail pour les agents.

M. MONIN

S'il s'avère qu'il y a effectivement des doublons, le fait de réunir deux équipes devrait plutôt permettre d'atténuer un peu la charge. En faisant un examen assez attentif de l'activité avec Françoise BONNEVIALLE, récemment, nous avons constaté que l'activité était plutôt en développement ; en tout cas au regard de ce qui s'est passé au cours des années récentes. D'ailleurs, les effectifs de l'équipe se sont également développés depuis 2006. Aujourd'hui, la barque est bien remplie pour l'ensemble des cinq agents. La direction nous a aussi donné, pour les années qui viennent, mission de réfléchir aux moyens de développer cette activité qui est bénéfique pour le budget de l'établissement. Il va de soi que si les recettes importantes attendues du développement de cette activité sont réalisées, il peut être imaginable d'étoffer l'équipe. Mais pour l'instant, il est beaucoup trop tôt pour se prononcer.

M. ZINENBERG

Y aura-t-il une requalification de la situation de l'agent qui est nommé sous-directeur ?

M. MONIN

Je parle sous le contrôle de Charlotte. Oui, l'AVP qui sera publié tiendra compte de cet aspect, puisque les sous-directeurs sont de nouveau deux. Oui, bien sûr.

M. LOYRETTE

D'autres remarques ou questions ?

Mme ANDRZEJCZAK

Pour compléter ce qu'a dit Pierre, nous avons vu aussi que vous créez deux fonctions (c'est au verso de la première page) : un chargé de mission, responsable des tournages et des événements spéciaux, et un régisseur des événements, en charge de la mise en place et de la faisabilité technique des événements. Ces deux nouvelles missions sont-elles des créations de postes dans le service ou non ?

M. MONIN

Non. En fait, ces deux fonctions existent déjà et sont occupées par des agents qui restent en poste. Auparavant, le chargé de mission des tournages était directement rattaché au chef de service des locations d'espaces, et le régisseur des événements était intégré dans l'équipe des locations d'espaces. Le régisseur d'événements peut dans certains cas travailler pour les deux entités. C'est pourquoi il nous a paru judicieux de le sortir et de ne pas l'inclure dans l'une des deux. Quant aux tournages, c'est une fonction assez spécifique et nous l'avons rattachée directement au sous-directeur.

M. ZINENBERG

C'est une question de forme, et ce n'est pas propre à cette fiche : il me semble que ce serait bien, chaque fois que des sigles sont utilisés, que leur signification soit rappelée au moins une fois dans la note ; sinon, nous allons finir par ne plus rien comprendre.

Mme ANDRZEJCZAK

D'une manière générale, chaque fois qu'il y a un organigramme, il faudrait mettre les chiffreages. Vous chiffre certains organigrammes et pas d'autres.

M. LOYRETTE

Voulez-vous que nous le fassions systématiquement ?

M. ZINENBERG

Nous ne pouvons pas comparer avec ce qu'il y avait avant, puisque les chiffres portent sur ce qui va venir. Pour la clarté du document, il faudrait que nous ayons les chiffres relatifs à la fois à l'ancien et au nouvel organigramme.

M. LOYRETTE

Merci. D'autres remarques ou questions ?

M. CHOQUET

Toujours en ce qui concerne les deux créations de postes, ces derniers seront pourvus par recrutement interne, ce qui sous-entend qu'il ne s'agit pas de création pure. Il s'agirait de redéploiements en interne d'effectifs, d'agents qui viendraient éventuellement d'autres services. Il y aura automatiquement alors un non-remplacement ou peut-être à l'avenir un remplacement d'agents qui seraient partis d'un service pour venir dans celui dont nous parlons. Ce n'est pas de la création pure, puisqu'il s'agit de recrutements internes. L'emploi n'est pas créé ; c'est un glissement.

Mme LEMOINE

Je ne sais pas. Nous en parlions à deux voix, avec Christophe MONIN, mais pour moi, effectivement, ce ne sont pas du tout des créations. Ce sont des emplois existants, des fonctions existantes, et il y aura simplement une bascule depuis la direction des finances et des affaires juridiques vers le service du mécénat. Je ne vois pas de création de postes.

M. CHOQUET

C'est bien ce que je disais : il n'y a pas de création de postes, et nous sommes dans un cas de redéploiement éventuellement, voire de changement de fonction. En cas de changement de fonction, il faut que ce soit précisé. S'il ne s'agit pas de changement de fonction, à lire le document, il s'agit de la création de deux postes nouveaux qui seront pourvus par recrutement interne. Si l'on dit création, c'est qu'il y a aujourd'hui un effectif auquel on rajoute deux agents en interne par voie de vacance. Si c'est un changement de fonction, il faut qu'il soit précisé qu'il s'agit de changement de fonction de deux postes au sein de ce service. Voyez-vous ce que je veux dire ?

M. MONIN

Vous avez raison, il s'agit de fonctions nouvelles plutôt que de postes nouveaux.

M. LOYRETTE

Monsieur CHOQUET a raison. Ce ne sont pas des créations de postes. Vous avez parfaitement raison. Y a-t-il d'autres remarques ou questions ? Nous pouvons passer à l'adoption de ce point. Qui approuve le rattachement du service de valorisation du domaine à la DDM ? Qui s'abstient ?

Administration : Pour

CGT, SUD et FO : Abstention

- *Le projet de rattachement du service de valorisation du domaine à la DDM est approuvé.*

3) Remaniement de la direction de la DAMT (pour avis)

Ce point est reporté au CTP de septembre.

M. CHOQUET

Monsieur le président, pour quelle raison le point 3 est-il reporté ? Pouvons-nous avoir des précisions ?

Mme LEMOINE

Il me reste à opérer quelques ajustements souhaités par la directrice, Sophie LEMONNIER, qui veut encore réfléchir avec son équipe.

M. LOYRETTE

Les délais étaient un peu courts pour madame LEMONNIER. Comme vous le savez, elle vient juste de prendre ses fonctions de directrice.

5) Requalification du service du récolement des dépôts antiques et des arts de l’Islam en service du récolement des dépôts (pour avis)

M. LOYRETTE

Nous passons au point numéro 5. Nous reviendrons ensuite au point numéro 4. Ce point vous est présenté par Hervé BARBARET, en l’absence de Yannick LINTZ, qui est malade.

M. BARBARET

C’est un peu au pied levé que je présente ce point, mais j’avais eu l’occasion d’en parler assez longuement avec Yannick LINTZ. J’espère me faire fidèlement son porte-parole.

En substance, le service de récolement des dépôts, aujourd’hui dépôts antiques et des arts de l’Islam, porte, comme son nom l’indique, sur les départements antiques et également sur le département des arts de l’Islam, dès lors que ce département est historiquement une émanation du département des antiquités orientales.

Avec l’arrivée à la tête de ce service de Yannick LINTZ, il y a maintenant un an, une réflexion a été menée, et il en est résulté l’idée qu’il était en fait assez logique que la responsabilité de ce service puisse s’élargir, au-delà de ce département antique, à l’activité de l’ensemble des départements du Musée, donc également aux départements modernes.

Comme la note l’indique, il s’agit finalement d’une évolution de la responsabilité de ce service, évolution qui se traduit sémantiquement par le maintien de « service du récolement des dépôts » et la disparition des termes « antiques et des arts de l’Islam », avec une responsabilité transversale. Le terme de pilotage doit d’ailleurs être compris dans le sens d’une animation, d’une coordination de l’action transversale des départements en matière de récolement des dépôts hors du Musée du Louvre, et également pour élaborer avec les chefs de département une cohérence d’ensemble pour la politique des dépôts du Musée du Louvre dans les musées nationaux.

Voilà donc, très brièvement, l’origine de cette proposition qui vise à élargir le champ d’intervention de ce service et sa traduction sémantique : le service devient donc service du récolement des dépôts.

M. ZINENBERG

Dans ce projet, nous n'avons rien sur le personnel. La charge de travail va sans doute augmenter, puisque l'on passe de l'ensemble du Musée aux antiquités orientales et aux arts de l'Islam.

Mme LEMOINE

Nous avons compris que vous avez voulu dire l'inverse.

M. ZINENBERG

Effectivement, c'est l'inverse. On passe d'un département particulier à l'ensemble du Musée. Il nous semble que la charge de travail va augmenter. Mais nous n'avons aucune indication concernant le nombre de personnes qui s'occupent de cette activité. Nous disposons d'un document très succinct, qui ne permet pas de former un avis, même si nous savons que le récolement est un travail de longue haleine et qu'il n'y a pas un temps précis pour le réaliser. Il me semble quand même que la charge va augmenter.

M. LOYRETTE

Il s'agit vraiment d'une question de terminologie. Je souhaite être très clair. Il s'agit effectivement de réfléchir globalement à cette question des dépôts, sachant que nous avons déjà eu une discussion hier à ce sujet, en collège. Des problèmes se posent d'un département l'autre, et on le voit effectivement, notamment des questions de planning, que l'on doit regarder ensemble, des questions d'avancement aussi de ces dépôts, donc de moyens donnés aux départements pour assurer ces dépôts. Il s'agit donc de mettre en place une coordination pour l'ensemble des départements, plutôt qu'une coordination telle qu'elle est exercée aujourd'hui pour les seuls départements antiques et des arts de l'Islam. Nous sommes vraiment au cœur d'une question de terminologie. Ce qui est important, c'est que les récolements et la politique de récolement reviennent aux départements. Madame LINTZ travaille effectivement pour faire certains récolements spécifiques, mais la responsabilité des récolements revient aux directeurs de département et au personnel de ces départements. Je dirai en plus qu'être conservateur fait partie intégrante de notre métier. Donc, c'est véritablement la responsabilité des directeurs de département, des conservateurs et des équipes des départements, et pas seulement celle des conservateurs, puisqu'on sait que beaucoup d'autres personnes assurent effectivement les récolements dans les départements.

Ce qui est important pour nous, c'est effectivement cet engagement très fort que nous devons avoir au sujet des récolements, avec un planning d'avancement du récolement décennal que nous arrivons désormais à préciser grâce notamment à l'intervention de Jean-Luc MARTINEZ, de Florence MASSON et de Yannick LINTZ. C'est un engagement très fort, comme je vous le disais, et pour moi

un engagement prioritaire. Il est important que nous ayons une vue globale partagée sur l'avancement de ces dépôts et sur les problèmes qui peuvent remonter d'un département à l'autre et qui nécessitent des ajustements.

Mme Charles Élie Nelson

Nous avons été simplement un tout petit peu plus curieux, parce que ce n'était pas évident. En regardant l'organigramme du service de récolement, nous avons constaté qu'il y avait cinq agents, dont une vacataire et un stagiaire. Ce service compte donc un effectif de cinq personnes. Cela nous paraît un peu curieux, puisque si vous avez l'intention de faire en sorte que les personnels s'occupent un peu plus du récolement, pensez-vous que l'effectif actuel, qui est de cinq personnes à effectif constant, soit suffisant ? Deux questionnements pour moi en tout cas : quel sera le sort du vacataire ? Sera-t-il renouvelé, pérennisé ? Le stagiaire n'a pas normalement vocation à rester. Si cette équipe se réduit à trois personnes, cela nous paraît un peu léger pour aborder toutes les tâches dévolues à ce service.

M. BARBARET

Peut-être deux réponses. Il faut quand même aussi indiquer que depuis que le service s'occupe du récolement des dépôts des antiques, par définition, cette masse de travail commence à se réduire un peu. Que l'on étende la mission sans qu'il y ait une extension trop considérable du champ d'intervention est assez raisonnable. Par ailleurs, un point important doit être pris en compte : pour ces tâches de récolement des dépôts, il y a des mises à disposition provenant du ministère de la Culture. Une mission est confiée à Jacques SALLOIS et cette mission met à disposition du Musée des agents pour contribuer à cette politique du récolement des dépôts, qui est une politique ministérielle. Vous pouvez me demander combien, et là, j'avoue que je n'ai plus en mémoire le chiffre exact. Mais en tout état de cause, aujourd'hui, en en parlant avec Yannick LINTZ, les effectifs du Musée plus les effectifs mis à disposition correspondent à son plan de charge. Elle estime que c'est aujourd'hui un effectif raisonnable, au vu des missions qui lui sont confiées.

M. MERLET

J'entends Roselyne qui dit que ce n'est pas une réponse. Je vous avoue que je partage son avis. Vous dites que la charge de travail sera à peu près équivalente au bout du compte. Elle ne va pas baisser, mais selon vous, elle ne va pas augmenter. Nous pouvons quand même nous inquiéter à ce sujet, mais nous jouons toujours les Cassandres, comme vous le savez probablement. À côté de cela, nous voyons effectivement que sur les sept personnes il y a un chef de service, et un gestionnaire. C'est pourquoi Roselyne parlait de cinq agents à proprement parler, qui travaillent directement sur le terrain. Et parmi ces cinq agents, il n'y en a que deux qui sont véritablement titulaires, puisque l'un des trois agents à

temps plein n'est pas titulaire. Nous avons effectivement un stagiaire sur les cinq agents en question, et un contractuel à temps partiel (article 6), que l'on appelle communément vacataire.

Pour nous, si vous êtes amené à créer ce service (*interrompu*).

M. LOYRETTE

Nous ne créons pas un service.

M. MERLET

Vous ne le créez pas (*interrompu*).

M. LOYRETTE

Nous sommes très clairs : nous sommes sur des questions de terminologie. On connaît les responsabilités que ce service, d'une certaine façon, exerce déjà.

M. MERLET

Je suis d'accord, ce n'est pas une création de service. Mais l'on passe de missions qui étaient provisoires à des missions qui sont pérennes, si vous voulez. Du moins, c'est notre interprétation.

M. LOYRETTE

Nous avons des missions pérennes et nous restons sur des missions pérennes. C'est très clair. Ce ne sont pas des missions provisoires. Le récolement est une activité constante des départements, et toujours renouvelée.

M. MERLET

D'accord. Pour autant, la constitution de ce service me semble insatisfaisante au regard des missions qu'il sera amené à remplir.

M. LOYRETTE

Sur quoi vous basez-vous pour dire cela ?

M. MERLET

Par exemple, le statut de contractuel (article 6), par rapport à ce type de mission, nous interpelle. Quant au stagiaire, nous aimerions savoir si ce type de poste est reconduit en permanence et si cela ne correspond pas à un poste permanent.

M. BARBARET

Je crois qu'il est très important, en fait, de considérer la fonction de ce service comme une fonction d'animation et de coordination. Au-delà de tâches que ce service peut réaliser (mais dans ce cas, dans le cadre de la politique ministérielle que j'évoquais, depuis le Rapport Bady du début des années 2000), il y a donc cette fonction pérenne de coordination, puisque la responsabilité opérationnelle relèvera des départements. Il y a eu d'ailleurs un débat très intéressant et même assez fort entre les départements et les services. C'est vraiment une mission de coordination et d'animation qui ne nécessite donc pas des effectifs importants. Cela nécessite des gens de qualité, une petite équipe dédiée et dynamique. C'est vrai que c'est un choix très clair, fait en parfaite intelligence avec Yannick LINTZ, de privilégier une petite cellule pour les missions qui sont confiées au service. Pour nous, cela est très clair.

Mme LEMOINE

Si je peux me permettre, vous vous basez sur ce qui apparaît sur Mercure. Je trouve déjà curieux qu'un stagiaire soit affiché sur Mercure. De mémoire – donc à vérifier –, je crois que cette mission dispose d'un certain nombre de titulaires qui sont au nombre de cinq : Madame LINTZ, la personne qui l'assiste, trois personnes qui sont mises à disposition, comme Hervé BARBARET vous l'a indiqué tout à l'heure. Par ailleurs, il y a un vacataire à qui est confiée, je crois, la mission d'aider à la rédaction du livre sur l'histoire du Louvre. C'est donc un vacataire à durée déterminée qui n'a pas du tout vocation à rester au musée. Il y a également un stagiaire, comme nous en avons une multitude au sein du Louvre, qui a vocation à être formé à l'intérieur du service. Cela reste à vérifier, mais je crois que nous partons sur un quiproquo qui a probablement pour origine une erreur d'affichage ou une imprécision dans Mercure.

Mme ANDREU-LANOE

Je voudrai simplement apporter mon témoignage de département antique. On peut évidemment regretter que madame LINTZ ne soit pas là pour mieux parler de son projet. Mais le fait est que ce service avec lequel nous travaillons très régulièrement a plus ou moins (je parle en tout cas pour les antiquités égyptiennes) achevé le récolement des dépôts en région. Il lui reste à traiter les dépôts à l'étranger. En ce moment, le service s'occupe de travaux d'archives extrêmement intéressants, mais disons que le constat de l'état des objets qui ont été mis en dépôt par le Musée en régions est terminé pour le département égyptien, et je crois que c'est aussi le cas pour d'autres départements archéologiques.

Très logiquement, Yannick LINTZ propose son service tout à fait opérationnel de récolement à d'autres départements. C'est pour cela qu'elle le propose

M. LOYRETTE

Plus exactement pour l'animation et la coordination.

Mme ANDREU-LANOE

Oui. Elle propose l'animation et la coordination. D'autre part, le chiffre que vous mentionnez m'étonne. Dans le Louvre Express, il y a un mois ou deux, il y a eu un grand article sur le service de récolement de madame LINTZ, et je me souviens d'avoir compté huit photos. Cela veut dire que huit personnes au moins y travaillent. Peut-être les vacataires et les stagiaires y étaient-ils inclus, mais je ne crois pas.

M. ZINENBERG

J'entends tout ce que vous dites. Ce qui me semble dommage, c'est que ce débat sur le récolement demandait une note plus importante ; plus explicative sur le rôle du récolement. Tout à l'heure, j'ai dit que c'est un travail continu dans l'établissement. On peut donc imaginer que l'on n'y travaille pas dans l'urgence, comme c'est le cas pour d'autres projets. C'est un travail continu et l'énergie que l'on met dans le récolement ne demande pas la même temporalité que d'autres missions. Ceci étant, je trouve qu'il n'est pas très sérieux d'avoir fait une note aussi succincte pour nous expliquer le projet, d'autant que cette note ne donne pas de chiffrage. C'est ce qui explique que nous soyons un petit peu dubitatifs.

M. LOYRETTE

Oui. Je comprends bien.

M. ZINENBERG

Il se peut que nous nous trompions. Je veux bien entendre que vous avez sans doute raison et que nous n'avons pas tout saisi, etc. Mais présentez-nous une note plus élaborée.

M. LOYRETTE

Ce que je vous propose, c'est que nous inscrivions un point d'information à l'ordre du jour d'un prochain CTP, puisque c'est un point très fort de cette maison. Nous sommes dans ce récolement décennal. Nous avons des échéances qui nous sont fixées par la tutelle, fort heureusement en 2014. Ce sont des points dont nous débattons régulièrement. Je dirai qu'une note succincte ne suffirait pas, parce qu'il y a tellement de choses à expliquer. Je crois que ce qu'il faudrait, c'est véritablement une information très générale, effectivement, sur le récolement qui, je le répète, est quand même une des missions primordiales d'un établissement comme le Louvre et un des éléments essentiels du métier de conservateur.

M. ZINENBERG

Concernant le point d'information, nous avons souvent dit que chacun ignorait souvent ce que l'autre faisait dans le Musée. Un point d'information nous intéresserait aussi à ce titre là, puisque cela nous permettrait de savoir effectivement ce qui se fait dans les conservations et dans des métiers que la plupart d'entre nous ignorent. Je crois que c'est très important.

M. LOYRETTE

Nous vous le présenterons en septembre prochain.

Mme DUCROT

Juste une petite remarque. Ce qu'il faut comprendre, c'est que c'est un peu dommage en effet que nous n'ayons eu connaissance que d'un aspect des choses. Nous comprenons bien que le champ est élargi, mais que ce n'est pas du tout le reflet de ce qui se passe sur le terrain. Nous sommes bien partis des Antiques et de l'Islam, avec des profils de postes qui sont bien ceux d'un personnel de documentalistes et de conservateurs qui travaillent en fait de pair, en général, sur ce sujet. Ce travail est élargi à l'ensemble des dépôts, avec des personnes qui travaillent déjà sur ce sujet dans les différents départements. Nous le comprenons bien et c'est exactement ce qui se passe.

En fait, il faudrait veiller premièrement à ce que les personnes qui sont chargées du récolement des dépôts dans les départements ne fassent plus que ce travail, ce qui n'est pas le cas actuellement.

M. LOYRETTE

Je ne comprends pas ce que vous dites, là.

Mme DUCROT

Cela veut dire qu'ils font autre chose que du récolement des dépôts. On leur demande d'assurer d'autres fonctions, en empiétant d'ailleurs sur les autres fonctions. Ils ont une fonction de chargés de récolement, et ce serait bien que ce soit la priorité et que ce soit très important pour eux.

M. LOYRETTE

Je suis tout à fait d'accord avec vous. Mais je rappelle aussi que c'est la mission fondamentale de tout conservateur.

Mme DUCROT

Nous sommes bien d'accord, mais ce que je dis, c'est qu'il n'y a pas que des conservateurs.

M. LOYRETTE

Vous avez tout à fait raison, et puis il y a des problèmes de régie. Pardonnez-moi, je dirai aussi, juste pour votre information, et c'est ce que nous avons vu hier en collège, parce que c'est véritablement quelque chose qui nous soucie, que ce récolement touche à toute une série de choses effectivement dans cette maison. Cela touche la DAMT, dans la mesure où la question des récolements par exemple est très liée à la question de la visibilité des objets, et donc de pouvoir déplacer les objets. Nous en avons parlé, Guillemette le sait bien, ainsi que Marc BASCOU, par exemple, pour le déploiement des grandes tapisseries. Pour vous donner simplement un exemple, si nous parlons de déploiement des grandes tapisseries, le problème que rencontre Marc BASCOU, au sein du département des objets d'art, est d'une certaine façon tout à fait comparable à celui que rencontre Vincent POMARÈDE pour le déploiement des grandes toiles ou des grands tableaux. La fonction de Yannick LINTZ sera véritablement de collationner en quelque sorte ces demandes des deux départements, pour les rendre efficaces, c'est-à-dire que si jamais nous devons faire appel à une société extérieure pour dérouler aussi bien de grandes tapisseries que de grands tableaux, nous avons intérêt à mutualiser en quelque sorte les demandes au sein des départements.

Ce dont je suis conscient en vous écoutant, c'est que tout cela demanderait des explications bien supérieures au seul point de la nomination de ce service et qu'il serait intéressant d'éclairer effectivement le CTP sur ces missions que l'on attend d'un établissement comme le Musée du Louvre.

Mme DUCROT

Deuxièmement, estimez-vous qu'actuellement, il y a suffisamment d'agents qui s'occupent de cette fonction ou non ? Considérez-vous que le *statu quo* est suffisant ou envisagez-vous de créer des postes, puisque cette fonction devient pour vous un élément important du musée, et elle l'est ? Estimez-vous qu'actuellement, il y ait assez de personnel ?

M. LOYRETTE

Pour être très clairs, dans le service de Yannick LINTZ, et d'un commun accord avec elle, nous estimons qu'il y a suffisamment de monde dans son service. Encore une fois, les départements ont des problèmes assez différents d'un département à l'autre. D'abord, vous ne pouvez effectivement pas considérer (et cela aussi demanderait des explications et c'est pourquoi le point d'information est important) de la même façon un département comme le département des peintures ou le département des sculptures, qui vivent sur un petit nombre d'œuvres, et un département comme celui des antiquités orientales, par exemple, ou le département des antiquités grecques, étrusques et romaines, qui vit sur un très grand nombre d'œuvres. Il ne s'agit pas de centaines, mais de milliers, voire de dizaines de milliers d'œuvres. Vous le voyez : il y a quand même des différences d'un département à l'autre. À

partir du moment où la coordination est assurée par Jean-Luc MARTINEZ, qui est chargé au sein du collège des conservateurs de coordonner cet aspect avec Yannick LINTZ et Florence MASSON, nous avons fait un plan de récolement qui concerne l'ensemble du musée, puisque nous avons des engagements vis-à-vis de la tutelle et que le récolement doit être terminé en 2014. Encore une fois, cette mission est une mission prioritaire de l'établissement et qui peut-être par le passé n'a pas été prise en compte ; en tout cas, elle n'a pas été prise ne compte comme une exigence prioritaire, en quelque sorte. C'est pour cette raison que nous avons dit hier, dans les demandes budgétaires pour 2012, quels sont véritablement les besoins, département par département, en matière de récolement. Mais vous avez effectivement des différences, concernant effectivement la nature du dépôt.

Mme DUCROT

Je pense simplement que ce qui a été dit du côté des syndicats, c'est qu'au fond, ils veulent savoir où nous en sommes et si pour vous, cela va entraîner obligatoirement, comme ce fut le cas pour la régie d'œuvres (où nous sommes partis avec un régisseur et où nous nous sommes retrouvés avec plusieurs personnes), un développement dans ce sens, et sur la base de quels statuts.

M. LOYRETTE

Pour l'instant, nous nous occupons du seul service de Yannick LINTZ. Nous ne parlons pas des problèmes qui peuvent se rencontrer d'un département l'autre. Nous ferons cette présentation globale en septembre. Je dis simplement aujourd'hui que seul service de Yannick LINTZ entre en ligne de compte.

Reprenons ce qu'a dit Guillemette ANDREU sur « l'assèchement » en quelque sorte naturel d'une partie de ces missions, puisqu'elle était chargée de récoler les dépôts en province et que c'est maintenant pratiquement chose faite. Ces missions peuvent effectivement s'étendre sans qu'il soit nécessaire de recruter du personnel supplémentaire pour cette nécessaire coordination de l'ensemble des départements. Mais nous traitons uniquement cette question-là aujourd'hui. C'est vrai que la difficulté, c'est de bien comprendre effectivement le contenu de la proposition.

Mme DUCROT

Mais d'un autre côté, quand on met un service de récolement des dépôts, on va bien au-delà des cinq personnes en question, si je comprends bien.

M. LOYRETTE

Non, l'on ne va pas bien au-delà des cinq personnes en question.

Mme DUCROT

Puisque d'autres personnes s'occupent de récolement dans d'autres directions.

M. LOYRETTE

Oui, mais qui ne sont pas dans ce service, pardonnez-moi.

Mme DUCROT

Je veux dire qu'à partir du moment où le service devient large, j'imagine qu'il englobe obligatoirement les personnes, même si le service n'en a pas la responsabilité hiérarchique.

M. LOYRETTE

Non pas du tout. Le service de récolement a cette mission effectivement de coordination. Pardonnez-moi, la responsabilité du récolement s'exerce département par département, sous l'autorité du directeur de département. C'est parfaitement clair.

Mme DUCROT

D'accord. Donc, le service du récolement des dépôts est un terme général, mais qui ne correspond en fait qu'à un côté administratif, et rien d'autre.

M. LOYRETTE

Administratif de coordination. Pardonnez-moi, c'est très compliqué. C'était clair pour nous, mais c'est vrai qu'une information est nécessaire. L'erreur que nous avons faite, et monsieur ZINENBERG le soulignait bien, c'est que le degré d'information sur ces questions n'est pas le même entre nous et que c'est vrai que cela nécessite des explications très en amont, en quelque sorte. La responsabilité des dépôts revient aux départements et aux directeurs des départements, très clairement. Ensuite, effectivement, il y avait nécessité, comme je l'ai dit, de coordination. Cette nécessaire coordination, je dirai qu'elle touche à tout. Récoler des dépôts, c'est aussi avoir une politique en matière de dépôts. C'est peut-être faire revenir des dépôts des unités des régions. Cela nécessite simplement une coordination. Cela ne peut pas être une politique qui est uniquement conduite département par département. Le récolement même, effectivement, revient au département et aux directeurs des départements.

M. ZINENBERG

C'est pourquoi vous avez indiqué que c'était un pilotage.

M. LOYRETTE

Oui, c'est un pilotage. Ce terme de pilotage n'est pas exactement celui que j'aurai choisi. C'est de la coordination.

M. ZINENBERG

L'on comprend que piloter veut dire trouver un sens, et non pas rentrer dans le détail.

M. LOYRETTE

Et coordonner effectivement des problèmes qui peuvent surgir à tout moment. Encore une fois, pardonnez-moi, il s'agit d'une question de terminologie. Ce que je propose, c'est que nous restions aujourd'hui sur cette question de terminologie concernant véritablement le service de Yannick LINTZ et que nous fassions une présentation globale de cette question des dépôts pour information au CTP de septembre.

Mme ANDRZEJCZAK

Cela veut dire que nous ne votons plus sur ce point.

M. LOYRETTE

Nous votons sur le terme, sur les mots, madame ANDRZEJCZAK.

M. CHOQUET

Je vais être très rapide. L'intervention de Roselyne, celle de Manuel ou même celle de nos camarades de SUD, et même si nous devons voter au sujet d'une terminologie – au-delà de ce que cela comporte, bien sûr – soulignent que dans le document, il est question d'un plus au niveau des missions, quel que soit le sens que l'on privilégie. Ou alors, nous verrons au prochain CTP, avec une note d'information explicative du détail de ce que sont réellement les missions de ce service, et ainsi de suite. En attendant, quand je lis : « Le service assurera désormais, en plus de la mission évoquée précédemment, le pilotage de manière transversale à l'ensemble des départements, de la fin du récolement des dépôts en régions et à l'étranger, de l'ensemble de l'opération de récolement dans les musées nationaux et d'une nouvelle politique de dépôt du Musée du Louvre à parti des bilans de récolement », si ce n'est pas une nouvelle mission, je ne sais pas ce que c'est. Ou alors, cette mission existe déjà, mais n'a pas été mentionnée.

M. LOYRETTE

Elle existe déjà.

M. CHOQUET

Il n'en reste pas moins que nous sommes en droit de nous poser la question. Nous n'avons pas dit qu'il y avait forcément une obligation de recrutement. Nous sommes en droit de nous poser la question de savoir si, avec les effectifs actuels, des recrutements seront nécessaires ou pas. C'est une question posée. Il faudra ensuite voir le lien entre les départements et ce service-là, la manière dont ils vont travailler ensemble, quelles seront les missions et tout ce qui va se recouper.

M. LOYRETTE

Bien sûr. Mais il faut voir aussi que cet élargissement des missions à l'ensemble des départements correspond très exactement, comme l'a dit Guillemette ANDREU à l'assèchement, si je puis dire, d'une partie de ces missions.

M. CHOQUET

Nous verrons au mois de septembre. Par ailleurs, monsieur BARBARET disait que le ministère mettrait des agents à disposition, mais je ne fais pas toujours confiance au ministère, puisque l'expérience, par le passé, a montré en 2004, par exemple, lors de l'acquisition de l'autonomie de gestion par le Musée du Louvre, que des agents devaient aussi être mis à disposition, et que nous ne les avons jamais vus arriver. Voilà. Vous n'êtes pas aujourd'hui en mesure de nous dire le nombre d'agents qui seraient éventuellement mis à disposition. En 2004, il devait y en avoir cinq, deux seulement sont arrivés. Nous ne savons toujours pas où sont partis les trois autres. Voilà pour les engagements du ministère. Ensuite, pour le reste, il faudra voir. En tout cas, il faudra aussi regarder à la loupe l'histoire du stagiaire et des contractuels sur crédits. Il ne faudra pas prendre des stagiaires pour une année ou deux, par exemple, ce qui arrive de temps en temps.

Mme LEMOINE

Les agents mis à disposition sont bien là, physiquement là. Il se trouve que notre mémoire nous fait un peu défaut pour savoir s'il y en a trois ou quatre, mais nous sommes formels. Et Luc Wagner, qui tient les effectifs sait qu'ils sont là. Ce n'est pas simplement un artifice.

M. ZINENBERG

Si l'on nous fait une information en septembre, ne serait-il pas possible de donner un avis sur point ? Nous aurons alors tous les éléments qui nous permettront de nous prononcer. Y a-t-il à ce point urgence à changer le nom du service, si les missions de toute façon continuent apparemment à être remplies et que cela ne change pas grand-chose ?

M. LOYRETTE

Cela ne me pose pas de problème.

M. ZINENBERG

Si cela ne vous pose pas de problème, nous voterons sur ce point en septembre. Ce n'est pas une opposition, c'est pour la qualité du travail du CTP et pour que les représentants aient les éléments nécessaires pour former un jugement.

M. LOYRETTE

Cela ne pose strictement aucun problème. De toute façon, je dirai que c'est déjà la réalité des faits, d'une certaine façon, puisque le travail est orienté différemment. Je pense effectivement qu'il est intéressant qu'il y ait une présentation plus large ; et je dirai que même pour nous, que cette question des dépôts est extrêmement compliquée, qu'elle a des résonances multiples, à partir du moment où on en fait, comme cela doit être, je le répète, une priorité de l'établissement. Il est bien entendu qu'il y aura en quelque sorte deux points en septembre : un point qui sera un point d'information sur l'ensemble de la question des dépôts et un point qui reste le même, et sur lequel nous nous prononcerons, et qui est très limité au service et à la dénomination du service de Yannick LINTZ.

4) Requalification de la cellule « médiathèque » de la DPPEA en unité (pour avis)

M. LOYRETTE

Puisque Cécile HUSSON est parmi nous, nous revenons à la requalification de la cellule « médiathèque » de la DPPEA en unité (pour avis). Nous avons aujourd'hui plusieurs questions de terminologie.

Mme HUSSON

Depuis la réorganisation du pôle culturel, la médiathèque fait partie de la direction de la politique des publics et de l'éducation artistique. Cette cellule qui est constituée de six agents est rattachée directement à la directrice. En deux ans, les missions et les activités de la médiathèque ont beaucoup évolué. Je vous rappelle quelques points marquants de cette évolution.

En termes d'organisation, une coordinatrice – une professionnelle du monde des bibliothèques – a été recrutée pour animer le travail de l'équipe. Suite à des réflexions collectives, l'équipe a décidé de réorganiser ses activités autour de quatre pôles qui correspondent vraiment aux fonctions essentielles

de la documentation, à savoir : systèmes d'information, accueil et médiation du public, production de contenus et enfin, tout ce qui concerne la technique et la logistique du centre de documentation.

Depuis un an et demi, l'équipe s'est installée à Marengo, au troisième étage, là où se trouvent les autres services de la DPPEA, ce qui est très positif, puisque cela facilite vraiment la collaboration avec les autres services, notamment le service de l'éducation.

Du point de vue des missions et des publics accueillis à la médiathèque, celle-ci continue bien sûr à accueillir son public régulier que sont les enseignants et les responsables de groupes. Mais l'équipe a décidé aussi d'élargir le public et maintenant, elle accueille fréquemment les familles. Elle a repensé sa programmation pour dédier des temps forts à ces dernières, parallèlement à une politique d'acquisition d'ouvrages pour la jeunesse. La médiathèque est vraiment un lieu vivant de plus en plus fréquenté par les familles, qui ne connaissaient pas ce lieu jusqu'à présent.

Enfin, depuis un an et demi, l'équipe de la médiathèque participe aussi, dans le cadre du projet Pyramide, à des réflexions autour du futur centre de ressources.

Dans ce contexte, et vu ce bilan, il nous semble cohérent de proposer une requalification de cette cellule en unité : l'unité de ressources documentaires, qui serait toujours rattachée à la directrice, avec un effectif de six personnes.

M. LOYRETTE

Merci. Y a-t-il des questions ?

Mme MULLER

Nous avons constaté, en étudiant l'organigramme actuel, que le service administratif et financier est composé de deux unités, avec zéro agent. Nous supposons qu'il fut un temps où des agents étaient présents dans ces unités. Comment se fait-il qu'il n'y ait plus personne ?

Mme HUSSON

Avec la réorganisation du pôle culturel, l'effectif du SAF a évolué. Aujourd'hui, nous sommes trois personnes au service administratif et financier : une chargée de gestion administrative et financière, une chargée de gestion administrative et juridique et moi-même, le chef de service. Cet effectif correspond parfaitement à la charge de travail du SAF. D'où le fait que ce n'est plus très efficace d'avoir des unités.

Mme MULLER

Je vais reposer ma question : depuis quand n'y a-t-il plus personne dans ces unités ? Et à quelle occasion ? S'agit-il de départs qui n'ont pas été remplacés ?

Mme HUSSON

Je faisais partie de l'unité de pilotage de projets en tant que chef d'unité. En fait, j'étais seule. Comme je suis devenue chef du service administratif et financier, j'ai repensé l'organisation de ce service avec trois personnes. Ces unités dataient d'avant la réorganisation du pôle culturel.

Mme MULLER

Y avait-il des agents qui ne sont plus dans ces unités ? Si vous avez été chef de service, c'était en remplacement d'un autre chef de service. Cela fait donc moins un déjà. Si vous avez cumulé ensuite deux fonctions, cela veut bien dire qu'il y avait une fonction de chef de service, qui était auparavant distincte de celle du pilotage des projets. Cela revient donc à la réduction d'un poste, qui n'a visiblement pas donné lieu à avis de vacance. Qu'en est-il de l'unité de gestion administrative ?

Mme LEMOINE

Si je peux me permettre, je pense qu'il y a une confusion dans la présentation. Hélène MAHÉ complètera, mais le service d'Hélène MAHÉ, qui est en charge de l'organisation, quand il prépare ce type de document – et honnêtement, cela m'a échappé – a une préoccupation très forte autour de la structuration du système d'information. C'est donc une présentation qui est très connectée au système d'information, au lieu d'être connectée, selon vos préoccupations, à la réalité de l'humain.

Dans le système d'information, et c'est ce que me soufflait Hélène à l'instant, traînent deux vieilles unités d'avant la réorganisation de 2008. Les personnes, au service de l'organisation et de la formation, ont été vigilantes pour remettre à jour le système d'information. Mais c'est une déconnexion qui ne vous intéresse pas. C'est quelque chose qui appelle une approche plutôt technique. Dans le temps, dans cette direction qui ne portait d'ailleurs pas le même nom, il existait deux unités. Aujourd'hui, effectivement, comme il est marqué « organigramme actuel », ces deux unités n'existent plus. Nous sommes bien d'accord. Mais comme elles traînent encore dans le système d'information et qu'il y a une vigilance pour que nous puissions retrouver effectivement la structuration de nos organisations dans le SI, elles apparaissent ici. Excusez-nous.

Mme MULLER

Il fut un temps où il y avait, je suppose, au minimum un agent par unité présentée ici. À un moment on ne sait lequel, ces postes ont disparu. Que cela apparaisse maintenant, cela nous paraît fort correct.

Mme LEMOINE

C'est très ancien. Cela date d'il y a plus de deux ans, au moment de la réorganisation.

Mme MULLER

On peut quand même être mécontent de la suppression de deux postes il y a deux ans.

Mme MAHÉ

Cela correspond au moment où c'était encore la direction du public, avec le personnel qui était sous Pyramide. C'est vrai que cela fait un moment que nous demandions cette suppression, parce qu'effectivement, la gestion du personnel se trouvait sous Pyramide. Depuis que cette gestion est passée à la DASV, ce sont de vieilles unités à supprimer, puisque l'effectif de gestion administrative a été ajusté par rapport à l'effectif de la DPPEA. C'est vraiment très ancien déjà.

Mme LEMOINE

Et en fait, il faut que vous fassiez une différence, tant le service d'Hélène, que vous-mêmes. Ce qui vous intéresse, c'est l'organisation actuelle des personnes. Et ce qui a intéressé le SOMF à mon avis, c'est l'organisation dans le système d'information. Mais vous, à la limite, ce n'est pas ce qui vous intéresse. Désolée : il y a un raté de ce côté-là.

M. ZINENBERG

Vous nous demandez de travailler sur des dossiers pour lesquels nous n'avons pas les éléments qui comptent. Nous avons à cœur de travailler sur les dossiers, mais donnez-nous les éléments nécessaires. Pour le dire simplement, notre souci, c'est que nous avons le sentiment que, dans le cadre de la RGPP, des agents qui sont partis à la retraite n'ont pas été remplacés. Y a-t-il eu des redéploiements d'effectifs ? Traite-t-on la même charge de travail, voire une charge plus grande, avec moins de personnes ? Cela aussi nous intéresse. Autrement, nous ne pouvons pas juger du bienfait d'une organisation. Une organisation, c'est aussi une façon de faire travailler les gens, d'harmoniser les procédures, de réaliser un travail, et aussi de faire plus ou moins de travail, selon que les agents sont plus ou moins nombreux. En l'occurrence, nous n'avons pas les éléments.

Mme LEMOINE

Monsieur ZINENBERG, je fais amende honorable. Néanmoins, sous le contrôle de Cécile HUSSON, parce que c'est quand même elle qui maîtrise le mieux le dispositif, je vais reformuler ce qui s'est passé.

Oublions effectivement ce schéma, avec ces deux unités qui sont ancestrales, puisqu'elles datent d'une réorganisation que vous avez déjà votée en CTP. Je comprends pourquoi elles sont apparues, mais elles n'auraient pas dû apparaître dans le document. La réorganisation qui vous est proposée aujourd'hui, sous le contrôle de madame HUSSON, est très simple : aujourd'hui, vous avez une

cellule médiathèque qui est rattachée directement à la directrice, qui en assure le pilotage direct et l'évaluation directe.

Ce que j'ai entendu de la part de la directrice, Catherine GUILLOU, c'était son souhait de donner du corps et de l'autonomie à cette structure, de façon qu'elle-même puisse focaliser son énergie sur le pilotage de sa direction. Le changement est mineur, et je parle sous le contrôle de Cécile : il n'y a aucun changement d'effectifs, mais simplement le fait que la coordinatrice de la cellule médiathèque va devenir effectivement une responsable d'unité de médiathèque, et assurera donc à ce titre l'évaluation des agents qui sont sous sa responsabilité. C'est vraiment la seule différence dans l'organisation. Pour autant, je suis d'accord avec vous, et nous y veillerons à l'avenir : le document n'est pas satisfaisant. Mais je vous assure vraiment qu'il n'y a aucun changement au niveau des effectifs. Ce n'est vraiment qu'une unité que nous créons pour décharger la directrice et au contraire responsabiliser la responsable de l'unité.

M. ZINENBERG

Je tiens quand même à dire que nous ressentons quand même une inquiétude. Nous sommes dans le cadre de la RGPP, avec des suppressions d'emplois et de postes, etc. Notre inquiétude est de savoir comment l'on fait fonctionner le musée, éventuellement avec moins de monde. Présentez-nous donc des documents qui nous permettent de comprendre s'il y a un redéploiement ou des suppressions de postes. Nous ne sommes pas du tout satisfaits. Je le dis gentiment, mais nous n'avons pas les moyens, ici, en séance, de décider au sujet de quelque chose qui n'apparaît nulle part. Nous n'avons pas les moyens. Vous nous dites qu'il s'agit simplement de quelqu'un qui va être (*interrompu*).

Mme LEMOINE

Pour ma part, j'engage ma responsabilité sur le fait qu'il n'y a pas de suppression d'emploi à l'occasion de l'opération dont nous parlons.

Mme ANDRZEJCZAK

Je voudrai rajouter encore un point à ce qui vient d'être dit. Vous nous avez adressé, quelques jours après l'ordre du jour du CTP, une note qui s'intitule *Structuration d'organigramme*. Nous avons bien vu, notamment en ce qui concerne les deux projets de requalification, que vous appliquiez ce schéma pour requalifier une cellule en unité, etc. Je voudrai poser la question suivante : chaque fois que vous procédez à des requalifications de services, de cellules ou d'unités, procédez-vous à des requalifications des personnels ? Autrement dit, ces opérations modifient-elles leur niveau de rémunération par rapport à la grille, notamment celle des contractuels, bien entendu ? Cela aussi nous intéresse, en tant que complément d'information : les effectifs et les redéploiements nous intéressent, mais aussi la requalification du personnel.

Mme LEMOINE

Cela n'est pas systématique. Tout dépend du fait que l'agent soit titulaire ou contractuel. En substance, tout dépend de la rémunération de l'agent. C'est vrai qu'en général, quand on requalifie le service, on fait accéder la personne à une responsabilité supérieure (en l'occurrence, l'intéressée va avoir la responsabilité de l'évaluation des ses collègues) et on requalifie souvent légèrement le niveau de rémunération. Mais honnêtement, je le dis, et je le dis en présence d'Hervé BARBARET (et j'ai déjà eu l'occasion de le dire à certains d'entre vous) la rémunération des agents du Louvre est très bien structurée. Il m'est arrivé de traverser des organisations où c'était un peu chaotique. Là, en substance, vous avez une structuration des rémunérations qui est très propre. De ce fait, nous faisons attention. Dans le cas présent, autant que je me souviens, un petit delta va être appliqué, mais nous attendons l'avis du CTP. Il aurait pu ne pas y en avoir : si l'on considère que la personne est au niveau de rémunération de sa nouvelle responsabilité, il n'y a pas de delta. En l'occurrence, de mémoire, un très petit delta est envisagé.

M. DE SOUZA

Depuis quelque temps, dans l'ordre du jour des CTP, les réorganisations se succèdent. Par ailleurs, vous êtes dépendants d'une autre forme de structuration de la force de travail. Forcément, comme il n'y a pas beaucoup de transparence au niveau des documents que vous nous proposez, on pourrait supposer que cela masque carrément une autre façon de manager, une autre façon de diriger, et l'établissement ayant beaucoup évolué et beaucoup changé, qu'une partie du personnel n'est plus là. Cette partie du personnel, qui avait une autre façon de travailler, aurait été écartée. Ce personnel avait une vision large et humaine de conditions de travail dignes de tout le monde. Actuellement, avec toutes les appellations et tous les sigles, nous voyons que les agents rencontrent de plus en plus de difficultés dans les services où ils travaillent et qu'on leur demande de faire plus de travail, avec moins de moyens. On leur demande de faire plus, puisque maintenant, la logique est celle-là. Nous devons pouvoir contrôler le nombre de postes. Or, actuellement, l'on ne veut pas montrer clairement qu'il y a eu des disparitions de postes, que des gens n'ont pas pu continuer leur mission. Je parle notamment de certains contractuels. Le Louvre est devenu une grande usine de chambardements, où l'on demande beaucoup aux agents, qui ont le cœur à l'ouvrage et qui donnent finalement beaucoup. Ils sont beaucoup de bonne volonté : dans certains services, des agents ont accepté de travailler plus tard et d'effectuer des heures qui ne leur ont pas été payées. Ils ont accepté de travailler plus tard, parce que cela profite au Musée du Louvre. Mais il faut veiller à ce que ce ne soit pas au mépris de leur vie personnelle.

M. LOYRETTE

Merci. D'autres questions ou remarques sur ce point de l'ordre du jour ? Pour être très clair à ce sujet, et je comprends effectivement les questions des organisations syndicales, je vais peut-être vous demander, Charlotte, de bien nous préciser sur quoi nous nous prononçons. Ainsi, cela figurera dans le procès-verbal, et il n'y aura aucune ambiguïté sur ce qui est proposé au vote.

Mme LEMOINE

D'accord. Vous faites abstraction de la dernière feuille du document de présentation qui concerne le service administratif et financier. Il n'y a aucun changement à l'occasion de cette réorganisation. C'est un document qui n'aurait pas dû apparaître. Le seul changement, vous le voyez sur le recto verso du document d'organigramme. Dans l'organigramme actuel, vous avez une cellule des ressources documentaires. À ce titre, la responsable de coordination n'a comme responsabilité que la coordination. Au verso, cette cellule devient une unité des ressources documentaires, et la différence substantielle, c'est que du coup, la responsable de l'ancienne cellule devient responsable d'unité et qu'elle a donc également la responsabilité de l'évaluation des personnels qui lui sont rattachés. C'est le seul changement.

Mme CHARLES-ELIE-NELSON

Et elle sera payée un peu plus.

Mme LEMOINE

Et elle sera payée un peu plus, de mémoire.

Mme MULLER

C'est le seul changement dans les faits, nous sommes d'accord. Mais en droit, au sens philosophique du terme, il est quand même précisé dans le document : « Deux unités avaient été initialement prévues dans la réorganisation du pôle culturel ». Dans les faits, trois personnes composent actuellement ce service. Donc, il était prévu qu'il y en ait davantage. Dans les faits, ces postes n'ont pas été pourvus. C'est ce qui apparaît quand on lit le document. En fait, on nous demande maintenant d'entériner la suppression de deux unités dont l'administration n'a pas pourvu les postes.

M. LOYRETTE

Pas du tout. Vous l'avez déjà entériné lorsque vous avez voté la réorganisation du Musée du Louvre.

Mme MULLER

À quel moment ?

M. LOYRETTE

C'est ce que Charlotte LEMOINE vous a expliqué très clairement.

Mme LEMOINE

J'ai bien reformulé, nous sommes bien d'accord. Je ne comprends pas pourquoi l'on amène sur le terrain de la discussion aujourd'hui des unités du service administratif et financier qui ont déjà disparu.

M. ZINENBERG

Oui, mais c'est vous qui avez fait la note. Ce n'est pas nous qui l'avons faite.

Mme LEMOINE

Nous sommes d'accord. Nous la corrigeons en direct.

M. LOYRETTE

Monsieur ZINENBERG, pour être très clair, je déplore de mon côté l'imperfection de la note. C'est pourquoi je pensais important de la corriger, et maintenant, Charlotte Lemoine l'a fait de façon parfaitement claire. C'est aussi le rôle du CTP d'avancer sur ce dossier. Elle l'a fait de façon parfaitement claire et elle a signifié quel était l'objet de la discussion d'aujourd'hui et celui du vote.

M. ZINENBERG

Nous vous redisons que nous avons décidé de ne pas prendre part au vote parce qu'il nous semble que c'est très important pour les organisations syndicales d'avoir les éléments sur lesquels se baser pour pouvoir juger d'une situation et voter correctement.

Pourquoi ne prenons-nous pas part au vote ? Parce que nous ne voulons pas bloquer la situation. De toute façon, nous n'y arriverons pas, puisque ce n'est qu'un avis. Mais symboliquement, le fait que nous ne votions ni pour ni contre, mais que nous ne prenions pas part au vote, cela signifie que vous ne nous avez pas donné des éléments conséquents pour faire notre travail de syndicalistes. C'est tout.

M. LOYRETTE

Je considère pour ma part, si vous voulez, après le raté que j'ai regretté, que maintenant, vous avez les éléments.

M. ZINENBERG

Oui, sauf que nous les avons en séance, et que c'est gênant.

M. LOYRETTE

Mais je dirai que c'est aussi le but de ces CTP : éclaircir les avis que nous pouvons vous demander.

Mme MULLER

Pas au dernier moment.

M. LOYRETTE

Si, au dernier moment. Bien sûr au dernier moment. Sinon, cela ne sert à rien et l'on communiquerait par notes.

M. DE SOUZA

Monsieur le président, quand nous envoyons des courriers au directeur et au directeur adjoint, et que l'on ne nous donne pas de réponse, cela ne fait pas avancer les choses.

M. CHOQUET

Il faudra vérifier ce qui a été fait lors du CTP où la réorganisation a été décidée. Nous aurons ainsi les idées claires, les uns et les autres. De mémoire, je dirai que ces deux unités avaient été créées, mais n'ont jamais été pourvues en effectifs.

Mme LEMOINE

Non, parce que les effectifs sont à la DASV

M. CHOQUET

Oui, voilà. Mais à la base, effectivement, dans le pôle culturel, il y avait ces deux unités que l'administration avait proposées au vote, je ne sais plus à quelle date. Mais elles n'ont jamais été pourvues en effectif. Cela reste à vérifier dans les dossiers du CTP où les réorganisations ont été traitées. Nous aurons ainsi les idées claires. Nous sommes toujours dans un organigramme, avec une requalification en unité. Il faudrait donc que les dossiers soient véritablement à jour.

M. LOYRETTE

D'autres remarques ou questions, avant que nous votions ?

Nous pouvons nous prononcer sur ce point tel que reformulé, et il sera reformulé de cette façon, pour le vote du CTP, par Charlotte LEMOINE. Qui donne un avis favorable ? Qui s'abstient ? SUD ne prend pas part au vote. Merci.

Administration : Pour

CGT, FO : abstention

6) Présentation du nouveau règlement de visite (pour avis)

M. LEDUC

Quelques mots d'introduction avant de vous présenter les modifications proposées du règlement de visite. Depuis le transfert à la direction financière et juridique de la préparation des dossiers du conseil d'administration, et en raison de ce transfert de compétences, ce dossier a été préparé avec la DFJ. Du côté de la DFJ, la directrice adjointe, Valérie GAME, et une juriste ont été associées à ce travail d'actualisation, et du côté de la DASV, le directeur, la directrice adjointe et les chefs de service concernés ont également été associés.

Pour ce qui concerne le fond, les modifications proposées sont motivées par l'observation, depuis six ans (puisque le dernier règlement de visite remonte à 2005) de trois grandes évolutions qui sont susceptibles de modifier les relations des visiteurs avec le Musée du Louvre ou des visiteurs avec les agents du Musée du Louvre.

Une première famille d'évolutions significatives concerne d'abord le cadre législatif et réglementaire dans lequel le Musée, les visiteurs et nous-mêmes évoluons, avec trois évolutions marquantes.

- La première est l'aggravation de la pénalisation de la destruction ou de la dégradation d'œuvres ou d'objets déposés dans un musée de France. La peine est passée de trois à sept ans depuis une loi du 15 juillet 2008.
- Il y a également une pénalisation d'un acte de type nouveau que l'on a connu une fois de manière assez étonnante au Musée d'Orsay, qui est le fait de se laisser enfermer dans un musée de France ou d'y pénétrer lorsqu'il n'est pas ouvert au public, sans autorisation, et en dehors des horaires de visite, bien entendu. Cette disposition réglementaire fait écho vraisemblablement à ce qui s'était passé au Musée d'Orsay, si certains s'en souviennent, lors d'une Nuit blanche, il me semble, avec une pénétration d'individus qui n'avaient d'ailleurs pas occasionné de dégâts, mais qui avait quand même marqué les esprits. La peine est légère maintenant, mais elle existe et consiste soit en une peine d'amende soit en travaux d'intérêt général.
- Enfin, une dernière évolution significative sur le plan législatif : c'est l'entrée en vigueur de la loi sur l'interdiction de dissimuler son visage dans l'espace public, qui est entrée en vigueur le 11 avril

dernier et qui s'applique au Musée du Louvre à deux titres d'ailleurs, puisque la loi elle-même indique que son champ d'application couvre l'espace public. Elle concerne les lieux ouverts au public d'une part, mais aussi les services publics. Nous sommes donc directement concernés par l'application de ces dispositions législatives.

Une circulaire du premier ministre est venue préciser en mars dernier les modalités d'application de la loi, en indiquant quelques grandes lignes d'action. La première, c'est que le chef de service (en l'occurrence, il faut entendre chef de service sur le plan générique, c'est-à-dire l'autorité supérieure de tout l'établissement) doit adapter les règlements en vigueur, de manière à permettre l'application de la loi, d'où son intégration dans le règlement de visite. Le premier ministre a également précisé la façon dont il fallait entendre l'application concrète de cette loi.

Concrètement, comment les choses se passent-elles ou se sont-elles déjà passées, d'ailleurs, puisque nous avons l'occasion de faire appliquer cette loi ? Si la dissimulation du visage est interdite dans l'espace public, la personne qui a le visage voilé ne peut pas être contrainte à se dévoiler. La seule action possible pour les agents des services publics, c'est d'empêcher l'accès au service en question.

À partir du moment où la personne a pénétré chez nous, dans les collections du Musée et dans le Musée, nous ne pouvons plus agir au-delà : si la personne est entrée, nous pouvons lui rappeler l'interdiction, mais nous ne pouvons pas la forcer à se dévoiler ou la contraindre à sortir. La seule coercition possible prévue par la loi et que le premier ministre rappelle, c'est donc la peine d'amende. Pour l'instant, nous n'avons pas eu à faire appel à la police de ce point de vue là.

Il a paru intéressant, à l'occasion du constat de ces évolutions législatives et réglementaires, de regrouper dans le préambule du règlement de visite l'ensemble des obligations qui s'imposent au visiteur du Louvre en fonction de la loi ou du règlement, de manière qu'elles apparaissent clairement également, non seulement pour les visiteurs, mais pour les agents du Musée chargés de les faire appliquer, afin que le visiteur comprenne immédiatement l'importance du caractère exécutoire des dispositions de la loi ou du règlement.

La seconde famille d'évolutions constatée concerne quant à elle des modifications des pratiques des visiteurs des jardins ou du musée, que nous avons observées depuis quelques années et qui nécessitaient de préciser ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas.

Une première modification importante est apparue dans le comportement des visiteurs du jardin du Carrousel au milieu des années deux mille, aux alentours de 2005 ou 2006, avec le développement de pique-niques en soirées, qui étaient très souvent beaucoup trop arrosés et où il y avait plus à boire qu'à manger. Ce phénomène qui venait d'Espagne a surpris les autorités municipales de beaucoup de grandes villes françaises, et le préfet de police a pris un arrêté annuel (qu'il reconduit annuellement), interdisant la consommation de boissons alcooliques du 1^{er} mai au 31 octobre de chaque année,

de 16 h à 7 h du matin. Cet arrêté est entré en vigueur depuis trois ans. Dans un premier temps, il ne concernait, dans le premier arrondissement, que les quais de Seine et le pont des Arts. Et mécaniquement, nous avons connu au Louvre, en soirée, à partir de ce moment-là, une très forte densité de buveurs très jeunes, avec toutes les conséquences qui en découlent, d'abord sur le plan de la santé publique, avec des interventions lourdes de la brigade des sapeurs pompiers face aux malaises ou aux débuts de comas éthyliques, avec la dégradation du site et également une accidentologie plus importante que d'habitude.

Dorénavant, le site du Louvre, tout le domaine public de l'établissement public du Musée du Louvre, fait partie de l'interdiction de consommation de boissons alcoolisées prévue dans l'arrêté préfectoral. Il semblait quand même important de le signaler à nos visiteurs dans le règlement de visite.

Autre évolution constatée du comportement des visiteurs, peut-être plus légère, mais il semble utile de le préciser : nous avons également interdit la visite torse nu ou en maillot de bain, puisque des cas de cet ordre se sont produits.

Sur l'alerte de beaucoup d'agents également, qui étaient en conflit avec les conférenciers qui signalaient les œuvres avec l'objet qui leur servait à guider leur groupe, nous avons précisé que l'interdiction de désigner les œuvres s'appliquait également aux objets qu'utilisaient les conférenciers ou les guides dans le Musée.

Enfin, nous avons signalé que le délai de conservation sur place des objets trouvés n'était plus d'un mois, mais de quinze jours, puisque c'est le rythme qu'a adopté le service de l'accueil depuis quelques années.

Dernière modification importante, qu'il fallait signaler également dans le règlement de visite, ce sont les modalités de visite en groupe, puisque depuis l'adoption du forfait de visite en groupe, qui est entré en application au mois d'avril, il fallait remplacer toute la terminologie « réservation » et « droits d'entrée » par celle de « billet de visite en groupe » et adapter le texte en conséquence.

De façon complémentaire, comme les forfaits sont maintenant de quatre niveaux (de 7 à 10 personnes, de 11 à 15 personnes, etc.), pour faciliter la constitution des groupes pour tous nos partenaires et faciliter le travail des agents du service de vente et de réservation à distance, nous avons exclu le guide-interprète ou le conférencier des membres du groupe, si bien que maintenant, un groupe au Louvre est constitué à partir de sept personnes – cela ne change pas – mais guide ou conférencier exclu.

Voilà les principales modifications. Il y en a d'autres à la marge, mais je vous en fais grâce. Les modifications essentielles sont là. Et bien sûr, Valérie GAME et moi-même sommes disposés à répondre à vos questions.

M. MINOS

Par rapport à ce que vous avez dit au sujet du voile, vous voulez dire que l'on doit intervenir dès l'entrée, dès que l'on voit une personne qui dissimule son visage, afin que nous-mêmes n'ayons plus à le faire ? Et ceci est valable pour les cannes de montagne, les sacs à dos. Pour notre part, quand nous les voyons (et c'est ce que je dis à mes collègues par exemple), c'est presque trop tard, puisque le travail doit être fait en amont. Je ne critique pas mes collègues, mais il est presque trop tard. Il en est de même pour les antennes des guides, etc. Donc, quand nous voyons une personne qui dissimule son visage, que devons-nous lui dire ?

M. LEDUC

Vous devez lui rappeler la loi, en lui disant que la dissimulation du visage est interdite en France, et elle doit normalement retirer son voile, c'est tout. Effectivement, la charge d'application de ces dispositions législatives et de la circulaire repose essentiellement sur les agents du service de la surveillance de l'aile Napoléon, sur les salariés du prestataire MAIN Sécurité, et dans une moindre mesure sur les agents du service des accès.

M. ZINENBERG

Il nous a quand même semblé étrange qu'il y ait un règlement de visite du Musée du Louvre et des jardins des Tuileries, mais rien pour Delacroix. Il nous semble quand même que l'établissement public regroupe les trois entités. Nous sommes étonnés qu'il n'y ait rien pour Delacroix.

M. LOYRETTE

Nous l'avons oublié.

M. LEDUC

Le travail a été long, mais c'est vrai que nous avons oublié le règlement de visite du Musée Delacroix.

M. LOYRETTE

Nous vous le présenterons la prochaine fois.

M. ZINENBERG

D'accord. Nous avons des remarques à faire sur tout le texte. Je vais passer la parole à Élise.

M. LOYRETTE

Nous sommes là pour discuter de tout, donc vous faites vos remarques dans l'ordre que vous voulez. Vous avez la parole, et vous pouvez commencer. Il faut que quelqu'un commence, de toute façon.

Mme MULLER

J'avais la parole avant, mais allez-y. Nous aussi avons quelques remarques sur quelques articles.

M. LOYRETTE

Du point de vue de la méthode, je vous propose de balayer le texte et sur chaque point soulevé par exemple par madame Élise MULLER, vous répondez ou bien vous ajoutez vos remarques, pour que nous n'ayons pas à revenir là-dessus. Je me méfie de vous, madame Muller, vous l'avez compris, puisque vous revenez à des états tellement antérieurs quelques fois, que l'on n'en a même plus la mémoire. Allez-y.

Mme MULLER

En fait, en ce qui concerne le préambule, en premier lieu, il y a une modification que vous n'avez pas précisée, à savoir que le champ d'application du règlement concernant les personnes s'appliquait à toute personne étrangère au service présente dans l'établissement, même pour des motifs professionnels. Nous demandons que cette terminologie soit conservée dans le nouveau règlement de visite.

M. ZINENBERG

« À toute personne présente dans l'établissement, même pour des motifs professionnels », cela voudrait dire que les agents qui travaillent dans le musée seraient aussi soumis au règlement de visite.

Mme MULLER

Ce qui donnerait un caractère de règlement intérieur à ce règlement de visite, dont ce n'est pas l'objet. Cela dit, la phrase antérieure, qui s'applique aux personnes étrangères au service, est tout à fait correcte.

M. LEDUC

Je ne partage pas du tout votre point de vue. Le règlement de visite s'applique également au personnel du Louvre.

Mme MULLER

Mais non.

M. LEDUC

Mais si. Je vous donne un exemple : les agents du Louvre d'une manière générale, sauf exception prévue dans leur statut, ne doivent pas toucher les œuvres, ils ne doivent pas les dégrader, etc.

M. ZINENBERG

C'est le statut des fonctionnaires, et cela n'a rien à voir. Nous ne parlons pas de statuts. Nous ne sommes pas des visiteurs du Musée. Nous sommes dans un cadre professionnel. Personnellement, quand je viens en dehors de mes heures de travail, je suis soumis au règlement de visite. Mais quand je travaille, je suis un agent ayant un statut qui m'oblige à ne pas toucher les œuvres.

M. LOYRETTE

Cela vaut pour vous, compte tenu de vos fonctions, mais pour d'autres, ce n'est pas toujours le cas.

Mme MULLER

Un règlement de visite n'est pas un règlement intérieur. C'est purement juridique.

M. ZINENBERG

Cela nous semble important.

M. LOYRETTE

Quelle est la phrase que vous ne voulez pas voir figurer ?

M. ZINENBERG

Nous voulons que la formulation antérieure « à toute personne étrangère au service présente dans l'établissement » soit conservée, plutôt que la formulation « à toute personne étrangère au service présente dans l'établissement, même pour des motifs professionnels », ce qui implique effectivement que les gens du service soient inclus dans les visiteurs, ce qu'ils ne sont pas.

Mme CHARLES ELIE NELSON

Ce ne sont pas des visiteurs ; ce sont des travailleurs.

M. LEDUC

Je trouve curieux que nous voulions nous extraire, nous, agents du Louvre, du champ d'application de ce règlement, puisque nous sommes chargés de le faire appliquer. A fortiori, nous devons le respecter.

M. ZINENBERG

Attendez, en ce qui concerne le problème des dégradations, si un agent du service public, quel que soit son statut, dégradait l'établissement, vous savez très bien que statutairement, c'est réprimandable, et que si la dégradation est grave, l'intéressé irait au pénal et devant le conseil de discipline. Je ne vois

pas la nécessité d'inclure les travailleurs du site dans un règlement de visite, puisque ces derniers ne sont pas en visite.

M. LEDUC

Je pense que le règlement s'applique également au personnel du Louvre.

M. ZINENBERG

Mais pas de la même façon. Nous avons des obligations qui sont bien plus importantes.

M. LEDUC

Ils ne doivent pas introduire d'armes dans le musée, ils ne doivent pas toucher les œuvres ; l'interdiction de consommation alcoolique s'applique également à eux comme citoyens à partir de 16 h.

M. ZINENBERG

De toute façon, je crois qu'il est interdit en France de transporter des armes, sauf si l'on est militaire ou agent de police. Je ne crois pas qu'en dehors de ça quiconque soit autorisé à avoir des armes. Je ne comprends pas pourquoi on appliquerait à des agents un règlement de visite. Ils ne sont pas en visite, je suis désolé.

M. LOYRETTE

Cela dépend. Vous avez des gens qui sont dans des services, finalement, et qui deviennent visiteurs du Musée. Beaucoup d'agents du Musée ne sont pas en contact avec les œuvres, effectivement ; mais lorsqu'ils sont dans le Musée, ils deviennent des visiteurs.

M. ZINENBERG

Oui, tout comme moi, quand je viens en dehors de mes heures de travail, mais dans ce cas, je ne suis pas là pour raison professionnelle. Dans ce cas-là, les agents sont soumis aux mêmes obligations que les autres visiteurs. La formulation antérieure était très bien et ne posait absolument aucun problème.

M. LOYRETTE

Qu'en pensez-vous, Valérie ?

Mme GAME

Nous avons compris que le règlement s'appliquait à tout visiteur, y compris les agents du Musée. La rédaction antérieure n'était pas très claire.

M. LOYRETTE

Certains agents du musée sont des visiteurs, pardonnez-moi. Des agents sont en contact avec le public et en contact avec les œuvres, d'autres ne le sont pas.

M. ZINENBERG

Un agent du Musée qui dégraderait une œuvre, même en tant que visiteur, je vous assure qu'il passerait en conseil de discipline pour faute grave. Même de ce point de vue, le statut du fonctionnaire implique que les agents soient absolument sans faille. Je ne vois pas ce que la précision que vous introduisez ajoute. Pourquoi ne l'avez pas étendue à tout le monde ?

M. LEDUC

On ne peut pas imaginer que les agents du Louvre s'allongent sur les banquettes et sur le sol ni qu'ils jettent par terre leurs papiers et leurs débris. Voyez-vous ce que je veux dire ? Je ne comprends pas du tout votre position.

M. ZINENBERG

Bien évidemment.

M. LEDUC

Cela va de soi. Ces dispositions s'appliquent également à nous.

Mme ANDRZEJCZAK

Il y a deux types de règlements : un règlement intérieur pour les personnels et un règlement de visite pour les visiteurs. Si vous voulez étendre tout ce qui est interdit aux visiteurs aux personnels du Musée du Louvre, vous modifiez le règlement intérieur du personnel du Louvre, et vous y rajoutez tout ce que vous ne voulez pas que nous fassions.

M. LEDUC

Les deux documents, le règlement intérieur et le règlement de visite n'ont pas la même vocation. Le règlement intérieur organise la vie des agents dans leur service et à l'intérieur de l'établissement. Quant au règlement de visite, il a vocation à définir comment les visiteurs, les personnes qui sont dans l'espace public, doivent se comporter. C'est tout, et ce n'est pas pareil.

M. ZINENBERG

Dans ce cas, pourquoi n'avez-vous pas mis « tout le monde » ? Cela aurait été plus simple. « Tout le monde » implique tout le monde, sans différenciation.

M. ZINENBERG

De toute façon, nous ne sommes pas d'accord et nous voterons contre, mais au moins la formulation aurait été claire.

M. BARBARET

Excusez-moi, il faut bien que tout le monde respecte le règlement de visite.

Mme ANDRZEJCZAK

C'est un outil dirigé vers les visiteurs du Musée.

M. BARBARET

Ma question est plus simple. Pour vous, le règlement de visite doit-il s'appliquer à tout le monde ou non ?

Mme MULLER

Devons-nous acquitter un droit d'entrée, puisqu'il est prévu que l'on doit acquitter un droit d'entrée ?

Un exemple de règle qui ne peut pas s'appliquer à nous : demeurer sans autorisation dans le musée, en dehors de ses horaires d'ouverture au public. Je suis désolée, mais quand le Musée est fermé, Pierre est là, par exemple.

M. LOYRETTE

Pardonnez-moi, mais énormément d'agents n'ont effectivement rien à faire, d'une certaine façon, dans les salles du Musée, et lorsqu'ils sont dans les salles du Musée, ce sont des visiteurs du Musée.

M. ZINENBERG

Oui, mais dans ce cas, ils sont à la fois visiteurs et ils restent agents de l'État ; ils ont donc des obligations.

M. LOYRETTE

En tout cas, la formule que vous proposez et nous retenons la leçon, est beaucoup plus simple.

Mme MULLER

Non. Il n'a rien proposé. Nous proposons l'ancienne formulation, puisqu'elle n'a pas posé de problème pendant tout le temps où elle était en usage.

M. LOYRETTE

Pardonnez-moi, c'est nous qui décidons le texte que nous proposons. Il y a quelque chose que je ne comprends vraiment pas.

M. BARBARET

Excusez-moi, mais le règlement inclut des éléments tels que le fait que l'on ne puisse pas lancer une bouteille de Coca sur une œuvre et d'autres règles qui ont l'air tout bête. Certes, l'agent irait devant le conseil de discipline, mais le règlement vient rappeler des éléments de bon sens : on ne se promène pas torse nu dans le Musée et cela s'applique à tout le monde. Pourquoi le règlement ne s'appliquerait-il pas à tout le monde ? Voilà la question que je pose.

Mme MULLER

Parce que nous ne sommes pas des visiteurs. Nous travaillons dans l'établissement. C'est nous qui sommes chargés de faire respecter le règlement.

M. LOYRETTE

Pardonnez-moi, vous parlez uniquement des agents de surveillance ou des conservateurs. Vous ne parlez pas de gens qui peuvent travailler dans des bureaux ailleurs, à la DPC, la DDM, etc., qui sont des agents du Musée, mais qui n'ont pas de droits particuliers et qui deviennent visiteurs à partir d'un certain moment. Ils ont des droits dans les salles comme n'importe quel visiteur.

Mme ANDRZEJCZAK

Je suis désolée, ils ont le droit d'être dans les salles pendant leur temps de repas, et pendant leur temps de repas, ils sont des visiteurs, oui.

M. LOYRETTE

Ils sont des visiteurs, oui, et c'est très exactement ce que je dis. Ils doivent se comporter comme les autres.

Mme ANDRZEJCZAK

Ils doivent faire leur travail.

M. LOYRETTE

Nous sommes tout à fait d'accord, madame ANDRZEJCZAK.

Mme ANDRZEJCZAK

Je ne vois pas pourquoi vous voulez changer la formulation. Il n'y a jamais eu de problème avec l'ancienne formulation. Ce règlement de visite est destiné aux visiteurs. Pour le personnel, cela ne tient pas debout.

M. BARBARET

Je prends un cas un peu absurde. Si je vais tout de suite dans les salles, torse nu, et qu'un agent me dit : vous n'avez pas le droit d'être torse nu, je lui dirai : certes, mais je suis agent du Musée, donc je me promène torse nu.

Mme MULLER

En tant qu'agent du Musée du Louvre, de toute manière, vous êtes tenu aussi de respecter les règles, et vous êtes même tenu de les faire appliquer. Je suppose que si vous passez dans les salles et que vous voyez quelqu'un qui touche une œuvre, ce n'est pas votre travail, mais vous lui diriez quand même que c'est interdit. Nous faisons partie du même établissement et nous y travaillons tous.

M. LOYRETTE

Quelle est la formule que nous adoptons ?

M. LEDUC

La formule que nous allons adopter, c'est : le règlement est applicable à toute personne présente dans l'établissement, pendant ses horaires d'ouverture.

M. MINOS

Dans la version précédente, il est dit : « À tout moment, les visiteurs sont tenus de se conformer aux prescriptions des agents d'accueil ». Dans la nouvelle version, nous trouvons : « À tout moment, ces personnes et les visiteurs... ». Qui sont ces personnes évoquées ?

M. LEDUC

Ce sont les personnes signalées aux paragraphes 3 et 4. Il y a peut-être une mauvaise numérotation. Ce sont les personnes autorisées à être dans le musée à l'occasion des réceptions, des conférences, des concerts, etc., et puis également les personnes présentes dans l'établissement d'une manière générale. Le salarié d'un prestataire en électricité, dès lors qu'il circule dans les espaces publics du Musée, donc quand il n'est plus dans des lieux privés tels que celui-ci, doit respecter le règlement de visite. Il ne doit pas se mettre à manger sur une banquette, dans les salles.

Mme ANDRZEJCZAK

Puisque vous raisonnez par l'absurde, monsieur BARBARET, dans l'article 3, la dernière interdiction est la suivante : « Il est interdit d'introduire des substances explosives, inflammables ou volatiles ». Il va donc falloir que vous donniez des autorisations au personnel de la DAMT qui se promène effectivement avec de telles substances. Nous n'en finirons plus.

M. BARBARET

Objectivement, comme je ne vois pas tellement le problème (*interrompu*).

Mme MULLER

Si vous ne voyez pas en quoi c'est un souci, autant en rester à la version antérieure.

M. BARBARET

Écoutez ce que je vous propose. Encore une fois, pour ma part, je ne vois de difficulté ni dans un sens ni dans un autre, et je serai assez d'accord pour maintenir la formulation initiale, mais nous sommes bien d'accord dans ce cas que si un agent du Louvre se promène pieds nus dans le Musée du Louvre, c'est en tant que visiteur que les agents de surveillance auront le droit de lui dire : « Vous êtes certes un agent du Louvre, mais... » (*Interrompu*).

M. BARBARET

Ce que vous proposez dans ce cas, c'est que l'on revienne à la rédaction antérieure.

M. ZINENBERG

D'accord. C'est ce que nous souhaitons. Cela nous convient mieux.

M. MERLET

La formulation proposée ne nous dérangeait pas, mais si la direction souhaite revenir à la formulation initiale, il n'y a pas de problème.

Mme GAME

Avez-vous quelque chose à dire sur le préambule ?

M. MERLET

Non.

Mme MULLER

Concernant l'article premier, nous en avons.

M. LEDUC

Y a-t-il une question ?

M. ZINENBERG

Vous avez répondu au sujet de l'aspect législatif concernant les visages dissimulés. Mais nous avons quand même une interrogation à ce sujet. Les inaugurations et l'ouverture du département des arts de l'Islam auront lieu bientôt. Il se pourrait que des mécènes viennent accompagnés de femmes voilées. Cela est tout à fait possible. Il faudra alors gérer une situation qui serait de l'ordre d'un incident diplomatique vis-à-vis des mécènes qui viendraient. Je rappelle un incident un peu drôle : il y a eu au Louvre à plusieurs reprises une femme à la fois nue et voilée. C'était au cours du spectacle de Robyn. De temps en temps, nous admettons des exceptions aux règlements. D'ailleurs, il semble que souvent, les règlements sont faits pour être transgressés.

La question qui se pose en l'occurrence est de savoir ce qui se passera s'il arrive qu'une femme d'ambassadeur venant des Émirats arabes soit voilée, parce que nous savons très bien que cela posera un problème.

M. BARBARET

Je vais être très clair. Je rappelle la Déclaration des droits de l'Homme : la loi est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Ce principe sera donc appliqué.

M. ZINENBERG

Cela veut dire que les agents seront soutenus par la direction s'ils interviennent.

M. BARBARET

Les agents seront soutenus sur ce principe qui est absolument indiscutable.

Mme MULLER

Si je peux me permettre, nous avons eu un élément de réponse de la part de Serge LEDUC : une fois que ces personnes masquées sont entrées, grosso modo, nous ne pouvons plus rien faire. Tout se jouera donc à l'entrée.

M. DE SOUZA

Même au niveau de nos députés et au niveau politique, la position n'est pas claire. Certaines femmes dissimulent complètement leur visage derrière une burqa, elles vont dans des magasins et elles sont attendues à l'extérieur par de grosses berlines. Quand il s'agit de gagner de l'argent, moyennant un peu d'hypocrisie, ces femmes n'auront aucun problème, du fait qu'elles sont aisées et qu'elles sont issues de ces pays qui ont leurs propres habitudes. Chacun vit comme il a envie de vivre, mais ici, cela m'étonnerait que l'on agisse exactement comme cela vient d'être dit. Des dispositions seront prises pour ces gens-là, qui seront traités un peu au-dessus des normes.

M. BARBARET

Pour moi, l'article est très clair, et il n'y a pas d'ambiguïté. D'autres remarques ?

Mme MULLER

Sur l'article 2, peut-être. Nous aurions aimé savoir pourquoi un certain nombre d'interdictions (pour les résumer ainsi) qui se trouvaient dans l'article 23 du précédent règlement de visite ont été en fait éparpillées.

Mme GAME

C'était juste dans un souci de lisibilité, justement, parce qu'on trouvait des interdictions dans différents endroits du règlement. Nous avons voulu préciser la définition des espaces du Louvre en distinguant de manière plus précise, dans le préambule, que les espaces comprenaient les espaces d'accueil, situés avant le contrôle des titres d'accès ; ainsi que les espaces des présentations des collections permanentes et temporaires.

En fait, dans le règlement, vous trouvez ensuite des interdictions qui s'appliquent à l'ensemble des espaces. Elles sont situées d'ailleurs dans la première partie du règlement, qui concerne les espaces d'accueil, et sont reprises ensuite dans la partie du règlement concernant les autres espaces. Et puis, vous avez des dispositions et des interdictions plus strictes, bien sûr, en vue de la protection des œuvres qui sont dans les espaces réservés à la présentation des collections.

C'était vraiment par souci de lisibilité, parce que nous avons l'impression que différents blocs d'interdictions étaient répartis dans différents endroits, et que nous n'avons pas retrouvé la logique de cet éparpillement avec la direction de la surveillance. Il n'y avait en fait aucun autre objectif.

Mme MULLER

Par exemple, toutes les interdictions qui étaient listées dans l'article 23 qui relève du titre V, Protection des personnes, des biens, des œuvres et des bâtiments, qui s'appliquent de fait à l'ensemble

de l'établissement. Je n'y ai pas trouvé de partie qui spécifie un espace. Une partie de ces interdictions ont été extraites pour être mises dans le titre I. En fait, que ce soit le titre I ou le titre V, je ne voyais pas bien la différence.

Mme GAME

Il y avait aussi des redites, en fait. Il y avait des interdictions que l'on trouvait à deux endroits. Par ailleurs, vous avez raison : il y a des interdictions de différentes natures. Certaines interdictions par exemple concernent spécifiquement tout ce qui est lié aux mouvements (déplacement des sièges, manipulation de mobilier, courses, glissades...) et puis des interdictions de nature différente ont été regroupées dans l'article 2 que vous avez évoqué et dans l'article 3. Cela nous a semblé plus logique.

Cela dit, si la nouvelle répartition ne vous semble pas logique, nous pouvons y travailler. Nous avons essayé d'être logiques et de regrouper les interdictions à la fois en fonction des lieux et en fonction des natures d'interdiction.

Mme MULLER

Nous en parlerons davantage à propos des Tuileries, je pense. Mais la liste relative à la tenue dénudée est-elle exhaustive ? Maillot de bain, torse nu, pieds nus, est-ce tout ce que vous appelez dénudé ? Nous devons nous mettre d'accord.

M. LEDUC

Cela ne peut pas aller au-delà.

M. MERLET

Juste une question : quand vous dites : « Entraver de quelque manière que ce soit l'accès aux points de vente et aux espaces d'exposition », à quelles circonstances en particulier pensez-vous ?

M. LEDUC

À tout type de manifestation que le Musée a pu connaître au cours des années passées, et pour des motifs du reste auxquels il était souvent étranger, ces manifestations n'étant pas forcément provoquées par des agents du Musée. Il y a eu des cas où nous nous sommes retrouvés face à des archéologues en colère, à des étudiants en architecture, etc. ; la liste est longue.

M. MERLET

Nous aurions quelques questions au sujet de l'article 4. En l'occurrence, il n'y a pas de modification par rapport aux règlements de visite précédents. Sauf que pour nous, une information qui était contenue précédemment dans le règlement de visite nous semble en totale inadéquation avec la réalité.

Il s'agit des heures d'ouverture des collections pour les nocturnes. Dans ce cas, les collections sont totalement fermées au public à 21 h 45. L'évacuation commence à 21 h 30. D'ailleurs, les agents qui travaillent dans ces salles sont postés de 17 h 55 à 21 h 45, sauf erreur de ma part, avec des horaires de service allant de 17 h 40 à 22 h. De 21 h 45 à 22 h, c'est ce que l'on appelle communément le temps de vestiaire. Nous considérons que remettre 22 h dans le règlement de visite, alors qu'au regard de la réalité actuelle, c'est faux, peut engendrer – et cela engendre déjà parfois – des différends avec les visiteurs qui sont dans les salles durant la dernière demi-heure d'ouverture.

Nous demandons donc que le règlement de visite, pour des raisons qui nous semblent absolument légitimes, et je pense que c'est logique, soient en conformité avec la réalité pratique du terrain et qu'il soit clairement mentionné que les collections sont ouvertes de 9 h à 21 h 45 les mercredis et les vendredis.

M. LEDUC

De toute façon, c'est fermé avant 18 h aussi.

M. MERLET

La question reste toujours posée pour les lundis, jeudis, samedis et dimanches, effectivement. C'est le premier point. Le deuxième point, sur lequel nous reviendrons peut-être parce qu'il concerne l'article 7, est le problème de l'évacuation des salles.

Mme GAME

Vous demandez que l'on mette 21 h 45.

M. MERLET

Oui, bien sûr. Nous reviendrons après à l'histoire des fermetures.

Concernant l'article 4, spécifiquement, pour nous, les collections sont ouvertes effectivement de 9 h à 18 h, lundi, jeudi, samedi et dimanche. En nocturne, elles sont ouvertes de 9 h à 21 h 45, l'évacuation commençant effectivement à 21 h 30 et se déroulant de 21 h 30 à 21 h 45.

M. LOYRETTE

Il faut mettre l'heure de fermeture

M. MERLET

Pour nous, c'était une erreur qui persistait à travers plusieurs règlements de visite et qui n'avait pas été corrigée jusque-là, sachant que s'il y a effectivement une modification à ce niveau-là, il ne faudra pas oublier de modifier tout l'affichage situé à divers endroits du Musée, à destination des publics.

M. LOYRETTE

En principe, c'est 21 h 45.

Mme Charles Élie Nelson

Petite précision : il semblerait que le message de fermeture ne fonctionne pas en nocturne, en raison de difficultés techniques. Je sais que maintenant, en faisant deux clics, on peut aller jusqu'à Tombouctou ou en Chine. Ce serait bien que ce message d'évacuation puisse être activé, parce que je crois que les agents qui travaillent en nocturne ont beaucoup de difficulté à faire évacuer le public.

Sans vouloir donner de leçons, j'ai longtemps été à la surveillance, comme vous le savez. Je ne veux pas donner de leçons, mais il me semble que lorsqu'on rencontre un visiteur en salle avec des cannes ou quoi que ce soit dont l'usage n'est pas prévu pour la visite, on peut toujours accompagner le visiteur au vestiaire. Cela n'est pas interdit. Il faudrait peut-être le rappeler aux agents, tout simplement. Effectivement, nos collègues filtrent, mais certaines choses passent, et cela arrive de temps en temps. On peut effectivement rappeler aux agents qu'ils peuvent raccompagner au vestiaire un visiteur qui arrive avec son sac à dos ou qui a un grand parapluie, et que rien ne l'interdit.

Mme MULLER

Nous arrivons ensuite à l'article 7. La vente des billets est suspendue 45 minutes avant la fermeture effective, soit à 17 h 15 ou à 21 h 15. Il nous paraît incorrect vis-à-vis des visiteurs de les laisser payer un billet d'entrée jusqu'à 17 h 15 ou 21 h 15, sachant que le Musée, dans les faits, commence à fermer trente minutes après, ce qui laisse au visiteur très peu de temps, surtout en raison de l'étendue de l'espace. En plus, si on valide la proposition faite précédemment, ce serait 21 h et non 21 h 15.

Voilà : il nous paraît incorrect vis-à-vis des visiteurs de les faire s'acquitter d'un droit d'entrée, alors qu'ils n'auront pas les moyens de visiter un tant soit peu correctement l'établissement ; en plus, cela met évidemment le personnel d'accueil et de surveillance en grande difficulté, parce qu'il est confronté à des visiteurs qui estiment – à notre sens à juste titre – avoir été lésés et ne pas pouvoir profiter de leur visite.

M. LOYRETTE

Non, écoutez, nous ne changerons pas cela. C'est ainsi. Il faut se prononcer vraiment sur les modifications. C'est un règlement qui a été appliqué antérieurement.

M. MERLET

Si vous acceptez néanmoins la modification que nous avons proposé d'indiquer 21 h 45 comme heure réelle effective de fermeture des collections, il faudra malgré tout changer l'article 7, puisque (*interrompu*).

M. MERLET

Attendez. Laissez-moi terminer, s'il vous plaît. Je ne fais pas de provocation. Il s'agit d'un outil de travail pour les agents. C'est ainsi que nous l'avons abordé : nous voulons que ce document soit effectivement un outil d'information pour les visiteurs, mais aussi un outil de travail pour les agents travaillant en particulier dans les salles et en contact avec le public. Il faut donc qu'il soit vraiment en rapport avec la réalité. Si vous indiquez effectivement que la fermeture des salles est fixée à 21 h 45, au même titre que la fermeture est à 18 h les autres jours de la semaine, vous ne pouvez plus indiquer, pour les nocturnes, que les mesures d'évacuation des salles sont prises trente minutes avant.

M. LOYRETTE

Nous sommes d'accord, monsieur MERLET.

M. BARBARET

Oui, c'est bien 21 h, nous sommes d'accord.

M. MERLET

Excusez-moi, s'il vous plaît. Êtes-vous en train de dire que vous fermeriez les caisses à 21 h ?

M. BARBARET

Oui, conformément à ce que vous demandez.

M. LOYRETTE

À partir du moment où vous mettez 45 minutes, et que vous actez un tel laps de temps, nous mettons donc 17 h 15 et 21 h.

M. MERLET

Oui. Mais alors, je vous interpelle en tant qu'agent du service de la vente. Vous avez des agents au service de la vente qui sont recrutés de 17 h 30 à 21 h 30, pour pouvoir tenir les caisses jusqu'à 21 h 15. En l'occurrence, il ne s'agit pas de changer les horaires des agents. Pour nous, le problème n'est pas le changement des horaires des agents. J'avais peur justement, et je vous l'ai dit au cours de la réunion préparatoire, que la discussion nous amène à ça. Non, en aucun cas, notre demande

n'est le changement des horaires des agents. Nous demandons juste que ce qui est écrit corresponde à la réalité. Dans l'article 7, il faudrait juste séparer le lundi, le jeudi, le samedi et le dimanche des nocturnes, et indiquer (*interrompu*).

M. LEDUC

Je pense qu'il faut indiquer que la vente des billets est suspendue 30 minutes avant la fermeture.

M. MERLET

Dans ce cas, cela voudrait dire que le Musée fermerait à 17 h 45. Excusez-nous, les agents qui travaillent à la banque d'informations ont ces discussions-là tous les soirs, à cause des plaintes des visiteurs.

M. LOYRETTE

Je suis d'accord avec vous. Il faut être logique. Il faut être précis et logique. Il faut donc trouver une solution, conformément à ce qu'a dit monsieur MERLET, puisque nous sommes d'accord sur le fond.

M. LEDUC

Nous allons trouver les bons horaires.

M. MERLET

Mais en aucun cas, nous ne demandons à changer les horaires des agents qui travaillent en nocturne.

M. LOYRETTE

Non. Nous avons bien compris, mais il faut trouver une formulation (*interrompu*).

M. MERLET

Qui correspond à la réalité pratique. Éventuellement, vous pourriez nous l'envoyer.

M. LOYRETTE

D'accord.

M. MERLET

Merci.

M. ZINENBERG

Certains éléments semblent un peu contradictoires. Il est interdit de boire et de manger. Or, il y a une tolérance pour les bouteilles d'eau. Cela s'appelle quand même boire. Je comprends qu'il y ait une interdiction, mais il faut arriver à quelque chose de cohérent, parce qu'il ne peut pas être à la fois interdit de boire et de manger, et permis de boire de l'eau : « Toutefois, il est toléré de boire de l'eau ».

M. BARBARET

Il y a une règle de principe, et effectivement une tolérance, une dérogation.

M. LEDUC

Il faut trouver une atténuation pour un certain nombre de cas, tels que les enfants en bas âge, les situations estivales, etc. C'est vrai que nous tolérons la consommation d'eau.

M. LOYRETTE

Je crois qu'il vaut mieux laisser cela tel quel.

M. BARBARET

Je crois qu'il suffit d'ajouter l'expression « par dérogation, les bouteilles d'eau sont tolérées ».

Mme GAME

Cela figure déjà dans le texte.

Mme Charles Élie Nelson

Et quand il n'y aura plus de bouteilles d'eau et que nous aurons des gourdes, celles-ci seront-elles tolérées ?

M. BARBARET

Elles le seront toujours.

Mme MULLER

Juste dans un souci de cohérence, il est question de personnes âgées ou à mobilité réduite, et un plus loin, il est question de personnes âgées ou infirmes.

Mme ANDRZEJCZAK

Article 8. Vous avez remplacé « infirmes » par « à mobilité réduite ». Par contre, vous avez oublié d'apporter la même modification dans l'article suivant.

M. ZINENBERG

Concernant les gabarits à respecter, j'ai été un peu surpris parce que je n'avais pas bien fait attention au fait que les cartons de dessin doivent mesurer 50 sur 25, multipliés par 40. Cela ferait quand même des papiers très épais, avec un très gros grain. Ceci étant, il existe des cartons de dessin de format raisin, qui mesurent 50 par 65. Ce format est-il trop grand pour le Musée ?

M. LEDUC

De quel article s'agit-il ?

M. ZINENBERG

C'est la suite de l'article 8.

M. LEDUC

Je ne suis pas d'accord avec votre méthode, qui consiste à revisiter tout le règlement de visite. Ce n'était pas l'objet du débat, et ces dispositions ont déjà fait l'objet d'une adoption. Je n'étais pas là au moment où ces gabarits ont été choisis, mais ils répondaient déjà à des difficultés que rencontraient nos agents, vraisemblablement. Je crois qu'il faut être très prudent.

M. LOYRETTE

Il n'y a pas que le papier à dessin. C'est le gabarit de l'ensemble des bagages. Je pense que ce n'est pas un sujet.

Y a-t-il d'autres remarques ? Nous sommes à l'article 8.

Mlle GUYADER

Juste par rapport à ce qui vient d'être dit au sujet de la méthode. Nous avons bien vu que la direction a choisi de modifier le règlement de visite pour l'adapter aux nouvelles modalités de visite, mais aussi aux nouvelles façons de visiter du public. Nous ne voyons pas pourquoi nous ne pourrions pas de notre côté apporter des modifications à ce qui a déjà été acté les années passées par rapport à nos propres préoccupations. Pourquoi seule la direction pourrait-elle apporter des modifications, et pas les organisations syndicales ?

M. LOYRETTE

Vous pouvez effectivement en proposer. Proposez-les. La question posée concerne les cartons à dessin. Je pense que comme le disait madame ANDRZEJCZAK, le règlement intérieur nécessite des adaptations limitées à certaines problématiques très particulières.

Passons à la suite.

Mme MULLER

Dans l'article 12, il est écrit : « le droit de prendre la parole dans le Musée est accordé aux personnes possédant les qualités suivantes ». Il nous semble que « prendre la parole » est un terme un peu compliqué, ou bien tout le monde se tait, ce qui serait très confortable pour la visite, et pour nous aussi. Inscrire le droit de conférence, plutôt que le droit de prendre la parole, nous paraîtrait plus adapté, parce que dans la suite du texte, il s'agit en fait des conférenciers. Il ne s'agit pas uniquement de droit d'expression.

M. LOYRETTE

C'est une argutie. On comprend très bien ce que cela veut dire. Cela s'appelle une prise de parole, puisque nous avons toujours parlé du droit à la parole, de l'autorisation de parole. On le dit tout le temps. Ce sont des termes qui reviennent, madame MULLER. Je veux bien modifier le texte, mais soyons clairs : tel que c'est formulé, ce n'est pas entaché d'ambiguïté. L'on a toujours parlé de droit à la parole, de prise de parole, etc.

M. ZINENBERG

Tout à fait au début, quand j'ai commencé à siéger au CTP, je me souviens que le règlement intérieur de l'établissement interdisait aux agents de prendre la parole. Les visiteurs avaient le droit de leur parler, et eux pouvaient leur répondre suite à une injonction. Mais les agents n'avaient pas le droit de prendre la parole par rapport aux collections. Il y a de ce point de vue un passif important. Je ne crois pas que ce soit ce dont il s'agit ici, mais il me semble quand même que cela doit être clarifié. C'est tout, et ce n'est pas très grave, puisqu'une liste est mentionnée.

M. LOYRETTE

Mais cela ne concerne pas le terme « prendre la parole ». La liste des gens est mentionnée et je crois que l'on comprend de qui il s'agit.

M. MERLET

Vous avez apporté une modification que nous ne comprenons pas tout à fait. À la fin de l'article 12, il était précédemment indiqué que le guide du groupe, qui n'avait pas le droit de parole, avait son autocollant, que nous appelons communément l'autocollant de guide.

M. LOYRETTE

Pardon, pour être plus clair, puisque les personnes qui bénéficient de ce droit de parole n'ont pas toujours de droit de parole, je mettrai au début de l'article « le droit de parole dans le Musée », parce qu'ainsi, ce sera plus clair. Dans ce cas-là, on est véritablement dans l'optique qui est clairement définie par l'article. « Le droit de parole dans le Musée est accordé... ». C'est vraiment le terme qui convient très correctement à ces candidats. Le droit de parole à la place de « droit de prendre la parole.

Je vous ai interrompu.

M. MERLET

Non, allez-y. C'est important ; nous sommes là pour construire quelque chose d'utile pour les agents sur le terrain.

M. LOYRETTE

C'était tout.

M. MERLET

Auparavant, à la fin de l'article 12, il était dit que le guide, qui n'avait pas le droit de parole, avait son autorisation de visite, c'est-à-dire concrètement son autocollant de visite barré. Cette pratique ne réapparaît plus dans l'article 12, alors même qu'elle existe toujours ; j'en ai eu encore confirmation hier, et elle persiste même après le changement tarifaire que nous avons connu pour les groupes depuis le 1^{er} avril de cette année. Nous nous demandons pourquoi vous avez modifié ce paragraphe en mettant : « Les personnes bénéficiant de ce droit de parole doivent arborer leur carte ou le badge professionnel de manière visible », sachant que la nouvelle phrase que vous proposez est complémentaire de l'énoncé qui existait précédemment, et qu'elle ne le change pas. Je ne sais pas si vous voyez ce que je veux dire. Selon nous, au regard de ce qui se passe actuellement concrètement dans le Musée, vous auriez dû garder le paragraphe précédent et effectivement y ajouter, parce que c'est une réalité qui n'apparaissait pas précédemment : « Les personnes bénéficiant du droit de parole doivent arborer leur carte ou leur badge professionnel », ce qui est aussi une réalité, c'est-à-dire que les personnes qui ont le droit de parole doivent, pour résumer, avoir un badge non barré, mais également leur badge de guide-conférencier. Si vous ne faites plus apparaître cette règle, sur le terrain, nous allons nous poser la question de savoir si finalement nous devons continuer à barrer ou non les autocollants de visite. La question va se poser. Sur le terrain, le badge, ou l'autocollant est toujours utilisé.

M. LEDUC

Pour l'instant, le sticker autocollant existe toujours. Ce que nous visons à terme, c'est effectivement d'essayer de le faire disparaître, pour simplifier en quelque sorte la circulation des groupes sous la Pyramide. La seule obligation qui pèsera dorénavant sur les guides de groupe, s'ils ont le droit de parole, c'est d'arborer leur carte professionnelle de manière que les agents de la muséographie puissent éventuellement la vérifier. Si la carte professionnelle du guide n'est pas visible, cela veut dire a contrario qu'il n'a pas de droit de parole.

M. MERLET

D'accord. Pour vous, cette modification implique un changement de procédure dans les mois à venir.

M. LEDUC

Oui, effectivement.

M. MERLET

C'est ce que nous voulions savoir, en fait.

M. LEDUC

Et c'est plus clair.

M. MERLET

Je vous avoue que pour le moment, je ne sais pas si ce sera vraiment un atout ou un changement vraiment bénéfique pour les agents, en particulier dans les salles muséographiques, parce que je pense que l'autocollant barré était clairement signifiant pour les agents surveillant les salles. Cela leur permettait de faire une différence immédiate entre un guide qui avait le droit de parole et un guide qui n'en avait pas. Je sais qu'au passage au contrôle, en tout cas à l'entrée des espaces muséographiques, beaucoup de guides qui ont le droit de parole n'arbovent pas toujours ou de façon pas très ostensible leur carte de guide conférencier.

M. LOYRETTE

Nous leur faisons obligation de l'arborer, monsieur MERLET.

M. MERLET

Pour nous, cela voudra dire que sera aussi une procédure à intégrer au niveau des points d'entrée du Musée, c'est-à-dire pour les agents contrôleurs. Ce sont des procédures qu'il va falloir mettre en place très rapidement.

Pour quelle date envisagez-vous ce changement, en fait ?

M. LEDUC

Nous parlerons des changements déjà intervenus sur le dernier point. Nous n'allons donc pas nous mettre la pression à ce sujet.

M. MERLET

C'est juste pour savoir si c'est imminent.

M. LOYRETTE

En tout cas, c'est quelque chose vers quoi nous tendons. Des remarques au sujet de l'article 13 ?

Mme MULLER

Au sujet de l'article 12, pourquoi les conservateurs des musées étrangers titulaires d'une carte professionnelle sont-ils maintenant exclus ? Dans la liste, il y a les conservateurs des musées français, titulaires d'une carte professionnelle, mais auparavant, il y avait aussi les conservateurs étrangers, ce qui n'est plus le cas.

M. LEDUC

C'est une erreur.

M. LOYRETTE

Il est assez compliqué quelques fois de vérifier les cartes professionnelles. Vous avez raison, mais je crois que la difficulté d'estimer la validité d'une carte professionnelle étrangère a été relevée par quelques agents, mais c'est un autre sujet. Vous avez raison de le faire remarquer et nous mettrons « les musées français et étrangers ».

La suite ?

M. CHOQUET

Je vais être un peu désagréable, mais en ce qui concerne l'article 12, puisque nous sommes censés voir ce règlement de visite, qui sera appliqué à l'issue de cet été, à partir du moment où l'on ne fait pas réapparaître le point concernant l'autorisation barrée, cela va poser des problèmes, surtout si l'application n'a lieu que dans six ou huit mois.

M. LEDUC

Nous avons quelques semaines, monsieur CHOQUET, entre la fin de ce CTP et la mise en œuvre. .

M. CHOQUET

D'accord. Ce sera pour quelques semaines. Il ne faudrait pas que les agents se retrouvent en difficulté, surtout au cours de la période estivale.

M. LEDUC

Oui. Nous sommes d'accord, mais nous n'allons pas nous précipiter. Nous prenons un peu de temps pour bien faire les choses et être prêts pour la période du 15 juillet, à peu près.

M. MERLET

Sur le terrain, je peux vous assurer que les guides conférenciers, et vous le savez, sont parfois très pointilleux, d'autant qu'ils n'ont pas toujours apprécié les changements de tarifs. En retour, ils se montrent assez procéduriers vis-à-vis des actions des agents sur le terrain.

Mme MULLER

Nous aurions aimé avoir une précision au sujet de l'article 14 concernant l'obligation d'utiliser un casque d'écoute contre le dépôt d'une pièce d'identité.

M. LEDUC

Vous voulez savoir pourquoi cela devient obligatoire maintenant. En 2005, lorsque le règlement de visite précédent a été adopté, le Musée connaissait une fréquentation de l'ordre de six millions et demi de visiteurs. Depuis, nous avons franchi le cap des huit millions à trois reprises, et ce n'est pas sans conséquence sur le niveau sonore dans les salles, pour les agents et pour les visiteurs, mais aussi sur les conditions de travail des guides, interprètes et conférenciers, puisqu'ils doivent élever la puissance de leur voix. Quand vous êtes avec un groupe de 25 personnes, dans la Grande Galerie, c'est quand même du travail de parvenir à se faire entendre.

Le Musée met donc gratuitement à la disposition des conférenciers du Musée qui participent à sa programmation culturelle, et également à la disposition des visiteurs du Louvre, des prêts d'écouteurs et de systèmes de micros HF. Nous demandons également maintenant aux conférenciers des groupes autonomes (qui viennent avec leur propre guide interprète) de se plier à cette modalité de visite, pour assurer de meilleures conditions de visite aux visiteurs, de meilleures conditions de travail pour nos agents et pour les guides eux-mêmes.

Mme MULLER

Et le casque d'écoute qu'ils doivent utiliser pour les groupes extérieurs est-il celui fourni par le Louvre ?

M. LOYRETTE

Non.

Mme MULLER

C'est le leur.

M. LOYRETTE

Ce sont les leurs. Je crois que c'est une excellente mesure. Nous sommes passés effectivement de quelque chose qui était une possibilité à quelque chose qui est maintenant véritablement voulu, une obligation. Je crois que c'est une bonne mesure. Nous poursuivons.

M. CHOQUET

Juste une précisions au sujet de l'article 18, concernant l'expression : « peuvent être déposés dans un vestiaire spécifique », ce vestiaire spécifique existe-t-il dans le Musée ? L'ancienne mouture disait : « Les objets fragiles ne sont pas acceptés. Peuvent être déposés dans un vestiaire spécifique, après signature d'un formulaire nominatif, les manteaux et fourrures véritables ». C'est la question que nous nous sommes posée, parce qu'apparemment, nous n'avons pas connaissance de l'existence au sein du Musée d'un vestiaire spécifique, où l'on déposerait certains objets.

M. LEDUC

Je ne sais pas. C'est peut-être un article qui n'a jamais été modifié depuis très longtemps et qui est reproduit d'une version à l'autre. Nous allons vérifier avec le service de l'accueil Napoléon comment ce vestiaire spécifique est exploité et s'il existe ou non. Dans les propositions de modification que nous devons vous transmettre à l'issue de cet échange, vous verrez ce qu'il en est.

M. JOUVE

Je voudrai revenir deux secondes à l'article 15 : « Les vestiaires et bagageries sont réservés aux seuls visiteurs du Musée, collections permanentes, temporaires et spectateurs de l'auditorium ». Ce qui est dommage, c'est que l'on ne demande plus le billet, pour les vestiaires et la bagagerie ; ce n'est pas réel, puisque finalement beaucoup de gens viennent du Carrousel déposer leurs valises, et c'est de plus en plus fréquent. C'était une parenthèse.

M. LEDUC

Au moment où la pratique du contrôle préalable du billet a été suspendue, j'avais rappelé une phrase de Malesherbes qui disait : « L'administration a pour but de rendre la vie facile et les gens heureux ». Il se trouvait que ce contrôle préalable du billet était source de désagrément pour beaucoup de monde.

D'abord, il créait des files d'attente au vestiaire, les agents se faisaient interpellés par les visiteurs, le billet parfois n'était pas retrouvé dans une poche ou dans l'autre. Le visiteur retournait à la caisse pour réclamer son billet, alors qu'il l'avait, mais dans une autre poche. C'étaient des situations épouvantables. Maintenant, nous avons facilité la vie du visiteur qui a des bagages. Peut-être la cette possibilité est-elle connue de quelques-uns, mais je préfère cela aux difficultés lourdes que nous avons à traiter dans les premiers temps.

M. JOUVE

Nous avons même vu certains guides mentionner que l'on pouvait déposer ses bagages. Cela devient extrême pour les agents qui, pour cette raison, ont un surcroît de travail. Dire en même temps que c'est réservé et ne pas demander le billet...

M. LOYRETTE

Je suis sensible à ce que disait Serge, parce que si c'est un surcroît de travail et de tracasseries pour les agents, je crois qu'il faut le mettre comme un principe, effectivement, et le maintenir tel quel. Gardons effectivement cette ligne-là et voyons comment nous pouvons la faire appliquer.

Mme MULLER

Nous arrivons aux articles 22 et 23. Nous avons compris comment les choses avaient été réparties et pourquoi. Mais le problème, nous semble-t-il, c'est que du coup l'article 23 sur l'attitude correcte exigée des visiteurs n'est plus illustré par rien. Antérieurement, pour l'attitude correcte, nous avions une liste, alors que maintenant, il est juste question d'une attitude. En fait, nous nous demandons s'il ne serait pas possible de jumeler les articles 22 et 23. C'est une remarque mineure.

M. MERLET

On pourrait supprimer l'article 23.

M. LOYRETTE

Mais pourquoi a-t-on supprimé toute la liste ?

Mme GAME

Elle a été ventilée sur d'autres articles.

M. LOYRETTE

D'accord. D'autres remarques ? Je crois que nous avons bien balayé le règlement maintenant. Madame MULLER ? Monsieur MERLET prend toujours la parole à titre préventif.

M. MERLET

J'avais quelque chose à dire sur les articles 28 et 33. Concernant l'article 28, une modification n'a pas été signalée, mais elle ne nous semble pas anodine. C'est un ajout qui souligne que l'inspection visuelle des bagages et des vêtements peut dorénavant être effectuée (c'est déjà le cas) par les personnels d'accueil et de surveillance, alors qu'auparavant, l'on avait le sentiment que cela ne pouvait être fait que par des officiers de police judiciaire. Nous avons remarqué cette modification, comme d'autres, d'ailleurs. Il aurait fallu bien mettre en relief ces modifications. C'est juste une petite remarque que nous aurions pu faire d'emblée en fait. Nous la faisons maintenant. C'est vrai que cette modification n'est pas anodine.

Sinon, concernant l'article 33, comme SUD l'a remarqué (et je pense que tout le monde l'a remarqué) il manque la fin de l'article. L'article 33 disparaît dans les limbes. Il commence, puis il s'évanouit.

M. MERLET

C'est peut-être une erreur de photocopie. Quel est le texte de l'article 33 dans son intégralité aujourd'hui ?

M. LOYRETTE

« Il également interdit de filmer et de photographier les installations et les équipements techniques. Des autorisations exceptionnelles peuvent être accordées par le président directeur de l'établissement public du Louvre et les demandes doivent être adressées à la direction de la communication ».

Mme MULLER

En fait, nous avons une demande d'ajout à cet article, à savoir l'interdiction des prises de vues des personnels sans leur autorisation. Nous souhaitons que soient interdites les prises de vues des personnels sans l'autorisation des intéressés.

M. LEDUC

En synthèse, si vous voulez, les articles de 34 à 42 n'ont pas été modifiés. Et effectivement, l'un de ces articles précise les conditions de prises de vues. C'est l'article 34.

M. LOYRETTE

Je propose que l'on distribue ça et que l'on mette des photocopies pour que les dossiers soient complets. On va donc vous donner les articles 34 à 42. On m'en donnera aussi une copie. Et c'est vrai qu'ils ne sont pas modifiés.

M. LOYRETTE

On vous donnera les photocopies, puis nous regarderons ensemble les articles 34 à 45.

Madame ANDRZEJCZAK proposait judicieusement que nous passions aux Tuileries et que nous revenions à ces articles ensuite.

M. LEDUC

Pour ce qui est des modifications concernant le Jardin, je l'ai déjà indiqué dans l'introduction des deux documents tout à l'heure, il y a la signalisation de l'interdiction de boissons alcoolisées, pendant certaines plages horaires, du 1^{er} mai au 31 octobre, et puis la reprise de l'interdiction d'être dénudé. Je pense que c'est l'essentiel. De mémoire, il y a assez peu de changements à part ceux-là.

M. LOYRETTE

Avez-vous des remarques ? Oui, madame MULLER.

Mme MULLER

Sur l'article 6, déjà : « Les conférenciers et guides titulaires d'une carte professionnelle délivrée par le ministère du Tourisme sont autorisés à... ». Il manque le ministère de la Culture.

Mme GAME

Vous l'avez dans le règlement du Musée.

Mme MULLER

Et de l'Union européenne. Le ministère du Tourisme, celui de la Culture et l'Union européenne. Il faut ajouter au moins le ministère de la Culture.

M. LEDUC

Et nous devons rajouter les conservateurs étrangers.

Mme MULLER

Concernant l'article 8, nous trouvons exagérée l'interdiction de la tenue dénudée. Il s'agit d'un jardin, et y être torse nu ne nous paraît pas forcément impudique. Nous ne voyons pas quel problème pose le fait d'être torse nu. On voit bien que l'on a là des directives au sujet des tissus : il n'en faut pas trop, mais en même temps, il en faut quand même. Nous avons une proposition : on peut demander que les « humbles génitoires » ne soient pas visibles, comme disait Brassens. En plus, le rapport à la pudeur est quelque chose qui évolue. Personnellement, je n'ai rien contre les torses dénudés.

M. LOYRETTE

Nous parlons de torsos d'hommes, pardonnez-moi.

Mme GAME

Pas des torsos de femmes.

M. LOYRETTE

C'est vrai, et ce n'est pas la même chose. Il faudrait trouver une formule, voyez-vous, parce que c'est vrai que si l'on autorise les gens à être torse nu...

M. LEDUC

L'important est de savoir où placer le curseur, sinon, les agents seraient confrontés à l'interprétation de la « tenue décente ». Chacun a son propre curseur. Il faut donc que le règlement de visite donne des lignes directrices pour que les agents sachent ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas.

M. LOYRETTE

La notion de tenue dénudée est un peu curieuse. « Arborer une tenue dénudée » ! Arborer est merveilleux aussi.

M. JOUVE

Je voudrai juste revenir deux secondes au préambule et à la façon de gérer la loi sur le fait de dissimuler son visage. Comment gérer cela au niveau des jardins et du Carrousel, qui est déjà différent du jardin fermé des Tuileries ?

M. LEDUC

Dans les jardins, une personne ayant le visage dissimulé est déjà en train de bénéficier, si je puis dire, du service qu'offre l'agrément du jardin. À partir du moment où la personne est entrée et où elle a pénétré dans la cour, etc., elle peut rester là. Il faut lui rappeler la loi. En revanche, si elle souhaite entrer dans le Musée, comme cela s'est produit avec un couple de Koweitiens, c'est un autre service qui est offert à l'intérieur des espaces du Musée : la visite des collections. Et en l'occurrence, on l'empêche d'entrer.

M. ZINENBERG

On comprend bien qu'il y a un problème d'intimité. Enfin, je ne sais pas. Dans le Musée, qui est un lieu fermé et plus intime, l'on comprend bien que les gens portent des tenues correctes, tandis que le

Jardin est un lieu de détente. Par conséquent, l'on ne peut pas avoir le même niveau d'exigence à l'intérieur du Musée et dans l'enceinte du jardin.

M. LOYRETTE

Monsieur ZINENBERG, et si nous mettions simplement d'être en maillot de bain ou torse nu, plutôt qu'arborer une tenue dénudée, qui me paraît une expression un peu bizarre ? De toute façon, comment en juger ?

Mme MULLER

En même temps, si quelqu'un est en maillot de bain dans le Jardin, c'est comme quand quelqu'un est déjà masqué : nous ne pouvons plus rien faire.

M. LOYRETTE

Oui, mais c'est un règlement. Il faut le voir comme une aide pour les agents. Pour ma part, je mettrai simplement « d'être en maillot de bain ou torse nu ».

Mme ANDRZEJCZAK

Les agents sont-ils amenés à établir un dialogue sur ce sujet avec les visiteurs ?

M. LEDUC

C'est variable. Certains agents le font, parce que la tenue leur paraît indécente. D'autres se disent que ce n'est pas indécent.

M. ZINENBERG

Dans d'autres jardins comme le Jardin du Luxembourg, qui est un peu officiel, je n'ai pas vu que l'on demande aux gens de remettre leur tee-shirt s'ils étaient torse nu.

M. LOYRETTE

Nous non plus. Nous savons très bien que des hommes vont aux Tuileries et enlèvent leur tee-shirt ou leur chemise. On ne va pas leur demander de les remettre.

M. ZINENBERG

Mais des femmes en tchador crieront au scandale.

M. LOYRETTE

Écoutez. Je crois qu'il faut voir le règlement comme une aide pour les agents, supprimer « d'arborer une tenue dénudée » dont l'interprétation est extrêmement difficile et laisser : « d'être torse nu ou en maillot de bain ». D'accord ? Voilà.

M. ZINENBERG

L'article 9 nous a fait rire : « utiliser les sanitaires en cas de besoin ». Franchement, c'est drôle !

M. ZINENBERG

C'est pour empêcher qu'il y ait des épanchements d'urine hors de l'urinoir. C'est ce que veut dire obligatoirement l'expression « en cas de besoin ».

M. LOYRETTE

Sinon, nous n'avons aucun moyen de faire respecter cette règle. C'est vrai que c'est drôle. Nous continuons.

M. JOUVE

Concernant l'article 9, ce serait bien de demander au Carrousel de faire nettoyer ses issues de secours.

Mme MULLER

Au sujet de l'article 11, qu'est devenue la circulaire Toubon, puisque des patins et planches à roulettes, nous passons aux rollers et aux skateboards ?

M. LOYRETTE

D'accord. Dans ce cas, il faudrait mettre : « Il est notamment interdit de circuler en patins et planches à roulettes ».

M. ZINENBERG

Voilà. Très bien. Les mots skateboards et rollers apparaîtront dans la traduction.

Mme MULLER

Sur l'article 18, nous pensons que le passage « Tout enfant égaré est confié à un agent d'accueil est de surveillance de l'établissement, qui le conduit au bureau du responsable de la surveillance » doit être précisé : il faudrait indiquer quel est ce bureau.

M. ZINENBERG

Et qu'il y ait un plan.

M. LEDUC

Il faudrait donc indiquer la localisation

Mme MULLER

Aux Tuileries, c'est compliqué. Il faut désigner le lieu, en fait.

M. ZINENBERG

Il faut désigner un lieu, ce qui permet à la personne qui trouve l'enfant qui s'est perdu d'aller à l'endroit indiqué et à la personne qui a perdu son enfant de le retrouver.

Mme MULLER

Sachant qu'en plus, les bureaux de la surveillance aux Tuileries ne sont pas accessibles au public. Il faut donc réfléchir aux modalités.

M. MERLET

Une simple question. L'article 27 a disparu. Il a été supprimé du règlement. Il y était fait référence au personnel assermenté du Musée du Louvre. A priori, il n'y a plus ou pas de personnel assermenté.

Est-ce à dire qu'il n'y aura jamais de personnel assermenté au Musée du Louvre ? C'était juste une question sur la position que vous avez actuellement sur l'assermentation des agents.

Mme GAME

En fait, c'est une pratique du ministère des Finances qui a supprimé toutes les assermentations d'agents. Cela ne vient donc pas du Musée du Louvre, mais cela a disparu par la volonté du gouvernement.

Mme Charles Élie Nelson

À Versailles, il y a toujours des personnes assermentées. Du fait que le domaine de Versailles est immense, qu'il y passe des véhicules, ce qui n'est pas notre cas, l'on continue à avoir du personnel assermenté parce que les gens quand ils empruntent les allées roulent parfois à vive allure. Au domaine de Saint-Cloud aussi, l'assermentation existe toujours. Je pense donc que c'est parce que ce sont des domaines où l'on pénètre avec des véhicules motorisés. Je pense que c'est pour cette raison.

M. MARTIN

Ne pouvons-nous pas apporter une précision au niveau du préambule, concernant l'article qui interdit la consommation d'alcool ? Les autres articles sont référencés, mais pas celui-là. On pourrait le référencer comme l'article 2 de l'arrêté préfectoral de 2009, 00 917 par exemple.

Mme GAME

La difficulté, c'est qu'il y a un arrêté préfectoral par année. Il faudrait donc changer le règlement tous les ans. C'est pour cette raison que nous n'avons pas indiqué la référence.

M. BARBARET

Il est indiqué : « aux dispositions prises annuellement par arrêté préfectoral ». Je crois que c'est assez clair. Y a-t-il d'autres remarques sur ce volet Tuileries, jardins, passages de péristyles ? Ou bien pouvons-nous revenir à la fin du règlement de visite du Musée ?

Mme MULLER

Il n'y avait pas de modifications concernant les conservateurs étrangers, pourtant il y a des coquilles.

M. BARBARET

S'il n'y a pas de changement, ce que l'on peut dire pour que vous soyez certains qu'il n'y en a pas, c'est que nous prenons de toute façon la rédaction qui est sur la colonne de gauche. Si jamais il y a une coquille ou une erreur de copie, de toute façon c'est la colonne de gauche qui fait foi.

M. ZINENBERG

Je fais une petite remarque. Sur les cartons à dessins, je comprends qu'au Louvre, l'on ait besoin de petits cartons à dessin, mais quand on est dans un jardin, pourquoi pas des cartons qui seraient au-delà de 50 sur 40 ?

M. BARBARET

Êtes-vous d'accord avec cette précision, qui est encore une fois que pour éviter toute coquille, c'est la colonne de gauche qui fait foi ?

M. MERLET

L'article 39 semble être une modification importante et nécessaire du règlement, puisqu'il élargit les sujets des poursuites pour voies de fait commises aux agents, dont menaces et injures. Dès lors, c'est plus large. Précédemment, il était marqué « toute menace ». Maintenant, ce sont les voies de fait, dont les menaces. On élargit le champ.

M. BARBARET

De surcroît, c'est une exception à la règle que l'on vient d'énoncer : il y a deux modifications.

M. MERLET

Il faut retenir votre modification.

Mme GAME

Vous voulez que l'on garde la version antérieure, peut-être.

M. MERLET

Non. M. BARBARET disait que l'on gardait la colonne de gauche, et là il y a une modification d'importance proposée par vous, que nous, en tout cas, au niveau de la CGT, souhaitons retenir.

M. BARBARET

On disait il y a un instant qu'il n'y a pas eu de modification ; en réalité, il y a quelques modifications, qui de surcroît ont l'avantage de satisfaire les attentes des organisations syndicales. Donc, pouvons-nous être précis sur les articles qui ont été modifiés, en les balayant rapidement ? ...

M. LEDUC

À partir de l'article 33 ?

M. BARBARET

Voilà. A priori, les articles 34, 35, 36, 37, 38, ne sont pas modifiés. Pour l'article 39, une modification est retenue. Article 40 : il est précisé que cela renvoie au préambule. Les articles 41 et 42 ne sont pas modifiés.

M. ZINENBERG

Ne pourrait-on pas donner plus de précisions sur les lieux d'affichage ? Où le règlement sera-t-il affiché ? À l'entrée du Musée ?

M. BARBARET

Serge, je suppose qu'il y a plusieurs lieux d'affichage.

M. LEDUC

Oui. Un premier exemplaire du règlement de visite est affiché sur les barrières qui entourent la cour Napoléon, du côté de du Carrousel. Un exemplaire se trouve sous la Pyramide, sous la mezzanine Sully. Pour le jardin des Tuileries, je ne me rappelle plus où l'exemplaire est affiché. Enfin, il y a un

exemplaire en petit format dans le jardin du Carrousel, sur une signalétique métallique. Voilà les quatre emplacements.

M. ZINENBERG

En cas de litige avec un visiteur, ce dernier peut-il exiger d'avoir le règlement de visite ?

M. BARBARET

Il est certain que si les agents font état du règlement de visite, ils doivent dire qu'il est consultable à tel endroit.

M. ZINENBERG

Donc, il faut que cette disposition soit indiquée aussi dans le règlement de visite. Il me semble que cela doit être indiqué dans le règlement de visite, parce que cela veut dire qu'une demande d'un visiteur au sujet du règlement de visite lui-même est recevable et que nous sommes tenus de lui donner le règlement de visite.

M. BARBARET

Oui, mais l'article 41 permet à l'agent de dire que le règlement de visite peut être consulté à tel endroit.

M. ZINENBERG

Oui, par voie d'affichage. Je pense que si une procédure juridique est engagée à l'encontre du Musée par un visiteur, le visiteur a le droit d'avoir le règlement de visite, en tant que référence.

M. BARBARET

Oui. Effectivement, nous pouvons dire : il est porté à la connaissance du public par voie d'affichage et par tout autre moyen.

M. LEDUC

Cela suffit-il ? Est-ce ce que vous indiquez ?

M. ZINENBERG

Oui, que le visiteur peut l'avoir sous forme de papier, de mail, etc., qui lui permet de se référer au document, parce qu'il peut porter plainte et être à Strasbourg, par exemple, au moment de sa plainte.

M. BARBARET

Tout à fait. Nous sommes d'accord.

M. MERLET

Cette remarque m'amène à une question d'ordre pratique qui concerne les agents sur le terrain.

Précédemment, le règlement de visite était diffusé sous un petit format que les agents pouvaient porter en poche, et c'était très pratique. Ils pouvaient l'avoir à la main et cela leur est utile dans leur contact avec les visiteurs pour pouvoir rappeler au visiteur qu'il n'a pas le droit de porter un enfant sur ses épaules, etc. Nous sommes à l'ère de la dématérialisation et du développement durable. Ce règlement de visite sera-t-il de nouveau distribué sous la même forme aux agents, où bien sera-t-il disponible autrement ?

Mme LEBOWSKI

Comme chaque fois, nous allons faire une mise à jour. Dès que nous aurons recueilli l'ensemble des remarques que nous avons écoutées ce matin, nous ferons la mise à jour et nous distribuerons la nouvelle version.

M. MERLET

Il y aura donc une distribution de petits carnets dans les mois à venir.

M. LOYRETTE

C'est important.

M. BARBARET

Il y a peut-être une dernière remarque : la date d'application mentionnée était une date indicative. D'une part, des éléments de mise en œuvre pratique ont été évoqués par Serge LEDUC, et il faut naturellement s'en assurer. D'autre part, plus formellement, le règlement de visite doit passer au conseil d'administration du Musée. Donc, la date d'application ne peut pas s'inscrire sur ce calendrier.

M. LOYRETTE

Merci. Nous pouvons voter ce point de l'ordre du jour qui a pour objet ce règlement de visite, retravaillé et revu, avec toutes les corrections que nous y avons apportées.

► *Le règlement de visite est approuvé à l'unanimité.*

Merci. Nous passons donc au point suivant, qui est la structuration de la direction de la communication en cellules, point qui nous est présenté par Anne-Laure BÉATRIX.

7) Structuration de la direction de la communication en cellules (pour avis)

Mme BÉATRIX

Bonjour. L'idée était donc de vous présenter une proposition de structuration de la direction de la communication, direction qui, jusqu'à ce jour, ne disposait pas d'unités opérationnelles. Il nous est apparu que cette structuration présentait un certain nombre d'avantages, d'abord en termes de visibilité et de lisibilité des différentes actions de cette direction, tant auprès de l'extérieur, c'est-à-dire des journalistes ou d'autres institutions culturelles qu'auprès de l'ensemble des agents du Musée.

Nous ne sommes pas très nombreux au sein de la direction, et souvent, on nous connaît individuellement. Je pense que cette structuration par pôles permet une meilleure clarification et une meilleure cohérence de notre travail.

Par ailleurs, créer des cellules permet de faciliter le travail en équipe au sein de cette direction, d'assurer une meilleure coordination entre les différents métiers qui sont les nôtres. Cela permet également à la cellule qui s'occupe de la communication événementielle une meilleure coordination et un meilleur suivi du budget des partenariats avec les médias.

La proposition de structuration est la suivante. Il s'agirait de trois cellules :

- la première a trait à tout ce qui concerne la communication autour des expositions temporaires et du grand invité, donc, des événements. Nous disposons à cette fin de plusieurs chargés de communication ;
- une deuxième cellule sera chargée de la communication institutionnelle, c'est-à-dire la vie du musée, les collections permanentes, les relations avec les publics, etc. ;
- une troisième cellule de relations publiques, qui sera chargée de l'organisation logistique des différents événements que nous avons à organiser, c'est-à-dire essentiellement les vernissages et l'accueil des journalistes, ainsi que les tournages au sein du Musée.

En terme de pilotage, il est apparu que ces cellules pouvaient être pilotées pour deux d'entre elles directement par le directeur adjoint, sous l'autorité du directeur, et que pour la cellule communication événementielle, où il y a aujourd'hui un nombre d'agents un peu supérieur, il était utile d'avoir un chargé de communication coordinateur, notamment puisque cette cellule est en charge des partenariats avec les médias, qui sont noués à l'occasion des expositions, et qu'il y a donc un suivi budgétaire à assurer. De ce fait, avoir une personne qui permette, au sein de cette cellule, d'assurer la coordination et le pilotage des agents paraît être un bon mode de fonctionnement.

Un nouvel organigramme est proposé et il vous est présenté.

M. ZINENBERG

Nous sommes contents, parce que ce document est beaucoup plus clair que les précédents, puisqu'on y trouve le nombre des agents dans l'ancienne et dans la nouvelle structure. Nous reconnaissons que ce document est pour nous d'une lecture plus facile.

Nous nous demandons si la personne qui est chargée de la coordination verra sa rémunération s'améliorer.

Mme BÉATRIX

L'idée est de publier un avis de vacance de poste et d'offrir une rémunération qui corresponde à la fonction qui sera désormais créée.

M. ZINENBERG

Le poste sera donc requalifié. Nous nous sommes interrogés à ce sujet, sinon, nous n'avons pas d'autres questions.

Mme DUCROT

Je crois qu'on peut quand même être très réticent au sujet de l'association du secrétariat et de la documentation. Ces deux fonctions ou ces deux postes n'ont rien à voir l'un avec l'autre. Serait-il possible d'envisager dans un organigramme représentant les fonctions des uns et des autres et leurs particularités la création de deux cellules : une cellule de secrétariat et une cellule de documentation ? Ce n'est pas le même métier, et je ne vois pas en quoi le secrétariat peut être rapproché de la documentation.

Mme BÉATRIX

Pour ma part, je n'y vois pas d'inconvénient. Je prendrai l'avis de la direction des ressources humaines.

Mme LEMOINE

On aurait alors une cellule pour un agent.

M. LOYRETTE

En somme, la vérité, c'est qu'il y a une secrétaire, et puis un responsable de la documentation.

Mme DUCROT

Oui, mais le secrétariat et la documentation sont des fonctions différentes.

Mme LEMOINE

À la limite, cela ne me pose pas de problème. Mais ce ne sont pas deux cellules différentes. Ce sont des individus qui sont rattachés directement au directeur.

M. LOYRETTE

Ce ne sont pas des cellules au sens où on l'entend. Ne pourrait-on pas mettre directeur et directeur adjoint, et mettre d'un côté secrétariat et de l'autre documentation ? On les sépare. Madame DUCROT, on les sépare ; on met d'un côté le secrétariat et d'un côté la documentation.

Mme BÉATRIX

C'est d'ailleurs ce qui est dans l'organigramme, en fait.

M. LOYRETTE

D'autres remarques ou questions ? Nous passons à l'adoption de ce point.

► *La structuration de la direction de la communication en cellules est adoptée.*

Avis favorables : Administration, FO, SUD CULTURE

Abstentions : CGT.

Merci. Merci Anne-Laure.

Le point suivant porte sur la requalification du service informatique ne direction des systèmes d'information. Malheureusement, Bruno ZEITOUN n'a pas pu être parmi nous. Et c'est Christine RONFLÉ-GUIN qui nous présente ce point.

Mme ANDRZEJCZAK

De quel point s'agit-il ?

M. BARBARET

Le point sur l'informatique.

M. LOYRETTE

Nous sommes au point 8, madame ANDRZEJCZAK.

Mme ANDRZEJCZAK

Notre expert n'est pas là.

M. LOYRETTE

Faites-le entrer.

M. IROLLO

Ce sera pour le point 9. Il n'est pas prévu pour ce point. Cela dit, vous pouvez le faire prévenir.

**8) Requalification du service informatique en direction des systèmes d'information
(pour avis)**

Mme RONFLÉ-GUIN

Je suis Christine RONFLÉ-GUIN, adjointe du chef de service informatique. Je représente Bruno Zeitoun, qui s'excuse de ne pouvoir être là aujourd'hui.

Vous avez reçu la note sur la requalification. Je vous propose de vous présenter cette note en quelques minutes, sans rentrer dans les détails, de vous rappeler les missions et les responsabilités du service informatique, de lister les éléments en faveur de sa requalification et de vous présenter le nouvel organigramme.

Concernant les missions du service informatique, celui-ci est en charge de la conception du développement, de l'intégration et de l'exploitation des systèmes d'information du Musée. Il est maître d'œuvre pour les systèmes d'information du Musée et assistant à la maîtrise d'ouvrage pour la direction générale et pour toutes les directions du Musée.

Concernant son organisation, on peut distinguer les domaines des études et les domaines techniques, sachant que pour les domaines des études, nous avons trois pôles : le pôle connexion Internet, billetterie et gestion des publics et gestion finance et RH. Chacun des pôles est en charge de la gestion de l'ensemble des projets informatiques de son domaine, de A à Z, de la conception à la réalisation et en assure ensuite le suivi lors de la mise en production.

De la même façon, nous avons des domaines techniques qui sont représentés par deux pôles : le pôle assistance et gestion du parc, et le pôle systèmes, réseaux et sécurité. Les pôles techniques sont en charge de la mise en œuvre, du renouvellement, de l'exploitation et de l'administration de l'ensemble du parc informatique du Musée.

Enfin, nous avons un pôle administratif et financier, qui comme dans tous les autres services et départements, est en charge de l'ensemble des aspects budgétaires et financiers de l'organisation, ainsi que de la gestion des ressources humaines.

Je ne rappellerai pas dans le détail toute l'adéquation du service informatique à la stratégie de l'établissement. Je dirai que les principaux points sont l'élaboration d'un schéma directeur tous les trois ans, en collaboration avec la direction générale et les différentes directions concernées. Nous avons commencé à travailler avec les différentes directions à l'élaboration du nouveau schéma directeur informatique 2012 – 2014, à la définition des objectifs annuels, à une démarche de pilotage des projets avec les directions et des reportings à la direction générale, sous forme de réunion trimestrielle au minimum avec l'administrateur général, et plus souvent si nécessaire, en fonction de l'actualité des projets, ainsi qu'à la mise en place d'une politique de sécurité des systèmes d'information, qui définit les principes et les règles générales.

Sur la base de tous ces éléments, nous pouvons dire que le service informatique a des missions et des responsabilités qui sont très comparables à celles des autres directions. Je viens de rappeler les responsabilités principales. De la même façon, on peut considérer que les pôles du service informatique agissent un peu comme les services des autres directions, avec des missions et des responsabilités similaires. Tout cela prêche en faveur d'une requalification du service informatique.

Nous abordons le dernier volet de la note : la proposition d'organisation. L'organisation que nous proposons est assez proche de l'organisation actuelle, avec une transformation des pôles en services. La seule modification que l'on peut noter concerne le pôle de gestion. Il est actuellement constitué de deux parties : une partie RH et une partie finances – comptabilité. Nous proposons de séparer ce pôle en deux services, afin d'avoir une meilleure lisibilité de l'organisation générale.

Dans la dernière page du document, nous vous avons indiqué les intitulés des pôles actuels et ceux des services proposés.

Ce que je pourrais dire en conclusion, c'est que la dénomination du service informatique n'a pas changé depuis sa création en 1988, et ce, malgré les différentes réorganisations du Musée, et malgré les modifications majeures qui ont affecté son activité, son périmètre et de ses responsabilités, sachant qu'en langage usuel, on parle plus d'un service informatique pour tout ce qui est assistance aux utilisateurs et fourniture des ordinateurs. Cela ne constitue qu'une partie du travail du service informatique, qui a un périmètre plus large, comme je viens de vous l'expliquer.

M. LOYRETTE

Merci Christine. Pierre ZINENBERG.

M. ZINENBERG

Une question qui n'est pas seulement liée directement à l'organigramme, mais qui nous semble importante, puisqu'on rencontre rarement le service informatique, qui va devenir direction. La problématique que nous rencontrons, c'est que dans le Musée, il existe déjà une fracture : des gens

utilisent l'informatique, d'autres ne l'utilisent pas et en sont exclus. Il existe donc déjà un problème de fracture sociale par rapport à l'informatique en soi. C'est un problème de fond, et je ne crois pas que nous allons le résoudre ici.

Un autre sujet nous semble important : très souvent, les utilisateurs des outils informatiques (les logiciels, entre autres, et tout ce qui est à la disposition des utilisateurs) ne sont jamais concertés en tant qu'utilisateurs au sujet des besoins. Souvent dans le Musée, la conception des outils informatiques est l'affaire des encadrants, mais rarement celle de l'ensemble des utilisateurs. Tout à l'heure, nous allons parler de SATORI et nous rencontrons le même problème à ce niveau ; mais le même problème existe aussi dans les PC. Les utilisateurs, qui auraient leur mot à dire sur la conception et la manière de faire, etc., ne sont jamais consultés de quelque façon que ce soit. Cela nous pose un problème, et il ne s'agit pas là simplement de l'organigramme, mais des besoins qui existent et des échanges qui pourraient avoir lieu à la fois sur les besoins de l'établissement et la facilitation de l'usage des moyens informatiques pour les utilisateurs, sans stress, etc. Je crois qu'un problème existe quand même sur ce plan.

Mme RONFLÉ-GUIN

Je crois que pour chaque projet majeur, il y a une refonte importante d'une douzaine d'outils. Je peux donner comme exemple un projet qui est la refonte des systèmes de gestion des collections. Des groupes de travail sont mis en place au démarrage du projet, avec des représentants de chaque département ou service concerné, et nous essayons d'y faire participer au maximum les utilisateurs, sachant qu'il n'est jamais possible de faire participer la totalité des utilisateurs.

M. ZINENBERG

Je travaille en PC depuis 21 ans, et je vous assure qu'aucun collègue n'a jamais été consulté de quelque façon que ce soit pour exprimer ce qui serait nécessaire pour l'établissement et pour son travail. Des changements surviennent, et récemment, de nouveaux outils informatiques ont été fournis. Nous recevons les outils, mais nous ne sommes jamais formés à leur utilisation. Nous apprenons donc à les utiliser sur le tas. Je crois qu'il est très important que les agents soient davantage associés, y compris pour s'approprier leurs outils de travail, à l'élaboration des besoins. Bien évidemment, nous ne serons jamais des concepteurs informatiques, mais nous sommes quand même des utilisateurs. C'est une revendication et j'espère que le nouvel organigramme permettra de faire au mieux.

M. BARBARET

Pour répondre très rapidement sur le principe. Effectivement, l'exemple que vous donnez est peut-être un contre-exemple, mais je pense qu'en l'occurrence, c'est l'exception qui, je l'espère et d'ailleurs, je le pense très profondément, confirme la règle. Quelle est cette règle ? C'est qu'il y a une structuration

entre la direction (comme elle est dénommée maintenant) des systèmes d'information et les services utilisateurs, et que cette structuration relève en fait d'une séparation qui est celle de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage. Il y a des services qui ont des besoins. Il y a un travail méthodologique pour que naturellement les utilisateurs participent à l'expression de ces besoins. Lorsque le besoin est clairement exprimé, souvent avec le soutien de la direction des systèmes d'information, pour pouvoir traduire ces éléments, cette expression de besoins, en cahier des charges, la direction des systèmes d'information joue un rôle de maître d'œuvre.

Je rends hommage à l'équipe de Bruno ZEITOUN et naturellement à Christine pour l'effort qu'ils fournissent. En l'espèce, je prends note du contre-exemple que vous donnez. Nous allons regarder ça précisément.

M. ZINENBERG

Nous allons discuter de SATORI tout à l'heure. Il semble que ce point rejoint la même interrogation.

M. BARBARET

Je suis tout à fait d'accord. Nous reviendrons plus précisément à SATORI, mais nous nous apercevons malheureusement il est vrai que les outils informatiques ne marchent pas très bien tout de suite. C'est vrai que l'on a un peu tendance à penser qu'il suffit d'appuyer sur un bouton pour que tout aille bien. Je préjuge un peu de ce qui sera dit tout à l'heure à propos de SATORI, mais je pense qu'il y a trois ou quatre mois (pour reprendre un peu l'image du verre à moitié vide et à moitié plein) nous étions plutôt aux trois quarts vides. Des efforts très considérables ont été faits par la DSI, avec l'équipe projet et avec les usagers. Et encore une fois, tout n'est pas résolu. Je suis extrêmement prudent : tout n'est pas résolu ; il y a même des secteurs où la situation reste un peu compliquée. Cela étant, je pense, comme nous le verrons tout à l'heure, que des actions ont été menées. Mais en tout état de cause, il y a vraiment cet impératif de dialogue entre usagers et services techniques (en l'occurrence ceux de la direction des systèmes d'information), et encore une fois, je crois que nous y veillons avec beaucoup d'attention.

M. ZINENBERG

Pouvons-nous poser la question autrement ? Serait-il possible que des agents (pas une personne, mais un groupe d'agents en cas de difficulté ou lorsque des problèmes informatiques se posent à eux), puissent saisir la direction de l'informatique d'une manière collective ? Je ne dis pas que c'est une personne qui le ferait, mais lorsqu'une équipe soulève des problèmes récurrents, cela serait-il possible ?

Mme RONFLÉ-GUIN

Vous avez déjà le 85 85, poste qui permet de répondre aux problèmes ponctuels de chaque utilisateur.

M. ZINENBERG

Je ne parle pas de la maintenance.

Mme RONFLÉ-GUIN

Sinon, je pense que cela pourrait être fait, et c'est déjà fait en partie, par le biais des correspondants informatiques. Dans chaque direction ou département, une personne est le correspondant informatique et elle est censée nous faire remonter régulièrement tous les problèmes rencontrés par les utilisateurs.

M. ZINENBERG

Dans les départements.

Mme RONFLÉ-GUIN

Dans les départements et dans les directions. Cela nécessite peut-être une certaine amélioration. Mais déjà, sur le principe, ce mode opératoire existe. Je pense qu'il peut forcément être amélioré et qu'il faudrait peut-être renforcer le rôle des correspondants informatique. Je prends note de la remarque et j'en ferai part à Bruno ZEITOUN. Nous en discuterons et nous reviendrons vers Hervé BARBARET pour proposer éventuellement des améliorations.

M. CHOQUET

Concernant le projet d'organigramme qui nous est présenté, je voudrai faire une remarque sur les intitulés des fonctions. Tout comme par le passé, quand on reprend l'organigramme actuel, les intitulés des fonctions ne correspondent pas à la grille de classification des emplois des agents non titulaires. Quand je dis que cela ne correspond pas, je parle des termes employés. Ou bien il faudrait modifier la grille de classification des emplois, parce qu'en effet, quand on passe de chargé de projet multimédia à chef de projet multimédia, cela n'a pas forcément la même connotation en termes de responsabilités. Je voudrais savoir s'il y a effectivement une évolution au niveau des fonctions pour les agents concernés. Si oui, nous revenons au même débat que celui de tout à l'heure : revalorisation, quoique pas forcément. Changement de niveau, mais revalorisation de salaire, si toutefois les fonctions ont changé. Si les fonctions n'ont pas changé, il faut vraiment les mettre en adéquation avec la grille de classification des emplois. Quand un agent vient nous rencontrer, que nous regardons dans la grille des emplois et que cela ne correspond pas à la fonction qu'il occupe (en tout cas l'intitulé), cela n'est pas sans poser des problèmes. D'ailleurs, hormis l'intitulé de chef de service, où l'on voit bien qu'il s'agit du niveau 3, tous les autres intitulés sont nouveaux. Ceci étant, dans la mouture actuelle, un grand

nombre d'intitulés ne correspondent pas non plus à la grille de classification. Je pense que c'est une habitude qui existe depuis longtemps, parce que le service informatique a des spécificités très précises au niveau des fonctions. Il faudrait voir si à la rigueur, ce n'est pas la grille de classification qui n'est pas bonne au niveau des intitulés. Cela permettrait d'avoir une meilleure lisibilité au niveau des organigrammes et des fonctions exercées par les uns et les autres. Ensuite, il faudra tout regarder dans le détail, et j'insiste vraiment sur la totalité. J'ai balayé très rapidement l'organigramme et j'ai relevé au mois cinq intitulés dans le projet proposé et il y en a autant dans l'ancien. Ce sont des intitulés qui ne correspondent pas.

Mme LEMOINE

Nous allons regarder. Je ne me suis pas encore suffisamment approprié les intitulés de la grille des contractuels, et je n'ai pas vu la différence. Nous allons regarder ce point, que j'ai bien noté. Néanmoins, c'est un hasard sémantique, parce qu'a priori, les fonctions n'ont pas changé dans cette réorganisation qui vous est proposée, les rémunérations non plus. Nous allons vérifier, mais c'est un problème de normes.

M. ZINENBERG

Il faut une certaine homogénéité au niveau du vocabulaire, afin que nous puissions nous repérer, savoir si une requalification serait éventuellement nécessaire au niveau de la rémunération, etc. Nous rejoignons la question de Thierry.

Mme LEMOINE

Nous allons le faire, mais effectivement, il n'y a pas eu d'évolution des fonctions. Aucunement.

M. MERLET

Ma question est dans le prolongement de ce qui vient d'être dit. À la lecture du dossier, nous nous sommes demandé pourquoi, nous avons des services, parfois composés de deux personnes, et non pas des cellules par exemple. Nous avons vu précédemment dans l'une des réorganisations que l'on créait des cellules à l'intérieur de directions.

Cela pose une vraie question : qu'est-ce que l'on choisit de définir tel groupe d'agents comme une cellule et parfois comme un service ?

Mme LEMOINE

Je vous invite à reprendre connaissance d'un document que nous n'avons pas mis dans les documents du présent CTP, mais que nous vous avons envoyé pour information. Ce document est en fait un copié/collé, à une nuance près, que je vais préciser, d'une note qui date de 2005, qui avait été signée à

l'époque par M. SELLES. C'était une note de principe que j'ai trouvée intéressante et qui a d'ailleurs été revalidée par Hervé BARBARET et par les directeurs. Elle s'intitule *Structuration d'organigramme*. C'est une espèce de note de normalisation des organisations du Louvre, en tout cas de ses directions opérationnelles, et qui vous précise ce que l'on entend par un service, une unité ou une cellule.

Sans rentrer dans les détails, quand vous êtes chef d'un service, vous participez à l'élaboration de la stratégie de la direction. C'est un niveau relativement important. Vous contribuez à la définition des objectifs stratégiques de la direction. Quand vous êtes chef d'une unité, et nous avons eu un cas tout à l'heure à la médiathèque, vous n'avez pas cette vision-là, c'est-à-dire que vous n'avez, en tant que chef de l'unité, qu'un travail d'animation et une responsabilité directe, puisque vous évaluez des personnels que vous avez sous votre responsabilité. Quand vous êtes coordinateur de cellule, vous n'avez qu'un travail d'animation et de coordination. Dans ce cas, vous n'avez pas de responsabilité hiérarchique sur les personnels.

Quand Bruno ZEITOUN m'a interpellée la première fois au sujet de la requalification de sa direction, la première question que je lui ai posée était de savoir si ses futurs chefs de service participent à la définition des orientations stratégiques de la direction, et sa réponse a été oui. Nous nous sommes donc posé la question lui et moi de savoir si l'on devait laisser les pôles tels qu'ils sont ou les transformer en services. Un pôle ne correspondait déjà plus à une normalisation qui avait été décidée en 2005 et qui me paraissait assez cohérente et bien argumentée. Par ailleurs, il s'agit bien de chefs de service qui participent à la stratégie de la direction et d'ailleurs à celle du Louvre, en matière de systèmes d'information. D'où le fait que nous ayons proposé que ce soient des services.

M. ZINENBERG

Ils sont apparemment très spécialisés dans de domaines très précis, dont ils sont des spécialistes. C'est à ce titre qu'ils participent à l'élaboration des projets.

Mme LEMOINE

Ils ne participent pas seulement aux projets. Même en tant que tels, ils peuvent proposer à leur directeur des orientations stratégiques.

Mme ANDRZEJCZAK

Je rebondis sur ce que madame LEMOINE vient de nous exposer. Pour nous, c'est une question de méthode. Nous avons bien lu la note, et nous avons effectivement lu toutes les propositions de réorganisation, de requalification des différents services, etc., que vous nous avez proposées à la lumière de cette note. Mais en préalable de toutes les présentations, il aurait quand même été

intéressant – je suis désolée de vous le dire – que vous nous fassiez une présentation de cette note. Ce que vous venez de dire là aurait dû être dit avant les points à l'ordre du jour. Comprenez-vous ?

Mme LEMOINE

J'ai été hésitante parce que c'est une note qui date de 2005.

Mme ANDRZEJCZAK

En même temps, c'est votre outil de travail, et cela nous éclaire aussi. Et nous lisons. Pour ma part, je m'en suis servie pour lire. Quand j'ai lu la note, je me suis dit : « Mon Dieu, c'est l'armée mexicaine ». Mais à part ça, c'est votre choix d'organisation, et c'est ainsi. Mais cela aurait été intéressant, pour éclairer et faciliter les débats que nous avons eus sur toutes les réorganisations, que nous ayons une présentation de cette note. Vive les présentations !

M. LOYRETTE

D'autres questions ou remarques sur ce point de l'ordre du jour ? Nous pouvons passer à son adoption.

- *La requalification du service informatique en direction des systèmes d'information est approuvée.*

Avis favorables : Administration, CGT, SUD

Abstention : FO

Merci beaucoup.

Nous en avons fini avec les points qui vous avaient été présentés pour avis. Avant les questions diverses, qui sont le dernier point de l'ordre du jour ; nous passons au point numéro 9, qui porte sur la mise en place du nouveau logiciel de billetterie, projet qui nous intéresse et qui nous préoccupe. Peut-être une introduction d'Hervé BARBARET, et ensuite une présentation de Serge.

M. MERLET

Excusez-moi monsieur le président, je vois que la représentante de la direction de l'informatique s'en va. Je pensais qu'elle restait pour ce point qui, je crois, la concerne aussi.

M. LOYRETTE

Elle peut rester.

M. MERLET

C'est quand même un point qui a des dimensions techniques.

M. LOYRETTE

Ce que je vous propose, puisque Serge me dit que cela nécessite la présentation d'un PowerPoint et l'installation de ce PowerPoint, de nous donner cinq minutes de pause, si vous le voulez bien, de façon que l'installation puisse être effectuée.

9) Point sur la mise en place du nouveau logiciel de billetterie (pour information)

M. BARBARET

Je disais tout à l'heure, quand nous avons évoqué le fonctionnement de la direction des systèmes d'information, que le projet de billetterie, donc la mise en œuvre de SATORI au Musée du Louvre, s'est heurtée à toute une série de difficultés qui étaient en fait très importantes, notamment au mois de décembre, c'est-à-dire au moment des fêtes de fin d'année. Ce que je tenais à dire, c'est que depuis, un ensemble d'actions correctrices sont menées sous la houlette d'Andrea FABRO, naturellement avec l'implication de la DASV et de la direction des systèmes d'information.

Ce que je souhaite dire, c'est que c'est vraiment pour nous un projet très prioritaire, qui est suivi pratiquement au jour le jour, en tout cas chaque semaine, pour essayer de voir très précisément la manière dont les différentes difficultés sont résolues dans le cadre de l'intervention des équipes du Louvre, mais également de l'équipe de SATORI.

Encore une fois, je crois que nous sommes très conscients du fait que ces améliorations qui sont sensibles – je crois qu'elles sont objectives – n'aboutissent pas à résoudre toutes les difficultés et qu'il reste, notamment dans certains secteurs de la vente, des difficultés qui affectent le travail des agents. Je crois que nous en sommes extrêmement conscients. Le propos introductif que je voulais faire, c'est de dire que tout est mis en œuvre – et j'insiste vraiment sur ce point – pour que les difficultés que l'on observe soient résolues le plus rapidement possible.

M. LEDUC

Nous allons rentrer dans le vif du sujet. Ce point a été préparé en collaboration très étroite entre la direction des systèmes d'information et la DASV. Je vous propose dans un premier temps de faire le point sur le chemin parcouru depuis un an, en mettant en lumière également les difficultés que nous avons rencontrées et la manière dont nous les avons surmontées, et également de regarder les étapes qui nous restent à franchir pour achever le projet.

Dans un premier temps, Andrea FABRO présente les premières étapes franchies et celle à venir. Ensuite, Natacha MOREAU, Christine RONFLE-GUIN, Andrea et moi répondrons éventuellement à vos questions.

Mme MULLER

Nous avons une petite demande : pourrions-nous disposer de la présentation ?

M. LOYRETTE

Nous la joindrons au procès-verbal.

M. LEDUC

Nous vous la communiquerons en pièce jointe très rapidement.

M. FABRO

Bonjour.

Le chantier de la billetterie a démarré en janvier 2007, avec d'abord une analyse de tout l'existant et de ce que nous avons en termes de billetterie dans le Musée, pour arriver, à la fin d'octobre 2007, à une validation des besoins et du périmètre du système d'information à mettre en place. Nous avons lancé la procédure en mars 2008, et elle a débouché sur le choix de la solution SATORI.

Pour information, avant de passer à SATORI, nous avons une panoplie de logiciels différents pour chaque domaine d'activité, et cette variété rendait le suivi et l'utilisation très complexes.

L'identification de la solution a été faite sur la base de différents volets : la couverture fonctionnelle, l'interopérabilité (c'est-à-dire la possibilité d'échanger avec les autres systèmes du Musée), et la pérennité de la solution, justement pour ne pas changer tous les deux ans le système de billetterie. La démarche globale du projet a été menée avec la participation à tous niveaux des agents, de la hiérarchie, de l'encadrement et des différentes directions. Au fur et à mesure, il y a eu des points d'étape d'information, et tous les comptes-rendus des ateliers qui ont été organisés ont été validés par les participants.

Le planning initial était assez chargé : le projet a été lancé en mars 2009, une première étape a eu lieu en septembre 2009, et le projet devait s'achever en 2010. Nous sommes en 2011, et le projet n'est toujours pas terminé, parce qu'il y a eu des difficultés, que le Musée a introduit des évolutions au niveau de la tarification et qu'il a proposé d'autres offres culturelles, qui ont occasionné un retard global ainsi que des développements spécifiques de SATORI, qui n'avaient pas été demandés au préalable.

Au niveau du planning actualisé, nous sommes à la deuxième phase, et nous arriverons normalement à tout terminer a priori à la fin de 2011, si le planning avance bien.

La consultation des entreprises s'est déroulée sur le mode de ce que l'on appelle un dialogue compétitif, pour que nous ayons la possibilité de bien choisir le logiciel. Dix candidatures ont été reçues et cinq candidats ont été retenus. Quatre offres ont été envoyées au Musée. Trois candidats ont été auditionnés. À la fin de la consultation, nous avons gardé deux offres, dont nous avons choisi la meilleure, qui est celle de SATORI. Le marché a été notifié en mars 2009.

En termes d'organisation, beaucoup de changements ont affecté les services de vente et de réservation à distance, avec

- l'intégration de la coordination de l'adhésion (qui était auparavant au service vente sous Pyramide),
- l'ajout de la vente en nombre que nous avons récupérée, et qui était auparavant déléguée à la RMN,
- la création de l'espace bis billetterie, avec le traitement des demandes de remboursement, la délivrance des justificatifs de paiements et toutes les informations sur les billets qui sont issus de la vente en ligne sur Internet ;
- et la création du service d'exploitation billetterie, pour effectuer justement la maintenance de toutes installations de la vente et du contrôle, l'administration du paramétrage de la billetterie, la vente en ligne, l'assistance surtout aux utilisateurs, le suivi et le contrôle du marché des supports de billets et la participation, avec les services informatiques, à l'exécution du marché de la billetterie et au suivi du prestataire SATORI.

En termes d'évolutions, il y a eu bien évidemment les remplacements de logiciels de vente précédents. Pour Information, beaucoup de logiciels étaient utilisés depuis de nombreuses années, certains depuis dix ans. Il y a eu aussi des modifications des postes de travail correspondants et d'importantes modifications de tarifs ont eu lieu et ont effectivement porté, en plus de la modification des logiciels, sur une prise en main des nouveaux tarifs du Musée, les paramétrages de l'administration du suivi des ventes, avec un impact assez important, vu le volume des opérations effectuées, la billetterie en nombre, qui a demandé effectivement l'implantation d'un nouveau métier et d'une nouvelle procédure, la réservation des ventes et le contrôle des forfaits pour les visites en groupe, et l'informatisation des contrôles d'accès, dont nous parlerons un peu plus tard.

D'autres changements ont eu lieu. L'équipe de la DASV a dû mettre en œuvre de nouvelles procédures, en raison de nouveaux développements du logiciel, effectués à leur demande. Bien évidemment, tout au long de cette démarche, des groupes de travail ont été organisés pour suivre un peu l'état d'avancement et surtout les anomalies rencontrées pendant l'utilisation du logiciel.

Concernant les phases achevées, nous avons commencé en septembre 2009, avec la mise en place de l'adhésion et la gestion des adhésions, la vente de billets de l'auditorium et du musée Delacroix. Nous avons effectivement eu besoin d'une adaptation initiale, mais les grandes anomalies que nous avons connues étaient surtout liées à la qualité des données que nous avons transférées des logiciels précédents vers la nouvelle solution de SATORI. Effectivement, quand vous changez de logiciel, beaucoup de données, notamment les abonnements et les cartes d'adhésion en cours, doivent être rapatriées dans la nouvelle solution.

En novembre 2009, nous avons mis en place les nouveaux distributeurs. Les précédents étaient effectivement en fin de garantie et les marchés n'étaient plus en cours. Nous avons donc changé les distributeurs automatiques, et cela a demandé une petite adaptation, surtout pour la partie comptable, en raison du chargement et du déchargement des fonds en début de journée. Par contre, ces nouveaux distributeurs ont augmenté le débit des ventes de 5 % par rapport aux précédents, ce qui est le signe d'une évolution technologique importante.

Pour la phase 3, concernant la mise en vente sur place et à l'avance, plusieurs ateliers thématiques ont été organisés par SATORI et l'équipe de projet. Tous les agents ont participé au moins à un jour, voire à deux jours de formation. Par ailleurs, il y a eu effectivement pendant cette phase, des décisions importantes à prendre, notamment l'abandon du logiciel SIREM, qui gérait toute la planification des conférenciers qui effectuent les visites-conférences et animent les ateliers au sein du Musée. Nous avons notamment dû demander à SATORI une adaptation du logiciel, qui ne correspondait pas entièrement aux besoins du Musée en la matière.

Pour la vente sous Pyramide, l'adaptation a été plus facile. En revanche, comme le mentionnait monsieur BARBARET tout à l'heure, nous avons eu à la fin de l'année des problèmes liés à des ralentissements importants, et surtout des problèmes liés aux paiements par carte bancaire, qui bloquaient les caisses de façon aléatoire et généraient de grands dysfonctionnements opérationnels que nous avons résolus au début du mois de janvier, avec l'installation d'un correctif fourni par SATORI.

Nous avons enregistré différents dysfonctionnements signalés par les utilisateurs. Une sorte d'audit a été effectué par SATORI, pour analyser un peu la situation et essayer de voir exactement ce qui n'allait pas par rapport à l'utilisation du logiciel, où des formations, des développements spécifiques ou des résolutions d'anomalies étaient nécessaires. Bien évidemment, l'audit a permis de constater que les équipes maîtrisaient très bien les logiciels, parce qu'il y a eu pendant des mois des difficultés qui leur ont permis d'apprendre beaucoup de choses sur le terrain. Nous sommes en train d'établir un bilan final pour concevoir un plan d'action à mettre en œuvre en vue de résoudre toutes ces problématiques.

Parmi les phases à venir figure l'informatisation du contrôle des billets, pour laquelle nous sommes en train d'effectuer des travaux sous Pyramide : nous allons réaménager tous les postes de contrôle pour y

intégrer les matériels nécessaires au contrôle, notamment un scanner optique qui va lire les codes à barres des billets et une dalle tactile pour la saisie de l'identité. Nous mettrons un poste complémentaire à Denon, sur le côté droit, pour augmenter la possibilité de passage, vu que Denon est le passage le plus utilisé dans les trois ailes.

Bien évidemment, des ateliers sont organisés actuellement avec les agents pour déterminer justement les procédures et les modes opératoires, en liaison avec l'utilisation du logiciel et les procédures en place. Nous mettrons un dispositif – un prototype – pour effectuer les tests de performance et de formation des agents.

Vous voyez une petite image de ce que va donner le troisième poste, qui sera ajouté à Denon.

Parmi les autres phases à venir, l'espace service billetterie, qui est prévu pour le mois de juin, sera situé sur l'emplacement de l'ancien Cyber-Louvre. Cet endroit sera vraiment celui où l'on apportera toute l'assistance aux visiteurs en ce qui concerne la billetterie : problèmes de remboursement, de changement de date, et problèmes issus de la vente par Internet dès qu'elle sera en place.

Nous informatiserons également l'accès à la salle de l'auditorium, mais avec un système portatif, comme dans les concerts et les salles spectacle, pour valider les billets issus de la vente de l'auditorium.

Encore une phase à venir : la vente en ligne. Le site en ligne s'appellera demain *ticketlouvre.fr*, et nous procéderons à des mises en place progressives. En septembre 2011, nous ouvrirons pour les individuels. Pour les groupes, nous ouvrirons vers la même période ou quelques semaines plus tard, et en octobre, nous ouvrirons un site pour les professionnels, pour les agences de voyages, les tour-opérateurs et tout le reste.

L'offre qui sera en vente, ce sont bien évidemment les droits d'entrée aux collections et aux expositions temporaires, les guides multimédias, les manifestations de l'auditorium, toutes les activités avec un terminal individuel et pour groupes, les forfaits groupe et les cartes d'adhésion.

Vous voyez une petite maquette, qui est une proposition de graphisme pour la vente en ligne, mais je vous la montre simplement à titre d'information, car elle n'est pas définitive.

Une autre phase à venir est en cours, mais elle n'est pas terminée : c'est l'infocentre, qui est l'entrepôt de données. En fait, c'est une source de données pour récolter toutes les informations statistiques de la billetterie : la fréquentation totale, bien évidemment, les cartes d'adhésion, les Paris-Muséum-Pass, la billetterie de l'auditorium et toute l'offre de billetterie vendue. Toutes les données seront dans cet infocentre, grâce auquel nous allons pouvoir produire des tableaux de pilotage et des tableaux de statistiques générales pour les différentes directions et pour la direction générale du Musée.

Nous arrivons à la dernière phase. Suite aux différentes remontées des agents et à l'analyse de l'utilisation des logiciels, il est apparu que des parties du logiciel ne sont pas tout à fait ergonomiques pour certaines équipes, notamment celle de la réservation groupes. Nous avons beaucoup trop de fenêtres lors de l'utilisation, et elles ne sont pas forcément nécessaires. En collaboration avec les équipes, nous avons élaboré un document que nous avons soumis à SATORI, qui l'a accepté et nous a fait un chiffrage. Nous devrions disposer de la nouvelle ergonomie pour la réservation groupes en octobre 2011. La livraison est prévue pour la fin de l'été et sera suivie de tests et de formations, pour une mise en place en octobre si tout va bien.

De la même manière, l'ergonomie des abonnements de l'auditorium pour la gestion de la vente de ces abonnements est complexe, et de la même manière, nous allons élaborer un document en collaboration avec les équipes, et nous le soumettrons à SATORI par la suite.

M. LOYRETTE

Merci. Y a-t-il un complément de votre côté, Serge et Natacha ?

M. LEDUC

Nous avons préparé le document ensemble, et nous le connaissons par cœur. Je ne vais donc pas en rajouter. Nous pouvons peut-être passer directement aux questions des représentants du personnel.

M. LOYRETTE

Des remarques ou des questions ?

Mme SELLES

Bonjour. J'ai souhaité prendre la parole aujourd'hui. En fait, à la suite du dernier CTP, il avait été indiqué par madame LEMOINE et monsieur BARBARET que le projet serait en quelque sorte en *stand by* (en attendant de pouvoir le continuer) tant que les outils ne seraient pas aptes à une utilisation correcte par les différents services. En l'état actuel, les services apprennent à travers des notes de service ou au cours de réunions que l'idée de la mise en place de la vente sur Internet est bien confirmée et sera mise en place en septembre 2011. Dans cette optique, je reviens vers vous pour dire que je ne comprends pas pourquoi cette continuité du projet est toujours d'actualité, alors qu'il a été dit que ce ne serait pas positif pour l'image du Musée, ni pour les pratiques des différents services.

En fait, comme cela a été indiqué par monsieur FABRO, le logiciel SATORI (comme vous le savez monsieur BARBARET, puisque vous l'avez rappelé à nouveau), connaît des difficultés de mise en place, et ces difficultés sont quotidiennes pour chacun des services qui utilisent ce logiciel. Des améliorations sont en cours, un audit a été engagé, et nous tenons à souligner le fait que bien que

l'audit ait été effectué par SATORI sur SATORI (et nous étions étonné que cela se passe ainsi), le rendu de l'audit a plutôt été bien accueilli par tous les services, qui ont trouvé qu'il portait vraiment un regard objectif sur la manière dont le travail était conduit au quotidien.

Néanmoins – et je parle en fait surtout au nom des équipes des groupes autonomes, de la vente en nombre et des ventes à distance, avec les ateliers et les conférenciers – le souci majeur que les services rencontrent chaque jour, c'est la position délicate dans laquelle ils se trouvent dans la mesure où ils continuent à être une interface constante avec le public, avec un outil qui ne répond absolument pas aux données saisies et qui n'est pas un fiable.

Quand une nouvelle amélioration, voire une nouvelle mise à jour, est apportée au système, les données qui avaient été stabilisées auparavant redeviennent fantaisistes. Du coup, les agents doivent exercer une vigilance constante, dans la mesure où ils savent que l'outil qu'ils utilisent provoque des soucis. En même temps, ils ne savent pas d'où le souci va venir. Pour ma part, la difficulté que je rencontre le plus souvent concerne les annulations. Lorsque nous annulons des réservations, théoriquement, la réservation annulée doit retourner dans le quota de la jauge initiale. Cette annulation est nécessaire, parce que la mise au point des forfaits demande une annulation de la réservation telle qu'elle a été faite au préalable, pour permettre une édition du ticket avec la bonne modification du forfait. L'annulation de la réservation est donc nécessaire. Je dois reprendre une réservation, et cette réservation-là n'est plus possible, dans la mesure où la jauge me répond que je n'ai plus de quota à disposition. Parfois, cela fonctionne ainsi, et parfois, comme par enchantement, miracle ou fantaisie (et de ce fait, on ne sait plus comment prendre le système), la jauge prend bien en compte la modification.

C'est un problème que l'on rencontre au niveau des éditions des billets pour les grandes agences des groupes autonomes. Dernièrement, à la billetterie en nombre, nous avons eu un gros souci, dont vous avez parlé tout à l'heure, au cours de la période de Noël : avec l'affluence extrêmement importante du public, il a été nécessaire de mettre au chômage technique les agents qui travaillaient au service de la billetterie en nombre. Ils ont en effet été conduits à ne pas travailler pendant les horaires d'ouverture de la Pyramide. Alors que ce problème nous semblait à la limite prévisible (vu l'affluence observée au moment de Pâques), il a fallu à nouveau que ces agents arrêtent de travailler selon les horaires ouvrables de la Pyramide et acceptent de travailler (parce que c'est effectivement une équipe de très bonne volonté) le matin plus tôt, avant l'ouverture, ou bien le soir très tard, après la fermeture des ventes sous Pyramide.

En fait, le problème pour les gens qui sont sur le terrain, comme cela a été montré par monsieur FABRO au cours de sa présentation, c'est qu'il semble que tout a été mis en place pour que les services soient consultés au préalable avant le choix du logiciel, et que tout a été mis en place de manière très correcte, alors que dans la pratique, au jour le jour, il y a des soucis pour faire remonter par exemple chacune des anomalies du système.

Il a été répété dans une dernière note de service émanant de madame MOREAU qu'il était très important que chacun des services veille à bien faire remonter à nouveau les anomalies. Lors du dernier CTP, vous indiquiez, monsieur BARBARET, que c'était plutôt positif, dans la mesure où les remontées des anomalies s'étaient résorbées et étaient passées d'une centaine à quelques dizaines. Deux remarques à ce sujet : en fait, une sorte d'érosion est ressentie au sein des différents services, dans la mesure où ils sont tous partis dans l'optique de vouloir rendre le meilleur service, avec un logiciel envers lequel ils n'avaient aucun a priori négatif au départ. Au fur et à mesure, ils se sont trouvés dans l'obligation de pallier les défaillances du logiciel afin que le système reste viable, puisque le public, lui, n'arrête pas de demander les diverses prestations.

Les agents sont obligés de pallier constamment, en recourant à des bricolages et à l'utilisation d'autres systèmes et d'autres logiciels. Chacun des services procède comme il peut, pour maintenir un système viable. Cela demande un temps plus important et cela leur impose un stress plus important, puisque par rapport au public, ils doivent malgré tout maintenir une image à peu près correcte du Musée, même si, comme c'est actuellement le cas pour les prestations avec conférencier, dans la vente à distance, les conférences sont vendues, le système par carte bancaire semble fonctionner, le paiement est enregistré dans le logiciel, alors que cela n'apparaît pas dans le système de caisse, au niveau de la monétique. De ce fait, les agents sont obligés de rappeler la personne, soit pour lui demander à nouveau le numéro de sa carte bancaire de manière à enregistrer de nouveau la demande, soit pour indiquer dans le logiciel une donnée qui est fautive d'emblée : l'utilisation d'un paiement par chèque, qui n'est pas du tout réelle, et tout cela, pour pouvoir contourner les difficultés.

C'est la raison pour laquelle entendre dire à nouveau qu'au mois de septembre, la possibilité de mettre en place des éditions de billets à domicile et de vente à distance sur Internet sera effectivement offerte paraît plus que fantaisiste aux différents services qui ont vraiment l'impression d'être entièrement délaissés par la direction. Ils semblent être entendus ; ils ont l'impression qu'ils sont effectivement entendus, mais dans la pratique, ce n'est pas ce qui se passe, dans la mesure où ils continuent à devoir colmater un système qui ne fonctionne pas du tout.

Un souci en engendre un autre : tout le travail se fait dans le flou et l'impression qui est celle de chacun des services, c'est que les soucis ne font que s'accumuler et que l'on risque d'aller dans un mur. C'est vraiment une alarme qui est lancée. Les agents ne comprennent pas pourquoi l'on n'écoute tout simplement pas la raison et pourquoi l'on ne se dit pas qu'il est peut-être temps de prendre le temps. Ce sera peut-être un peu long, mais au fond, ce sera sûrement plus sain que de passer son temps à colmater ou à consolider, car il ne s'agit pas de colmater, mais de consolider un système qui est pour l'instant complètement fantaisiste dans ses manières de réagir.

M. LOYRETTE

Merci madame SELLES de ces remarques très précises et argumentées. Peut-être, Hervé BARBARET, pouvez-vous apporter quelques réponses. Madame SELLES a soulevé des points très quotidiens, pour ainsi dire, et nous y répondrons. Certaines choses peuvent être dites pour éclairer cette présentation. Mais faisons d'abord un point très précis et très ferme sur la vente par Internet : nous avons pris des engagements, et je ne veux pas que ces engagements soient tous balayés.

M. BARBARET

Andréa et Natacha pourront le préciser, mais je suis très conscient de deux zones sur lesquelles il y a des anomalies que nous devons absolument gérer rapidement : tout ce qui relève de la réservation pour des groupes, mais aussi la monétique, car des problèmes se posent.

Je voudrai insister sur deux aspects. Le premier, au risque de me répéter, c'est que le plan d'action mobilise naturellement les agents. Vous le disiez, et je crois qu'il faut leur rendre hommage : les agents se sentent très concernés et travaillent vraiment très étroitement avec l'équipe du projet. Cela étant, ce que j'observe, c'est qu'il y a quand même une correction progressive des anomalies qui fait que l'on peut être raisonnablement optimiste. Effectivement, je crois que c'est très clair, si ces anomalies ne sont pas corrigées, nous aviserons de manière très pragmatique : le contrôle d'accès doit-il fonctionner en juin ? S'il ne fonctionne pas en juin, que faisons-nous ? Il y aura naturellement des mesures correctrices. En septembre, le système sera-t-il rendu opérationnel ? Si la réponse est non, du fait des anomalies qui n'auront pas été corrigées, par définition, de manière extrêmement pragmatique, nous n'allons pas forcer les choses.

Je crois que l'approche est raisonnablement optimiste au vu des anomalies qui sont corrigées les unes après les autres. Mais elle est aussi extrêmement pragmatique, et nous ne revenons pas sur ce qui a été dit : s'il n'est pas possible de déployer ces nouveaux éléments aux dates dites, naturellement, nous nous adapterons. Je crois que cela est très clair.

M. LOYRETTE

Très clairement, on ne force pas sur Internet ; on résout les problèmes, et on y vient. Ce sont très exactement les engagements que nous avons pris.

M. ZINENBERG

Il me semble que si Raphaëlle a pris la parole aussi longuement, c'est aussi pour dire qu'il faut informer les agents ; c'est-à-dire que si des décisions doivent être prises et qu'elles impliquent par exemple un retardement du projet, il est très important d'en informer les agents afin qu'ils continuent à avoir le moral. Je pense qu'il est absolument décourageant de leur dire ce qu'on leur dit actuellement,

à savoir que si cela marche en septembre, ce sera fait en septembre. Il faut au moins leur dire que c'est compte tenu des avancées techniques du projet que ce sera possible ou non. Sinon, on impose aux agents un stress qui n'est sain ni pour l'établissement (puisque de toute façon, le service ne sera pas rendu) ni pour les agents.

Je crois que ce serait bien que les agents soient concertés. Tout le monde souhaite que le projet aboutisse et qu'il avance le plus vite possible. Mais compte tenu des difficultés rencontrées, il faut veiller à informer les agents.

M. LOYRETTE

J'ai été très sensible à tout ce qu'a dit madame SELLES. J'ai trouvé son exposé extrêmement argumenté et juste dans sa présentation, soulignant tout à la fois l'intérêt de cette rénovation du système de billetterie et également les efforts que la DASV pouvait faire de son côté, et soulignant aussi la très bonne volonté des agents, qui est évidemment tout à perceptible, et les difficultés qu'au jour le jour ils rencontrent.

Nous avons dit effectivement que beaucoup de points avaient été résolus, et notre démarche est celle-là : elle est très pratique, elle est très pragmatique. Il ne s'agit pas d'avancer à marche forcée. Nous avons effectivement envisagé dans un premier temps que la vente sur Internet commence en septembre. Si c'est possible, tant mieux ; si ce n'est pas possible, elle sera remise à plus tard. C'est aussi simple que ça.

Ce que je retiens très clairement de ce que vous avez dit, c'est que des efforts ont effectivement été faits, que cet audit a eu lieu, qu'une bonne information passe de chaque côté. Je dirai qu'il s'agit de continuer sur cette voie, de reporter très exactement l'avancée de ce projet et de ne pas maintenir une pression qui serait insupportable, à cause d'un calendrier que l'on peut ou que l'on ne peut pas tenir.

Je ne sais pas si cela répond à vos questions.

Mme SELLES

Oui, effectivement, mais si pouviez en informer chacun des services, ce serait utile. Je le ferai de mon côté évidemment.

M. LOYRETTE

Il en sera ainsi, madame SELLES.

Mme SELLES

L'impression qui a été celle des agents, c'est que malgré tout ça, le message qui était transmis disait : « en septembre, nous y allons ». Les agents s'inquiètent réellement de la faisabilité du projet.

Mme MOREAU

Raphaëlle, dans le programme, au tout début, vous avez pu voir dans le premier planning prévisionnel, que la vente sur Internet devait commencer largement en amont de ce qui est envisagé actuellement. Il y a encore quelques mois, c'était programmé ainsi dans le plan de charge de SATORI dans le cadre du marché. Ce qui était envisagé par le Musée, c'était le mois de juin. Nous, DASV, ainsi que le service informatique et Andrea FABRO (en tant que chef de projet billetterie) avons alerté Hervé et Henri au sujet des difficultés que nous rencontrions. Notre sentiment était qu'effectivement il était absolument impossible que ce soit au mois de juin, que nous ne serions pas prêts et que pour nous, l'impératif était justement de stabiliser le logiciel, son fonctionnement, le travail des équipes au quotidien, avant de nous lancer dans ce projet de vente sur Internet. C'est un élément que nous avons partagé avec la direction générale, et il a été tout à fait entendu. D'ailleurs, Henri comme Hervé se sont prononcés lors du dernier CTP, et vous avez bien fait de le rappeler.

Si nous annonçons maintenant septembre, c'est tout simplement une date que nous visons, de façon justement à mettre sur la table, vis-à-vis de notre prestataire SATORI, un plan de charge. Mais nous n'avons absolument pas changé d'optique. Si ce n'est pas possible, si la situation n'est pas stabilisée et si nous ne sommes pas en mesure de commencer dans de bonnes conditions, tant pour la vente sur site (qui doit primer, parce qu'elle implique les équipes et les visiteurs sur place), que pour la vente en ligne, nous ne le ferons pas en septembre. Encore une fois, je dois dire que la présentation de ce calendrier est un point d'étape, et que le but était de dire où nous en sommes, ce qui s'est passé, ce que nous avons traversé ces derniers mois et vers quoi nous nous dirigeons. Ce n'est pas un calendrier fixe, définitif. Pour ma part, je suis intervenue auprès des équipes de vente et d'accueil sous Pyramide, avec Andrea, et nous n'avons pas énoncé autre chose que des dates cibles. C'est-à-dire que nous envisageons d'être prêts, et que tout soit stabilisé pour septembre. J'espère que ce n'est pas un vœu pieux.

Mme SELLES

Je regrette, au niveau de cette communication-là, que les choses ne soient pas entendues ainsi. J'imagine que c'est le message que vous émettez, mais je lis dans le compte-rendu que vous nous avez envoyé : Mise en place de la vente par Internet. Ce qui est entendu par les agents, c'est que cela doit être fait. Comment la programmation sur Internet va-t-elle se mettre en place, puisqu'il n'y a pas de consultation, etc. ? Cela engendre un stress au sujet de la manière dont ce serait faisable.

Mme MOREAU

En l'occurrence, Raphaëlle, c'était une erreur de communication de notre part au niveau des équipes de Marengo.

M. LOYRETTE

Je crois que nous sommes fondamentalement d'accord sur la démarche. Vous communiquerez légitimement avec les équipes, mais il est important, effectivement, que vous le fassiez dans l'esprit de ce que nous venons de dire ici. Je crois qu'il faut le redire à la suite de ce CTP, et vous reviendrez vers les équipes pour dire effectivement tout ce qui a été dit en CTP.

Mme MOREAU

Si je peux me permettre encore une remarque, je veux dire que le but du point que nous avons fait (parce que nous avons des informations récentes, datant de cette semaine) était justement de lancer avec vous des séances de travail en vue de réfléchir sur le contenu des textes que nous mettrions dans la programmation. Le but est d'être prêts pour le moment où nous commencerons à vendre en ligne, mais absolument pas de nous lancer si les choses ne sont pas stabilisées. Néanmoins, en vue de cette vente en ligne, il faudra bien que nous vous associions. Nous avons commencé à lancer des groupes de travail avec les agents et avec les contrôleurs, pour l'informatisation des contrôles. De la même façon, nous pensons lancer dès le mois de juin des groupes de travail sur la question de la rédaction de la programmation et sur l'énonciation des difficultés. Je pense en particulier à la gestion des intervenants, qui pourrait effectivement être une difficulté pour la vente en ligne.

M. LOYRETTE

Ce que je retiens de ce que dit Natacha, c'est que dans un premier temps, il faut répercuter exactement ce qui a été dit en CTP par Hervé et par moi-même.

M. MERLET

Je m'exprime là pleinement en tant que représentant CGT. Nous ne pouvons que souscrire à tout ce qui a été dit précédemment, et que nous souhaitons dire de notre côté. Notre inquiétude porte sur l'instabilité du logiciel. Je vais donner deux exemples qui n'ont pas été abordés et qui sont quand même importants. Il y a encore eu un ralentissement au niveau des caisses il y a deux ou trois semaines. Et l'on peut toujours s'interroger sur le pourquoi de ce ralentissement : est-ce un problème informatique qui serait lié à des problèmes de câblage, puisqu'à un moment donné, nous avons de tels problèmes sur les postes ? Des ralentissements sur des postes étaient liés au câblage et n'étaient donc pas directement liés à SATORI, d'après ce que j'ai pu comprendre. Ou bien, est-ce encore lié au logiciel, à une dynamique générale du logiciel ? En tout cas, cela crée encore chez les agents un sentiment qui n'est pas très sécurisant. Ils ont un outil de travail qui, à leurs yeux, à tort ou à raison, ne paraît pas fiable. Ce ressenti vaut tout autant pour les agents qui gèrent directement les ventes face au public ou à distance, que pour la caisse générale, que nous citons peu, mais qui est pleinement l'une des parties prenantes du fonctionnement du logiciel. Au niveau de la caisse générale, les agents

travaillent vraiment dur pour essayer de rétablir les erreurs de caisse et essayer de les comprendre, parce que, comme tout le monde le sait, Bercy est derrière tout cela. D'ailleurs, je crois qu'un audit est en cours pour d'autres raisons. Au niveau de la caisse générale, ces difficultés doivent être très difficiles à vivre, et nous sommes aussi là pour l'exprimer et le dire.

Le second exemple est récurrent au quotidien et concerne les distributeurs automatiques de billets. Tous les jours, toutes les heures, je n'ose pas dire tous les quarts d'heures ou toutes les demi-heures, des problèmes se posent avec des visiteurs qui disent ne pas avoir eu leur billet, alors que le logiciel dit que le billet a été édité. Nous ne savons jamais si c'est un problème d'impression ou de logiciel, ou bien si c'est le visiteur qui a oublié le billet. Chaque fois, le cas peut être différent. Mais c'est très difficile à définir et je peux vous assurer que cela crée des tensions parfois assez fortes avec les visiteurs, puisque nous sommes amenés à leur dire : vous avez acheté votre billet, vous êtes censé l'avoir en main. D'ailleurs, nous ne l'avons pas. Je peux vous assurer qu'en l'occurrence, c'est l'image même du Musée qui est en jeu. Je peux vous le dire, parce que c'est ce que les agents me disent directement sur le terrain.

J'étais encore un peu plus l'inquiétude présente sur le terrain, même si nous avons effectivement senti que beaucoup d'erreurs et de problèmes passés sont aujourd'hui résolus. Nous sommes tout à fait heureux d'entendre que le calendrier qui avait été présenté aux agents il y a deux semaines est un calendrier purement prévisionnel et peut être amené à évoluer en fonction de la réalité.

M. LOYRETTE

C'est celui que nous redisons à SATORI, nous sommes bien d'accord, parce qu'il faut maintenir cette pression.

M. MERLET

D'accord, mais cette pression peut aussi être ressentie par les agents. Une relativisation peut être faite au niveau des agents prochainement, et nous en sommes très heureux.

Je voudrai poser une question simple sur l'avenir, pour savoir qui gèrera la vente par Internet et qui gèrera l'infocentre, en fait. Je ne sais pas la question est déjà envisagée ou non.

Mme MOREAU

L'infocentre est un entrepôt de données, donc, en soi, il n'est pas géré ; il est censé fournir les données en question. Mais il est piloté par le contrôle de gestion. Pour ce qui est de la gestion de la vente par Internet, tout le paramétrage de la billetterie Internet se fera au niveau du service d'exploitation billetterie.

M. DE SOUZA

Si je comprends bien, le logiciel SATORI régit aussi les DAB, distributeurs automatiques de billets. Récemment, j'étais avec des touristes au distributeur automatique de billets du côté de l'École du Louvre, au niveau du 99, rue de Rivoli. Nous voulions prendre un billet gratuit. Le renseignement selon lequel l'on ne pouvait pas avoir de billet gratuit à cette borne-là, ni à celle qui est sous la Pyramide, mais qu'il fallait aller dans une caisse normale pour se faire délivrer un billet gratuit n'apparaît nulle part. Je voudrais savoir si les bornes qui sont actuellement en place délivreront prochainement des billets gratuits.

Mme MOREAU

Comme il s'agit de billets gratuits, justement, nous ne voulons pas les laisser en quelque sorte en libre-service, par le biais des distributeurs automatiques de billets. S'il y a actuellement édition de billets gratuits, c'est à la demande du Ministère, pour comptabiliser justement la mesure de gratuité aux moins de 26 ans et pour que cela puisse revenir ensuite aux établissements concernés sous forme de subvention.

La question du billet gratuit va se résoudre d'elle-même dès l'instant où nous allons passer en mode de contrôle informatisé, puisque les moins de 26 ans comme les Pass-Éducation, qui sont les seuls concernés actuellement par le billet gratuit, seront comptabilisés à travers le contrôle d'accès. Il n'y aura donc plus de contremarque, plus de billet édité en caisse, ce qui va très largement alléger et le travail des agents et le périple du visiteur.

M. DE SOUZA

Ce que je voulais dire, c'est que des visiteurs se présentent devant la borne et cherchent s'il leur est possible de se faire délivrer un billet gratuit. Cela crée une file d'attente devant le DAB.

M. LOYRETTE

C'est peut-être une information qu'il faudrait effectivement faire, pour dire à ceux qui doivent avoir un billet gratuit pour les raisons que vous venez d'indiquer, Natasha, qu'ils doivent se présenter aux caisses.

Mme MOREAU

Une signalétique existe, mais aussi des difficultés liées à la signalétique sous Pyramide.

M. LOYRETTE

D'accord. Mais je crois que nous ne pouvons pas faire autrement.

D'autres remarques ou questions ?

Nous passons aux questions diverses, si vous le voulez bien.

10) Questions diverses

M. DE SOUZA

J'aimerais que les gens qui œuvrent dans cet établissement puissent, lorsqu'un événement douloureux survient, bénéficier d'un soutien, afin que le choc soit atténué. Je parle des personnes décédées récemment qui ont travaillé dans l'établissement. La démarche en la matière est un peu hétéroclite : on prend une simple photocopie et on l'affiche sur un pylône, à l'aide d'un simple morceau de scotch. Je trouve que ce n'est pas très bien pour les personnels, parce qu'ils le vivent très mal. Ce serait bien de ne pas diffuser les avis de décès de cette manière et que cela soit fait de manière un peu plus délicate. Il faudrait un peu plus de respect pour les personnes qui ont œuvré dans cet établissement. De même, il faudrait un peu plus d'égard pour les personnes qui partent à la retraite. Il faudrait avoir des égards pour toutes les personnes qui ont contribué à l'essor de cet établissement. .

M. LOYRETTE

Vous avez raisons sur le fond. Peut-être pouvez-vous regarder cette question, Hervé, pour faire des propositions.

M. MILAN

C'est vrai que nous procédons jusqu'à présent de manière un peu inégale. Nous essayons de faire en sorte que l'information arrive aux personnes les plus concernées. Mais effectivement, nous avons pris votre remarque en compte et désormais nous signalerons systématiquement ce genre d'événements sur l'ensemble des supports de communication généraux.

Mme CHARLES ÉLIE NELSON

C'est une question qui ne vous concerne pas vraiment, mais qu'il faut évoquer quand même. Elle ne vous concerne pas parce que nous sommes plusieurs ici à être représentants aux divers CAP du ministère de la Culture. Je suis moi-même à la CAP des techniciens et techniciennes culturels. D'autres camarades en parleront aussi, mais, lors de cette CAP, nous nous sommes vu refuser des mutations d'agents du Musée du Louvre. Nous trouvons cela scandaleux, parce que cela veut dire que nos agents sont maintenant étiquetés « non mutables » ; le terme n'existe pas, mais je l'emploie. En ce

qui me concerne, un agent du Musée du Louvre demandait une mutation. Nous avons voté contre la décision de l'administration, ce qui nous a poussés à avoir un arbitrage. Je représente la CGT. Nous avons envoyé un courrier pour dire à l'administration que c'était inadmissible, et nous aurions voulu que vous, de votre côté, en tant que direction du Louvre, vous souteniez cette démarche. Cela devient épouvantable pour les agents. Certains agents attendent leur mutation depuis plus de six mois. Si nos agents ne peuvent plus être mutés, que signifie la mobilité ?

Ce qui est quand même beaucoup plus grave, et je crois que Pierre ZINENBERG l'a dit tout à l'heure, c'est que c'est l'un des résultats de la RGPP. Je crois que beaucoup de chefs de service et de directeurs n'avaient pas mesuré ce que cela allait impliquer pour cet établissement. Personnellement, je ne peux pas laisser se faire ce genre de choses, parce que c'est inadmissible. Quand les agents n'obtiennent pas une mutation, ils sont démotivés, et cela n'est pas sain. Il faut que du personnel nouveau arrive dans cette maison, sinon nous finirons entre nous, entre vieux agents, et ce n'est pas intéressant.

M. LOYRETTE

Vous avez tout à fait raison. Ce qui me surprend, c'est que je crois que nous avons fait quelque chose. J'en suis même sûr.

Mme LEMOINE

Oui, absolument. Hervé BARBARET a signé un courrier qui a été envoyé au ministère, pour signaler cet état de fait. Mais en face de nous, le ministère est un peu « impuissant », puisque sa réserve d'emplois sur titre II est saturée. Les gens du ministère nous répondent que ce n'est pas parce qu'ils ne veulent pas. Ils sont bien conscients de notre problème – je les ai même rencontrés personnellement –, mais n'ont pas d'emplois vacants et de ce fait, nos agents, qui sont sur le titre III, viendraient en surnombre sur le tableau des emplois du ministère.

Je suis bien consciente que quelques-uns de nos agents sont donc dans des situations qui peuvent être inquiétantes psychologiquement, parce qu'ils attendent parfois depuis un an, qu'ils ont trouvé des points de chute où ils auraient une vraie valeur ajoutée et que le Louvre, en tout cas en l'état de leur compétence aujourd'hui, n'a pas grand-chose à leur offrir. Nous sommes en train d'essayer de réfléchir, et j'en ai discuté avec Hervé BARBARET, pour voir de quelle manière arriver quand même à leur donner satisfaction. J'ai une idée, qui n'est même pas de moi, d'ailleurs, que je n'ai pas encore abordée avec Hervé BARBARET, et qui nous permettrait de négocier avec le ministère pour les faire quand même sortir. C'est un peu une avance de postes. Dans le fond, cela revient à dire qu'on les fait quand même sortir, en tout cas ceux qui occupent des emplois dont nous n'avons pas besoin au Musée, et j'ai un cas ou deux en tête. Nous les faisons sortir et ultérieurement, le ministère nous rendra l'emploi. De notre côté, nous pourrions leur demander l'inverse en contrepartie, c'est-à-dire que nous

leur rendrons des emplois à crédit, quand nous pourrons les leur rendre. C'est un peu l'idée que nous allons proposer. Nous sommes bien conscients que d'un point de vue humain, il y a un vrai problème.

M. ZINENBERG

Actuellement, dix-sept personnes sont dans ce cas. En fait, ce n'est pas une impossibilité de muter, c'est une impossibilité de muter vers des établissements qui ne sont pas des établissements publics, et il s'agit bien d'une histoire de titre II et de titre III, et de contrôleur financier. Comme il y a – 93 postes qui sont à lisser au ministère, ce dernier attend de savoir s'il y aura suffisamment de suppressions de postes pour pouvoir muter les agents. Cela prend un temps fou, et comme le contrôleur financier ne veut pas les muter avant d'avoir lissé ces suppressions de postes, les agents sont en attente. Nous avons la même réaction que Roselyne et la CGT. Au cours de toutes les CAP, nous avons dit que c'était scandaleux, puisque l'égalité de traitement entre les fonctionnaires n'était plus assurée. Nous nous sommes donc opposés à ça. Mais nous sommes face à un problème technique pour lequel nous n'avons absolument aucun pouvoir de pression, puisque le contrôleur financier ne relève pas de la tutelle du ministère de la Culture. La difficulté est aussi à ce niveau.

Effectivement, cela pose un problème. Je crois que quand une règle ne fonctionne pas, il faut essayer de trouver des moyens pour faire en sorte qu'elle puisse fonctionner. Les agents qui demandent des mutations doivent prévoir un déménagement, quand ils doivent aller en province. Il faut qu'ils puissent inscrire leurs enfants à l'école, ils ont beaucoup de soucis et ces situations sont toujours compliquées. On ne peut s'engager envers un établissement, en pensant que la mutation interviendra dans un an. Les intéressés se retrouvent donc dans des situations absolument incroyables. Par ailleurs, quand ils voient que ce sont des agents du Louvre qui postulent, les établissements qui ont des postes vacants refusent de les prendre, puisque de toute façon, la mutation mettrait trop de temps et qu'en gros, les agents du Louvre auraient le poste quand ils seraient à la retraite. Ces établissements ont besoin de personnel dans l'immédiat et ils tiennent compte des délais. Il y a donc un vrai souci.

Comme j'ai la parole, je vais la garder un peu. Nous vous avons envoyé une liste de points dont nous aurions souhaité débattre. Cette liste est longue. Elle comprend un point sur le partenariat avec l'association CIEJ. Nous pensons que c'est un point important.

M. CHOQUET

Je voudrai que l'on termine le point sur les mutations, sinon nous allons nous égarer.

Pour ce qui nous concerne, ce n'est pas un problème d'EP. Le problème, c'est l'autonomie de gestion qui a été donnée à certains EP, et qui fait qu'aujourd'hui le ministère considère les agents affectés à ces EP comme des agents détachés, dans le cas d'une mutation, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Un agent de Versailles, par exemple, peut muter comme il veut, un agent d'Orsay aussi.

D'ailleurs, ce problème avait été d'actualité au courant de l'année 2005, et cela avait été dénoncé en 2004, au moment de la délégation d'acte de gestion et de l'autonomie de gestion du Musée du Louvre. Qu'en sera-t-il de certains de ces dispositifs quand le ministère ne sera justement plus à même de répondre pour des raisons budgétaires, car il s'agit purement et simplement de problèmes d'assise budgétaire ? Le problème ne se limite pas aux établissements publics, en l'occurrence le Louvre, Rodin et la BNF. Il y a également tous les retours de disponibilité d'un certain nombre d'agents, qui ne se réalisent pas aujourd'hui, puisqu'on demande à ces agents de prolonger leur disponibilité. Certains d'entre eux arrivent au taquet des droits. Dans ce cas, même le ministère va certainement devoir payer des pénalités parce qu'il est obligé de leur faire des propositions de postes, chose qu'il est incapable de faire aujourd'hui. Le problème est beaucoup plus grave que les simples mutations. Il est global.

Pour revenir au Louvre, cela ne fait que confirmer ce qu'on laissait sous-entendre en 2004, au moment de l'autonomie de gestion. Que l'on regarde éventuellement, comme vous l'avez dit, madame LEMOINE, au cas par cas, et que l'on fasse crédit, pourquoi pas ? Mais le problème se pose à la totalité des agents du Musée. Dans le cas de certains postes qui seraient occupés et dont nous aurions besoin au Musée du Louvre, on ne laisserait pas partir les agents concernés, ou en tout cas pas avant un certain nombre de mois, voire d'années. Quand on entend à la CAP, grosso modo, qu'il faut attendre éventuellement 2012, en espérant qu'il y ait des changements, c'est plus que risible. C'est lamentable jusqu'au bout, de la part du ministère. Il y a effectivement des agents qui sont dernièrement passés en CAP, et chose rarissime, ils se sont retrouvés avec un avis défavorable voté, alors qu'il s'agit de mutations et alors qu'en règle générale, cela arrive dans des cas de mutation disciplinaire, par exemple. En l'occurrence, il s'agissait de mutations qui ont débouché sur un avis défavorable de l'administration, les syndicats étant évidemment pour la mutation des agents. Il est plus que lamentable de se retrouver dans cette situation où l'on ne laisse même pas le choix à l'agent, ni la possibilité que son cas soit éventuellement réexaminé six mois ou sept mois après. Souvent, ce sont des postes en province, avec tout ce que cela implique : déménagement, école pour les enfants, et ainsi de suite. Eh bien, non ; l'on refuse, alors que les postes demandés sont toujours vacants. Un simple courrier, pour ce qui me concerne, ne me semble pas suffisant. En tout cas, cela ne suffira pas parce que le ministère n'en a strictement rien à faire, tant qu'il arrive à pourvoir encore des postes avec les emplois budgétaires qu'il a, en jouant toujours au jeu des chaises musicales.

C'est ainsi que cela fonctionne, et grosso modo, ce qui manque aujourd'hui, pour les agents du Musée du Louvre, de la BNF et du Musée Rodin, quand ils sont concernés, ce sont les assises budgétaires derrière chaque poste vacant. Or, aujourd'hui, la quasi-totalité des postes vacants au ministère n'a aucune assise budgétaire pour accueillir des agents du Musée du Louvre, et ce, pour n'importe quelle filière, n'importe quel corps de cet établissement. Cela ne concerne pas que la filière accueil et surveillance : l'ensemble des filières est touché aujourd'hui au Musée du Louvre. Le ministère a laissé

entendre qu'il n'essaierait de trouver une assise budgétaire que dans des cas rarissimes et vraiment prioritaires. Les derniers échos que nous avons pu avoir, c'est que l'on fera un point au second semestre, c'est-à-dire au mois de décembre, puisque les prochaines CAP vont se réunir en mai ou en juin, avec certainement encore des demandes de mutation de collègues qui vont vouloir partir. Nous verrons ce que cela va donner, mais c'est franchement mal parti.

En fin de compte, nous sommes en train de payer, par le biais le ministère, ce qu'a donné en partie l'autonomie de gestion du Musée du Louvre. À mon avis, cela ne fait que commencer, et cela risque de continuer avec les suppressions de postes, et ainsi de suite. Bien évidemment, l'autonomie n'est qu'une partie du problème. Elle a bien sûr apporté autre chose, mais de ce point de vue, cela ne va pas sans poser des problèmes pour un grand nombre d'agents du musée, surtout si en interne, avec les discussions que nous avons pu avoir sur la mobilité des agents, nous lançons des actions intéressantes au sujet des requalifications et des possibilités offertes aux agents du musée pour qu'ils puissent bénéficier de mobilité à droite à gauche, pour des raisons professionnelles ou pour des raisons personnelles. Et c'est souvent ce cas de figure qui est mis en avant et qui fait que les agents (en tout cas, certains d'entre eux qui partent en province) souhaitent partir plutôt pour des raisons personnelles, telles que le rapprochement de domicile, etc.

Nous devons donc voir comment régler ces cas-là, car nous devons nous dire entre nous qu'à la fin de l'année, ce ne sera pas réglé. Au ministère, ils ne vont pas trouver le nombre de postes budgétaires prévu pour tous les agents qui ont présenté des demandes qui ont été acceptées au cours de la CAP précédentes, qui ont prononcé à l'égard de ces demandes des avis favorables. Ce n'est qu'au cours des dernières CAP que des demandes ont été refusées et nécessitent ainsi l'arbitrage du ministre. Dans quelle direction cet arbitrage va-t-il aller ? Je crois que les agents concernés ont reçu un courrier les informant que pour leur mutation, l'avis était défavorable. Il n'y a donc même pas eu arbitrage, et même pas la franchise de dire aux agents concrètement ce qu'il en est.

En tout cas, de notre côté, nous allons continuer à œuvrer pour faire en sorte que les agents du Musée du Louvre ne soient pas traités différemment des autres agents du ministère de la Culture.

Mme ANDRZEJCZAK

Je voudrai évidemment abonder dans ce sens. Nous partageons exactement la même analyse que celle que la CGT vient de développer. Nous vous avons notamment demandé ce point pour savoir ce que vous pourriez faire. Au-delà de ça, ils refusent encore des mutations, mais nous savons très bien qu'il y a des collègues que nous incitons à demander leur mutation, même si l'administration centrale émet des avis défavorables, sinon cela voudrait dire qu'ils renoncent, et cela voudrait dire aussi que vous-mêmes n'êtes pas au courant des demandes de mutation qui sont refusées ; et dans ce cas, vous ne pourriez pas agir.

Pour ma part, j'ai peur de ce que vous nous avez annoncé, madame LEMOINE, quand vous avez dit que vous avez trouvé un moyen consistant en gros à prêter des emplois au ministère pour qu'il puisse accueillir les agents qui veulent partir du Louvre. Je prends monsieur LOYRETTE à témoin, puisque depuis qu'il est arrivé, nous avons obtenu des emplois pour le Louvre, même si ce n'était pas assez par rapport à ce que nous avons demandé. Si vous leur rendez des emplois, ils ne vous les rendront pas. Avec votre méthode, faites attention à ce que vous faites ; ou alors, nous sommes pour et nous partons tous du Louvre, et vous n'aurez plus de salles ouvertes, vous n'aurez plus de conservateurs, etc.

M. LOYRETTE

Nous entendons votre argument. C'était une proposition de piste, et nous nous méfions, vous avez raison. Mais vous nous connaissez.

M. DE SOUZA

Nous avons un souci quand même. Nous demandons l'ouverture des Arts de l'Islam, mais il y a un grand souci actuellement, celui de l'externalisation. Personnellement, j'avais envie de partir et d'aller au MuCEM. Mais cette institution sera une institution privée. Finalement, quelques fois, nous n'avons plus de possibilité de mobilité et nous ne sommes plus des fonctionnaires du ministère de la Culture. Nous ne sommes que des agents du Louvre. Mais je n'ai pas envie de n'être qu'un agent du Louvre. J'ai envie aussi de bouger, d'évoluer, peut-être dans le cadre d'une structure de taille moyenne, voire de petite taille. Le Louvre est une structure importante, qui m'a beaucoup appris. Mais je pense qu'actuellement, c'est vraiment la désolation pour beaucoup d'agents.

M. LOYRETTE

La mobilité est une chose essentielle à la vie des personnels. Par ailleurs, je crois que nous sommes tous d'accord sur l'état des lieux.

M. DE SOUZA

Les agents disent que s'ils sont cantonnés et qu'il n'y a plus d'évolution, ils finissent par être très mal dans leur peau, ils risquent de craquer et des dérives, telles que les risques psychosociaux, peuvent survenir.

M. LOYRETTE

Nous avons entendu et nous sommes d'accord sur le constat. Nous pouvons peut-être passer à d'autres questions diverses.

M. ZINENBERG

Il s'agit du partenariat avec le CIEJ. Nous souhaitons qu'à votre niveau une discussion soit menée. Cela fait dix ans qu'un partenariat est établi avec le CIEJ, et il nous semble qu'il y a eu quelques dysfonctionnements, que cela n'a pas marché pour les agents, etc. Nous souhaitons parler du tutorat, de choses précises et éventuellement de voir un peu dans quelles conditions se fait ce partenariat. Cela nous paraît être un sujet qui doit être revu. Les discussions initiales ont eu lieu vers l'an 2000.

Mme LEMOINE

Effectivement, j'avais reçu des collègues de SUD, qui m'en ont parlé avec Corinne LEBOWSKI, d'ailleurs. Aujourd'hui, ces personnels-là se retrouvent exclusivement à la DASV, ce qui n'était pas une règle au départ, même si c'est un fait à l'arrivée. La DASV fait un effort que nous autres, direction, ne faisons pas forcément.

C'est sûr que c'est un partenariat qui date d'il y a dix ans, et le contexte social du pays étant ce qu'il est, il est certain que ce partenariat est de plus en plus difficile à mettre en œuvre et que cela mériterait peut-être, et je crois que tout le monde est d'accord, que l'on se pose un moment afin de revoir les dysfonctionnements éventuels, qui ne sont pas du fait du Musée au premier degré, mais qui font qu'il devient difficile d'encadrer ce type de jeunes, et que du coup, cela demande peut-être un tutorat un peu renforcé.

M. ZINENBERG

Même par rapport à l'époque où ce partenariat s'est mis en place, il y a quand même une plus grande stigmatisation des populations dites à la marge. De ce fait, moins d'efforts d'intégration ont été faits. Je pense que le problème s'est accentué au cours des dix dernières années, et quand nous avons participé à ce partenariat, notre souhait était de participer, à la mesure de l'établissement, à des efforts d'intégration de jeunes en difficulté. Il nous semblait que c'était un sujet très important. Il reste d'actualité, bien évidemment, mais je crois que la discussion doit être reprise.

Mme LEMOINE

D'accord.

M. ZINENBERG

Je vous annonce tous les points que nous voulons aborder.

M. LOYRETTE

Vous pouvez continuer et au fur et à mesure que vous égrenez les points, si d'autres organisations veulent s'exprimer, ne vous en privez pas.

M. ZINENBERG

Nous savons qu'un rapport de la Cour des comptes a été établi. Par ailleurs, il y a toujours le fameux rapport d'inspection. Nous aimerions, si possible, avoir des échos de ces rapports officiels. Je sais que vous avez fait une réponse, monsieur LOYRETTE, au rapport de la Cour des comptes.

M. LOYRETTE

Mais comment le savez-vous ?

Mme MULLER

Avant de faire un commentaire sur votre réponse, nous aurions aimé en fait que vous nous disiez un peu de votre côté d'abord comment vous avez reçu ce fameux rapport et quelles seraient selon vous les implications pour le Louvre.

M. LOYRETTE

Il est difficile de parler des implications, parce que ces rapports sont généralement destinés à être faits et à être rangés dans les armoires. Soyons un peu plus sérieux ; j'ai du mal à me prononcer sur la méthode, puisque je n'ai pas été interrogé, ce que je trouve un peu curieux d'ailleurs, mais je crois que d'autres ici l'ont été.

Je suis un peu comme Roselyne : nous sommes finalement des anciens dans cette maison, en tout cas dans le monde des Musées. Et la vérité, c'est que ce rapport, et je le dis très clairement, est passé, je pense, complètement à côté de ce qu'est un musée, de la vocation nouvelle des musées, des mutations profondes qui ont été engagées depuis trente-cinq ans (peut-être un peu moins) et que finalement, il pointait un certain nombre d'éléments. Effectivement, il peut y avoir des problèmes, il peut y avoir des dysfonctionnements, mais les auteurs de ce rapport ne comprenaient pas en quelque sorte cette évolution profonde du Musée.

Je regrette profondément, parce qu'il aurait pu y avoir des aspects intéressants dans ce rapport, sans parler de choses qui sont totalement fausses, qui incriminaient non pas moi-même, mais mes prédécesseurs. Il y a des affirmations qui sont inadmissibles, parce qu'elles ne reposent véritablement sur aucun élément précis, mais elles mettent en cause quand même la réputation des présidents directeurs du Musée du Louvre et des administrateurs généraux. J'ai énormément à redire sur ce rapport

Le point profond, si vous voulez est celui-là : c'est l'incompréhension du travail qui a été fait remarquablement durant ce dernier quart de siècle. Il n'y a pas de pays au monde qui ait connu une telle mutation dans le monde des musées. Pas de pays au monde, et je crois que la France a été très motrice sur ce plan, qui ait élargi les missions du musée, et qui ait fait en sorte que le musée ne soit pas uniquement un lieu (effectivement, c'est fondamental) qui présente des collections, mais que dans la cité, le musée joue un rôle social, joue un rôle éducatif. Bien sûr, c'est encore imparfait ; bien sûr, il reste des choses à faire ; bien sûr, on peut s'interroger sur la démocratisation culturelle. Mais qui a porté ce dossier ? Ce sont quand même les gens du musée, je dirai pour simplifier et pour étendre effectivement cet hommage que je rends à tous, non seulement bien évidemment à ceux qui dirigent le musée, mais à l'ensemble des personnels.

Mme MULLER

Juste un regret dans votre réponse officielle. Dans le contexte actuel, on a évoqué le MUCEM il n'y a pas longtemps et les attaques contre la filière ASM. Il y a aussi des attaques dans ce rapport, visant le versant de la surveillance, dans la filière accueil, surveillance, magasinage, qui ne s'intéresse qu'à surveillance effectuée par les agents ayant la charge de ce type de tâches. Vu le contexte actuel, nous aurions apprécié que vous rappeliez aussi que c'est une filière également d'accueil et que les agents d'accueil et de surveillance sont bien souvent le premier média, et parfois le seul, entre le public et l'institution.

M. LOYRETTE

Vous avez raison sur le fond. Mais ce n'est pas à moi de faire ce type de réponse. C'est au ministère, effectivement.

M. ZINENBERG

Concernant le rapport de l'inspection générale, y a-t-il du nouveau par rapport au dernier CTP, où nous avons évoqué avec Thierry le fait que nous n'avons jamais eu ce rapport ?

M. BARBARET

Autant le rapport de la Cour des comptes est un rapport public, autant le rapport de l'inspection des finances est un rapport de l'inspection des finances au titre de la RGPP au ministère. Nous en avons eu naturellement connaissance, mais c'est vrai qu'il est couvert par une confidentialité qu'il ne nous appartient pas de lever.

M. ZINENBERG

La réponse est donc la même : adressez-vous au ministère pour l'avoir. Nous avons de plus en plus de moyens de communiquer, mais chaque fois que nous envoyons des courriers, nous n'avons jamais de réponse. Je vous assure que c'est effrayant.

Nous aurions aussi souhaité un point sur la mise en place de la restauration du personnel en régie directe.

Mlle GUYADER

C'est un point que nous avons évoqué au sein de la commission du restaurant et que nous souhaitons à nouveau évoquer ici, pour que la problématique posée soit vraiment prise en compte.

En fait, la restauration collective au Musée du Louvre est aujourd'hui externalisée, puisque c'est une société privée qui a la charge de cette restauration. Aujourd'hui, nous savons qu'au niveau de la restauration collective en France, il y a deux ou trois grandes entreprises qui se partagent le marché. Comment cela fonctionne-t-il ? Souvent, lors de la première année du marché, le cahier des charges est respecté, de même que ce qui est proposé pour la restauration, ainsi que les tarifs arrêtés. Puis, cela se dégrade au fur et à mesure, jusqu'à ce qu'il y ait nouvelle passation de marché.

La solution pour répondre à cette problématique, c'est de reprendre en régie directe la restauration collective au niveau de l'établissement. Cette régie directe est un sujet vraiment d'actualité pour la restauration collective, notamment au niveau de certaines communes, pour les écoles ou pour la restauration administrative dans les communes. Et l'on peut aussi parler de la reprise en régie directe du service des eaux. C'est vraiment une question d'actualité pour les services publics.

Ce que nous souhaitons, c'est qu'au sein de notre établissement, l'on étudie la possibilité de reprendre en régie directe la restauration collective.

Mme CHARLES ELIE NELSON

Cela a existé dans le passé.

M. IROLLO

Il existait avant 1989 une association qui gérait une cantine située Cour Lefuel.

Mme GUYADER

Justement, c'était une régie directe.

M. LOYRETTE

Mais où trouvera-t-on les emplois, alors ?

Mlle GUYADER

La loi de 2005 relative à la lutte contre la précarité nous permet de reprendre les emplois actuels des personnels (qui travaillent actuellement dans notre restaurant privatif) en tant que personnels du Musée du Louvre.

Pour nous, l'objectif de cette demande, c'est dans un premier temps de maîtriser les achats, les coûts, la fabrication, la qualité et la diversité aussi, par exemple en introduisant le végétarisme ou le végétalisme. L'objectif est aussi de prioriser l'approvisionnement régional à travers un circuit court, et cela entre dans le cadre du développement durable. C'est de permettre aussi de développer les produits issus de l'agriculture biologique, et dans le cadre des circuits, de réduire les consommations d'énergie, avec l'optimisation des transports. Il s'agit aussi de permettre la lutte contre le gaspillage. À notre sens, cela permet également une réelle prise en compte des attentes des usagers du restaurant du personnel.

Dans les différents exemples que nous avons pu trouver, notamment au niveau des mairies, Bordeaux, Nice et Dole ont repris en charge les restaurations collectives scolaires et pour les personnes âgées. Ce que l'on constate dans ces cas, c'est que cette régie directe n'apporte pas de coûts supplémentaires pour les établissements par rapport à la gestion de la restauration collective.

Nous soumettons donc au CTP la demande que cette question soit étudiée.

Mme LEMOINE

En préalable, je voudrai dire que des progrès considérables, notamment depuis ces deux derniers mois, ont été réalisés à la cantine, comme peuvent le constater ceux d'entre vous qui vont y manger régulièrement. Je crois qu'il faut que nous nous donnions le temps de regarder comment cette amélioration persiste dans la durée, parce qu'à la différence de la fonction publique territoriale, où les métiers de la restauration notamment peuvent être considérés comme des métiers propres à la fonction publique territoriale, cela n'est pas vrai au Musée du Louvre. On ne peut pas considérer que les métiers de la restauration sont des métiers du Musée du Louvre. Monsieur ZINENBERG est certainement volontaire pour aller aux cuisines. Je pense quand même qu'actuellement, il y a une dynamique, que pour ma part je constate en tant qu'utilisateur de la cantine. C'est vraiment une dynamique d'amélioration très sensible. Laissons-nous la possibilité, avant de nous mettre sur les épaules (plutôt les vôtres, d'ailleurs, puisque c'est une régie assurée par le personnel et que c'est sur vous qu'elle va peser) une responsabilité et des métiers que nous ne possédons pas. Je pense que nous avons plutôt intérêt à essayer de focaliser notre énergie sur l'amélioration et les exigences que nous avons sur le service actuel des prestataires extérieurs. Or, depuis deux mois (et je salue le travail de Farida LAIDAOUÏ, parce que c'est elle qui est derrière l'amélioration constatée), il y a une amélioration sensible, on le sent, tant gustative qu'en termes de qualité des plats qui nous sont servis.

Mesurez bien qu'une reprise en régie directe exige des métiers qui ne sont pas les nôtres.

M. DE SOUZA

Il a été décidé de réduire l'offre, pour améliorer justement la qualité. Je fréquente un peu le restaurant du personnel, mais de moins en moins. Et je fais partie de la commission. La dernière fois, j'ai pris un steak haché ; il fallait voir l'état du steak haché. On aurait dit que la viande était avariée. J'ai visité les locaux et des dysfonctionnements techniques ont été relevés. Je suis désolé. Il reste des choses à améliorer. Effectivement, dans la présentation, ils essaient de mieux faire. De nouveaux cuisiniers sont arrivés. Mais il faut voir la nourriture qui est présentée. Si c'est pour réduire l'offre et avoir des flageolets ou juste des frites et des steaks et un choix limité, je pense que nous allons droit à la déconfiture. Il y a déjà un grand et profond malaise, et il va falloir que l'administrateur et vous tous de la direction veniez visiter les locaux et constater les dysfonctionnements.

M. LOYRETTE

Nous retenons vos remarques. Je crois que ce sont des sujets qui ne sont pas tellement de l'ordre du CTP et qu'il faut les garder pour la commission du restaurant. Mais j'entends bien effectivement ce que vous dites : un problème se pose au niveau de la restauration du personnel.

Mme MULLER

Juste pour répondre, puis j'enchaînerai. La question posée ne porte pas uniquement sur la qualité de la nourriture. Je pense qu'il y a un propos politique. Je pense que tout le monde l'a entendu et que c'est un propos au sujet duquel il faudrait s'interroger davantage. En dehors de ça, le fait qu'il n'y ait pas de cuisiniers au ministère de la Culture ou de cuisiniers au Louvre, cela peut s'arranger vu le nombre de contractuels article 4, ou de contractuels, que nous avons au Musée. Le fait qu'il n'y ait pas de métiers spécifiques à la base n'est visiblement pas un blocage dans les organisations.

Cela dit, je passe au point suivant.

Nous vous avons demandé le recensement des non-titulaires qui peuvent bénéficier du protocole relatif aux non-titulaires, sachant que ce protocole, que nous n'avons pas signé, prévoit que les administrations doivent entreprendre ce recensement dès la signature dudit protocole et sans attendre la promulgation de la loi.

M. LOYRETTE

Vous parlez du protocole qui avait été signé par tout le monde, sauf par SUD et la FSU.

Mme LEMOINE

Je sais que vous êtes plusieurs syndicats à nous demander de recenser les contractuels ayants droit du protocole. Je rappelle que ce protocole qui a été signé le 31 mars va se concrétiser par une loi, dont la publication est prévue cet été.

Je rappelle d'abord, pour que tout le monde suive bien, que dans le protocole, il y a en gros trois volets. Le premier consiste en des mesures immédiates dès la publication de la loi pour accorder des CDI à un certain nombre de personnes. Le deuxième volet va permettre ensuite à ces agents en CDI, voire en CDD, d'accéder à travers des concours, je pense – mais les modalités n'ont pas encore été précisées – à des emplois de titulaires. Le troisième volet concerne les modalités de recrutement des contractuels et les raisons pour lesquelles on les recrute dans la fonction publique. Il s'agit de remettre un peu d'ordre dans les modalités de recrutement.

Pour faire ce recensement, il y a trois dates sur lesquelles s'appuient les calculs d'ancienneté. La première est celle de la publication de la loi ; la deuxième est la seule connue des trois, et c'est celle du 31 mars, jour de signature du protocole ; et puis, il y aura également la date d'ouverture des concours et examens qui seront mis en place ultérieurement. Si vous nous demandez aujourd'hui de faire un recensement exact des agents ayant droit, nous ne pouvons pas le faire, puisqu'il nous manque, en tout cas a minima, la date de publication de la loi, que nous ne connaissons pas.

J'ai déjà échangé sur le sujet avec certains d'entre vous, et il m'a été fait remarquer – à juste titre et de ce fait, j'en ai tenu compte par rapport aux équipes de la DRH – que si l'on attendait la dernière minute pour mettre en place nos requêtes, nous allons tomber sur des problèmes et que cela va retarder d'autant le processus. Donc, j'ai bien entendu ce qui m'avait été dit, et lors de la dernière réunion de service de la DRH, j'ai demandé que l'on me construise les requêtes à blanc, pour que nous puissions regarder déjà les difficultés auxquelles nous risquons d'être confrontés, et ainsi gagner du temps.

En tout cas, il n'est pas possible aujourd'hui de donner une liste, parce que toute liste qui circulerait serait forcément erronée, puisqu'il nous manque la date de publication de la loi, et qu'elle pourrait même donner de faux espoirs à des agents et de fausses informations qui feraient plus de mal que de bien. Par contre, je suis complètement d'accord pour travailler sur les requêtes au sein de la DRH, et, pour essayer, à partir d'une date quelconque, de commencer à nous poser les bonnes questions, parce que je pense que c'est quand on travaille sur le réel qu'on rencontre les vraies difficultés.

Mme MULLER

Notre demande, sur ce plan, est d'avoir une réunion assez rapidement, en tout cas avant l'été, avant la promulgation de la loi, sur cette question, avec un état des lieux. Il ne s'agit évidemment pas d'aller voir les agents en leur disant qu'ils ont toutes les chances, tant que nous n'avons pas les textes

définitifs. Il n'en demeure pas moins que certaines pistes peuvent être explorées, sachant ce qui a pu se passer soit au CMN ou à la BNF, où, par la volonté des organisations syndicales, mais également de l'administration : des personnels qui étaient dans une position limite, quant aux possibilités de titularisation, peuvent maintenant être inclus dans le dispositif. Ainsi, les contractuels à temps incomplet de 102 heures ont vu leur quotité horaire augmenter à 107 heures. Certains points appellent une réflexion.

Au passage, dans le cahier des entrées et sorties, que j'ai regardé, et qui a dû être très long à faire (et il est aussi très long à lire), il y a visiblement une confusion entre les occasionnels et les saisonniers, parce que tous les contractuels des expositions temporaires sont considérés comme des saisonniers, en tout cas, ceux que j'ai repérés.

M. WAGNER

La détermination du besoin saisonnier ou occasionnel est assez difficile. C'est vrai que dans les cas de durées courtes, nous avons considéré que c'étaient des saisonniers, parce que le statut prévoit qu'en dessous de six mois, ce sont des saisonniers ; et c'est vrai que lorsque la durée est de dix mois, ce sont des occasionnels. C'est la détermination qui a conduit à ce choix, mais effectivement, la définition n'est pas forcément très claire.

Mme LEMOINE

Ce que je vous propose, c'est qu'à la DRH, nous fassions tourner le modèle expérimental, puis nous nous retrouverons avant l'été pour voir si nous pouvons régler des questions qui vont se poser inmanquablement, comme dans tout type d'accord, en raison des différentes interprétations éventuelles de la loi. Je suis prête à en discuter, mais honnêtement, je ne peux pas discuter aujourd'hui parce que ce sont des choses que nous allons voir effectivement quand nous entrerons dans la pratique.

Mme MULLER

Autant y rentrer tôt.

Mme LEMOINE

Oui, sauf que je ne veux pas que des noms circulent à cause des incertitudes que cela comporte.

M. ZINENBERG

Travaillons sur les critères, puis sur les noms.

Mme MULLER

Il ne s'agit pas de citer des noms. De quel volume s'agirait-il ?

Mme LEMOINE

Le problème, monsieur ZINENBERG, c'est que l'on travaille bien sur les critères quand on examine des cas bien concrets.

Mme MULLER

Nous pouvons travailler sur des cas anonymes. .

Mme LEMOINE

Nous pouvons essayer. Mais je ne vous garantis pas que nous soyons tous très performants.

Mme MULLER

Au passage, nous avons pu constater également, en regardant le cahier des entrées et sorties, qu'il va falloir engager un chantier au sujet de la nomenclature des temps incomplets, parce que visiblement, beaucoup de contrats ne rentrent pas dans la nomenclature actuelle de l'établissement.

Mme LEMOINE

Vous demandez en fait que la nomenclature, qui date de 2003, je crois, soit revue. D'accord.

M. ZINENBERG

Encore un point, concernant les unités de gestion des issues de secours, les UGIS, qui ont été transférées maintenant chez les pompiers. L'on sait qu'il y a toujours eu une espèce de conflit entre la sûreté et la sécurité de l'établissement. Auparavant, c'étaient les agents de surveillance qui géraient les UGIS. Maintenant, ce sont les pompiers qui le font. Ces derniers n'ont pas les mêmes objectifs que les agents de surveillance. En effet, l'objectif des pompiers n'est pas la sécurité du Musée, mais la possibilité d'évacuer éventuellement, il y a un vrai souci, puisque les agents qui sont maintenant dans le PC travaillent en aveugle sur les ouvertures de PC. Ils sont donc très inquiets. On leur dit d'aller voir sur place, même quand ils sont en sous-effectifs, alors qu'auparavant, ils avaient la possibilité d'avoir un retour et même d'actionner les issues de secours. Je crois qu'il est nécessaire d'agir pour que le problème soit résolu, y compris au niveau du stress des agents.

Je pense que c'est un problème important pour la sécurité de l'établissement.

M. LEDUC

J'ai effectivement été alerté des différences de pratiques et de culture au sujet des fonctions de surveillance entre les agents de la DASV et les sapeurs du SPSI. Nous sommes en train de travailler avec eux à améliorer la manière de faire pour traiter les demandes d'ouverture de portes en attendant que le schéma directeur incendie soit achevé, puisque ce schéma prévoit dans ce cadre-là, le retour

dans les PC de la possibilité d'ouvrir les portes une à une, à la demande. Mais c'est vrai qu'en attendant, nous devons améliorer notre manière de travailler avec eux pour la bonne circulation des uns et des autres dans le bâtiment.

M. ZINENBERG

Dans ce cas, il faudrait pratiquement que les PC puissent donner des ordres de fermeture et d'ouverture des issues, parce que je ne vois pas comment cela pourrait fonctionner si les gens dans les PC n'ont pas comme avant accès aux ouvertures.

M. LEDUC

Je ne connais pas encore la solution, mais nous y travaillons. Je sais que Vincent BAUDET et Isabelle THEZE y travaillent avec le capitaine ORY et son adjoint. Nous trouverons une solution de bon sens.

M. ZINENBERG

Nous verrons.

M. LOYRETTE

Nous passons à monsieur MERLET.

M. MERLET

Une question très simple : lors du dernier CTP, nous avons interpellé la DRH-DS au sujet d'une note concernant les horaires de demi-journée de la DASV. Une réunion entre madame LEMOINE et les représentants du personnel a suivi le CTP, pour parler du temps de travail de façon générale et de façon plus particulière des conséquences de cette note. En CTP, je repose la question : où en sommes-nous par rapport aux conséquences de cette note et à la manière dont la DRH envisage de gérer ces conséquences ?

Mme LEMOINE

Sur les conséquences de cette note, nous avons procédé à un recensement. Nous savons donc exactement à qui et combien de quarts d'heure ont été décomptés à tort depuis 2003. A priori, et je parle sous le contrôle de ma hiérarchie, la décision qui est prise sera de compenser sous forme de congés *sine die* de récupération. Pourquoi *sine die* ? Parce que la prise de ces congés sera liée aux nécessités de service.

C'est très variable, mais pour quelques agents cela représente des volumes assez considérables, parce que des agents ont pris vraiment des demi-journées en nombre important. De ce fait, il faut étaler la récupération dans le temps. Il me reste techniquement un tout petit problème que nous sommes en

train de regarder à la DRH. Normalement, les congés ne sont pas reportables au-delà du 30 avril. Techniquement, il faut que nous puissions mettre un signe distinctif sur ces congés, pour savoir qu'ils sont reportables. Je précise également que compte tenu du volume extrêmement important, ces congés ne pourront pas donner droit à rémunération en compte épargne temps. Là aussi, il faut que je voie techniquement comment cela se passe. Cela représente cinq équivalents temps plein sur une année.

M. MERLET

Je suppose qu'une note de service sera publiée à destination des agents, quand vous aurez tout finalisé.

Mme LEMOINE

Absolument. Actuellement, au service du personnel, nous sommes en train de regarder la faisabilité technique de marquer ces jours-là.

M. LOYRETTE

D'autres questions diverses ?

Mme MULLER

Nous voulons savoir, pas uniquement à ce sujet, mais au sujet des temps de travail, quel serait le calendrier.

Mme LEMOINE

Nous peinons un peu. Nous avons une esquisse déjà bien avancée du cahier des charges de l'étude. Nous peinons un peu et nous menons également une étude concomitante sur l'absentéisme. Nous peinons un peu, faute de cadres A. Mais je dois rencontrer le service qui est en charge du dossier. Pour l'absentéisme, c'est Luc. En l'occurrence, le cahier est arrêté. Sur le temps de travail, je dois rencontrer le service de Florence QUIQUERE la semaine prochaine pour finaliser le cahier des charges, et je vous avais dit que je vous le soumettrais, de façon à voir si d'aventure, il y aurait des points que voudriez que nous regardions.

Mon impression sur le cahier des charges ? J'ai regardé ce qui avait été fait les années précédentes, et je trouve que nous passons un peu à côté de ce qui s'était dit au cours de la réunion que nous avons eue ensemble. J'ai donc revu le questionnaire et je vous le soumettrai. À mon avis, sous une quinzaine de jours, nous pouvons vous soumettre le cahier des charges. Pour ce qui est de l'étude, cela dépendra du système d'information, selon que nous pouvons trouver les réponses rapidement ou non, parce qu'il y a aussi ce problème : quelques fois, les informations ne figurent pas dans le système d'information, auquel cas, nous ne pouvons pas les inventer. Mais enfin, je pense qu'entre Osiris et HR Access, nous devons arriver à trouver les réponses.

Mme MULLER

D'accord. Par ailleurs, nous vous avons posé la question de la suppression ou pas du bureau de poste dans la galerie du Carrousel, sachant que les informations que nous avons reçues de nos camarades de la Poste, c'est que ce serait le Louvre qui ne voudrait plus de ce bureau, et qu'il en aurait organisé la suppression dans le cadre du projet Pyramide. Nous aurions aimé avoir une réponse un peu claire et précise à ce sujet.

M. BARBARET

Je vais vous dire les choses très franchement : c'est vrai que nous l'envisageons, mais aucune décision n'a été prise. L'aménagement de ces espaces ferait qu'a priori ils devraient être dédiés essentiellement à des activités de librairie – boutique. Mais encore une fois, à ce stade, nous sommes vraiment dans une phase de conception et d'organisation générale.

Mme MULLER

Nous rappelons donc que nous sommes très attachés au service public et qu'il nous paraît nécessaire de conserver ce bureau de poste, à la fois pour les agents et pour les visiteurs.

M. BARBARET

Dont acte. Acte est donné de cette position.

M. MERLET

Juste une dernière question. En CHS, nous avons l'habitude de demander ce qu'il en est du deuxième médecin de prévention. C'est devenu un *running gag* depuis plusieurs années. En CTP, nous allons poser une question, et j'espère qu'elle ne deviendra pas à son tour un *running gag* : qu'en est-il du poste de chef de service social ?

Mme LEMOINE

Effectivement, je n'ai pas encore pris de décision. Pour l'action sociale, j'ai un certain nombre de scénarios en tête, et vous allez avoir prochainement, lors de la réunion de la commission d'action sociale, le rapport d'activité de ce service, dont j'ai pris connaissance ces jours-ci. Je n'ai pas le sentiment, quand je regarde l'évolution des indicateurs d'une année sur l'autre, que ce poste manque cruellement au service. Je n'ai pas dit que je le supprimais. Pour le moment, je le mets en réserve. Pour quelles raisons ? Nous pourrions en parler au sein de la commission d'action sociale. Le service tourne dans l'état où il est, sauf si de votre côté, vous avez des échos inverses évidemment, auquel cas, je suis preneuse. J'ai encore beaucoup d'interrogations sur l'action sociale, non pas sur la partie des activités de l'assistante sociale, sur laquelle je ne reviens pas, mais renseignements vraiment pris, la

personne qui est partie, et qui était chef de ce service, n'avait plus d'activité ou pratiquement plus d'activité d'assistante sociale. Elle avait une activité d'animation de ce service. Or, et je vous livre vraiment très franchement mes réflexions, je préférerais avoir en direct cette partie un peu stratégique du service d'action sociale, et utiliser cet emploi (je vous ai dit tout à l'heure que nous peinons un peu à certains endroits, faute d'agents de catégorie A) pour renforcer effectivement d'autres secteurs de la direction des ressources humaines.

Cela dit, je n'ai pas arrêté ma décision, parce que je me pose aussi une autre question, qui concerne l'articulation en matière d'action sociale entre ce que fait le service d'action sociale, ce que fait le service du personnel, et ce que fait l'association Calao. Je ne vois pas à ce jour très clairement l'articulation. Et comme je pense que c'est un système qu'il faut globalement optimiser en vue d'une vraie politique d'action sociale, qui se réduit aujourd'hui essentiellement à l'action de l'association Calao et aux prestations ministérielles et interministérielles, je trouve que c'est dommage de prendre une décision trop hâtive au sujet de ce poste. Pour moi, aujourd'hui, ce n'est pas vraiment un chef de service qui manque. Il manque certainement des choses, mais pas le chef de service. Je ne me sens donc pas prise à la gorge. J'en ai discuté avec Mme GERPHAGNON hier, qui a le dévouement d'assurer la coordination de l'équipe. Je n'ai pas d'appel au secours du service, à moins que vous ne me lanciez un appel au secours, factuel et mesurable. Je n'ai pas rendu le poste ; il est là, mais je préfère nous donner un peu de temps pour voir comment cela fonctionne.

J'ai la même interrogation, qui devient urgente, au sujet du service du personnel, dans l'open space, parce qu'il y a un peu de mal-être. Je profite de l'occasion pour annoncer que j'ai une adjointe qui arrive le 1^{er} juin, qui est une grande professionnelle de la gestion du personnel. J'attendais qu'elle arrive pour les réunir. Je les réunirai donc au mois de juin, pour discuter des problèmes de gestion à la DRH. Je pense que cela devient urgent, parce que je sens qu'il y a une tension, dont je suis bien consciente.

M. MERLET

Au sujet de ce que vous venez de dire à propos du service social, je pense que nous en discuterons entre nous et avec les agents concernés. Tout ce que je peux dire, c'est que très récemment encore, à la fin de la semaine dernière, j'ai entendu dire (je ne vais pas rentrer dans le détail) que pour prendre rendez-vous en vue de déposer un dossier de logement social, par exemple, il faut maintenant un mois à un mois et demi d'attente pour que le rendez-vous devienne effectif, ce qui pour nous n'est pas véritablement satisfaisant. Nous allons creuser la question, je pense, dans les semaines à venir. Merci.

Mme LEMOINE

Je pense qu'il faut qu'on y travaille. Je suis ouverte à la discussion. Vous verrez en commission d'action sociale : j'ai de grands sujets d'étonnement effectivement. D'abord, je n'arrive pas à obtenir le listing d'agents du Louvre qui bénéficient d'un logement social. Cela semble apparemment poser des problèmes. J'ai un rendez-vous avec l'assistante sociale sous dix jours. Elle me dit qu'elle y a travaillé et qu'elle va pouvoir me présenter des éléments. J'ai également des étonnements quand je regarde le rapport d'activité et vous allez le voir comme moi. Ces étonnements portent par exemple sur le bénéfice de l'allocation de rentrée scolaire : il doit y avoir seulement une cinquantaine d'agents qui en bénéficient. Je pense que nous avons effectivement des progrès à faire. Qu'il faille que ce poste soit pourvu, entendez bien : je ne dis pas non. Je vous dis simplement qu'il faut d'abord que l'on s'attèle aux problèmes de procédures et aux problèmes de fond, avant de déterminer s'il faut pourvoir le poste et surtout où il faut le mettre et pour quoi faire.

Pour ma part, je constate que des prestations d'action sociale me semblent sous-utilisées au Louvre. Je pense donc que la première question que nous devons régler est celle de savoir pourquoi il y a si peu d'agents qui bénéficient de ces prestations sociales. Je trouve ça un peu curieux. Cinquante allocations de rentrée scolaire pour des collégiens, cela me paraît très peu au regard des 2 200 agents que compte le Louvre. Je pense qu'il faut d'abord que l'on règle cette question. Cela nous permettra ensuite de façon éclairée d'utiliser éventuellement ce poste, qui est pour l'instant gelé, puisque je ne l'ai pas du tout rendu à Hervé BARBARET pour le collectif, et encore moins au ministère. Je pense que l'action sociale est un sujet sensible. J'y crois beaucoup, et je dis simplement : ne gâchons pas ce poste en ne le fléchissant pas sur la bonne fonction. C'est tout.

M. LOYRETTE

D'autres questions diverses ? Une dernière question diverse, peut-être ? Deux. J'annonce qu'à 3 h, je dois vous quitter.

Mlle GUYADER

Très rapidement, nous venons de parler de la commission de l'action sociale et nous avons parlé auparavant de la commission de restauration. Nous vous avons envoyé récemment un courrier pour connaître le nombre exact de sièges par organisation syndicale, puisqu'à notre avis, le nombre de sièges n'a pas été remis à jour. Nous souhaitons savoir si la représentation est la même qu'au CTP. Nous aimerions en tout cas avoir une réponse au courrier que nous avons envoyé.

Mme LEMOINE

Vous m'inquiétez un peu, parce que je n'ai pas reçu ce courrier.

Mme MULLER

J'ai envoyé un mail à Jean-Marc IROLLO.

M. IROLLO

Nous sommes en train de regarder.

Mme LEMOINE

Vous seriez gentille de nous mettre systématiquement en copie. Comme j'ai quand même la faiblesse d'exister, si vous pouviez me mettre en copie, au moins, cela assurerait une garantie.

Mme MULLER

C'était informel à ce moment-là. Nous n'avons pas eu de réponse, mais nous ne pensons pas que cela poserait un souci.

M. IROLLO

Vous aurez la réponse prochainement. Mais en principe, la répartition des sièges des commissions restaurant et habillement est la même qu'en CHS.

Mme ANDRZEJCZAK

Dans la série des courriers auxquels nous n'avons pas reçu de réponse, nous avons donc envoyé un courrier le 19 avril à madame LEMOINE sur le recueil des besoins et vœux de formation. Nous vous avons alertée sur le fait que les agents qui n'avaient pas trois mois de travail l'année précédente n'étaient pas reçus pour un entretien d'évaluation. Puisque les besoins en formation sont recueillis à ce moment-là, ces agents ne bénéficient pas du recueil de leurs besoins en formation pour l'année N + 1. C'est un problème, et nous vous avons demandé de faire un recensement et de faire en sorte que cette année, les besoins de ces agents stagiaires soient recueillis, de même que les besoins des contractuels à temps incomplet. Nous souhaitons cette année que ces besoins soient pris en compte dans le plan de formation, qui est habituellement établi par le service de la formation à partir des fiches d'évaluation. Nous ne voulons pas que certains agents n'aient pas l'opportunité d'exprimer leurs besoins de formation et que l'année d'après, leurs demandes de formation soient refusées, parce que leurs besoins n'auraient pas été recueillis, ce qui serait très dommageable. Nous voulions une petite réponse à ce sujet.

Mme LEMOINE

J'ai bien reçu votre mail. Il a même été traité encore une fois ces jours-ci en réunion de service à la DRH. Je n'y ai pas répondu parce que je n'avais pas la réponse précise à votre question qui était très

précise. Vous nous demandiez quelle était la procédure que nous comptions mettre en œuvre pour que ces agents « ne passent pas à la trappe », mais ce n'est pas si simple que ça. À la DRH, nous avons commencé à y réfléchir, et maintenant, nous devons retrouver notamment la direction de l'accueil et de la surveillance parce que c'est le poids lourd, pour leur faire une proposition et voir s'ils ont une contreproposition à faire, parce que le problème n'est pas simple.

Pour les nouveaux entrants, ce n'est pas très compliqué, parce qu'il y a des formulations de poste, et nous savons qui sont les nouveaux entrants. Par contre, pour les agents contractuels, c'est un peu plus compliqué. Nous avons donc des propositions à faire, notamment à notre collègue Serge d'abord, avec lequel nous nous réunissons d'ailleurs jeudi matin, et nous avons prévu d'évoquer la question avec lui.

À une question qui paraît simple, la réponse n'est pas forcément simple. Pour autant, j'aurais dû accuser réception, mais quand je n'accuse pas réception, cela ne veut pas dire que je n'entends pas. J'avais bien entendu.

Mme ANDRZEJCZAK

C'est un peu gênant (*interrompue*).

Mme LEMOINE

D'accord. La prochaine fois, je vous dirai que j'ai bien reçu votre courrier et que nous y travaillons.

M. MERLET

Juste une remarque à ce sujet. Sauf erreur de ma part, les contractuels article 6 devraient être évalués annuellement. Et c'est un très vieux problème plein de poussière et de toiles d'araignées au Musée du Louvre : ces contractuels ne sont pas évalués annuellement. Si nous pouvions simplement nous conformer à cette règle, beaucoup de problèmes seraient résolus.

Mme LEMOINE

Nous avons commencé à réfléchir, mais vous vous doutez bien que ce n'est pas moi qui vais décider sans impliquer le directeur. Nous étions en train de parler des besoins en formation. Vous savez bien combien il doit être difficile d'évaluer tous les ans ces gros volumes de contractuels. Je venais d'arriver et je n'avais pas encore mesuré l'ampleur du chantier. Nous y avons travaillé vraiment à la direction des ressources humaines, puisque l'un des problèmes que pose la formation des contractuels à temps incomplet, comme vous le savez très bien, c'est que si sur leur temps incomplet, ils font en plus de la formation, cela pose quand même un problème en termes de service.

Nous avons donc des propositions à faire ; nous avons fait des chiffrages, éventuellement pour de la formation en dehors du temps de travail, puisqu'il est possible éventuellement que cette formation ait

lieu en dehors du temps de travail. À la DRH, nous y avons travaillé. Mais aujourd'hui, ce n'est qu'une réflexion en cours. Nous n'avons pas commencé, mais il est prévu que nous ayons une discussion avec la DASV. Nous ne pouvons pas revenir vers vous avant d'avoir bien mesuré les tenants et aboutissants de nos idées peut-être un peu fumeuses au regard du pragmatisme de la direction opérationnelle.

Nous avons pleinement conscience du problème. Nous y travaillons et nous vous ferons un retour dès que nous verrons clair avec la direction de la surveillance.

M. LOYRETTE

Question suivante.

Mme ANDRZEJCZAK

Nous arrivons à la dernière année du repyramidage pour la filière ASM. Au niveau du ministère, nous avons commencé à avoir un minibilan, avec une cartographie, et nous nous sommes aperçus que les pourcentages qui étaient ciblés à la sortie du plan n'étaient pas atteints. En catégorie C, pour l'échelle 3, il était prévu 10 % ; pour les autres échelles, 70 % ; pour les TSC, 17 % et pour les ingénieurs 3 %. Le niveau de 3 % est atteint chez les ingénieurs. Pour l'instant, les TSC sont à 14 %. L'on s'est aperçu aussi qu'il y avait beaucoup trop d'agents de catégorie C en échelle 3, au premier grade. Nous allons pour notre part de faire poursuivre le repyramidage de cette filière au cours des années à venir ; nous allons y travailler. Mais nous aurions besoin, de la part du Louvre, qu'il établisse un bilan de son propre repyramidage et qu'il indique quel pourcentage a été atteint par rapport au personnel.

Je rappelle la raison de cette demande. Le Louvre représente 11 % du corps des ingénieurs, 17 % du corps des TSC et 30 % du corps des adjoints. Vous voyez à quel point cet établissement est important pour cette filière, et je pense que nous en sommes tous conscients. Nous voudrions que vous fassiez ce travail pour nous aider à avoir des arguments, et notamment pour voir si vos objectifs sont atteints. Pendant la réunion, j'ai complimenté le Louvre parce qu'il s'était emparé du repyramidage pour requalifier ses emplois. Il a fait ce travail ; malheureusement, il est le seul établissement qui ait fait ce travail dès le départ. La manière dont le repyramidage a été appréhendé par d'autres établissements est une catastrophe. Par contre, là où ce n'est pas très clair, c'est que le repyramidage s'est fait aussi au détriment de certains agents, notamment ceux qui n'exercent pas à l'heure actuelle des fonctions de catégorie supérieure. Je pense notamment aux adjoints qui exercent des fonctions d'encadrement par exemple.

J'ai vu dans la cartographie que vous ciblez encore du repyramidage, davantage de demandes d'ingénieurs et davantage de demandes de TSC. Je pense qu'autant pour l'établissement que pour les

agents, mais aussi pour redonner un souffle et un espoir aux agents de salle de bénéficier du repyramidage et pas seulement parce qu'ils exercent les fonctions de catégorie supérieure, il faut faire ce travail. Je vais citer malheureusement la note de monsieur LEDUC. Nous avons vu cette note au sujet des critères pris en compte pour le passage de grade dans un même corps, donc dans la catégorie C, et indépendamment du fait que l'on soit d'accord ou non avec l'ordre des critères. Au moins, ce sont des critères un peu objectifs. Or, les instructions de monsieur LEDUC pour le passage de C en D et de B en A pour la dernière année de repyramidage, c'est de ne mettre un avis très favorable qu'aux agents qui exercent des fonctions (et nous comprenons que vous utilisez ce repyramidage pour faire de la requalification) et de ne tenir compte, dès la fin du repyramidage que d'un seul critère : la capacité d'exercer des fonctions de catégorie supérieure. Or, c'est vraiment un critère non objectif, et pour nous, c'est une discrimination, madame LEMOINE. Ce n'est absolument pas possible, et nous demandons que l'on revienne sur le passage à une catégorie supérieure et que vous établissiez de vrais critères objectifs par rapport à ça, afin de nous donner des armes pour pouvoir poursuivre, notamment pour le Louvre, mais aussi pour tous les agents de la filière qui travaillent ailleurs, ce repyramidage dont nous avons besoin.

Mme LEMOINE

Pour ce qui est de vous donner un bilan du repyramidage, nous pouvons le faire. Il est prêt, et cela ne pose pas de problème.

M. LOYRETTE

D'autres questions ?

M. DE SOUZA

Je sais que nous ne sommes pas encore au bout de l'année 2011, que nous ne sommes même pas au deuxième semestre, mais tout à l'heure, des agents m'ont chargé de vous demander si la prime sera versée à la fin de l'année et si des chèques-cadeaux seront à nouveau distribués.

M. BARBARET

Le 10 mai, je crains de ne pouvoir faire autrement que rester imprécis sur les deux volets de la question. Pour ce qui est des chèques-cadeaux, j'espère que les critères seront atteints et que nous pourrons verser des chèques correspondant au maximum des objectifs. Pour ce qui est du volet reliquat, c'est un grand mystère, mais comme vous le savez, nous sommes très vigilants pour que le Louvre ne soit pas maltraité, voire même pour que les agents du Louvre soient mieux traités que les agents du ministère. C'est quelque chose à quoi nous nous employons systématiquement.

M. JOUVE

Justement, au sujet des chèques-cadeaux, je voudrai une précision au sujet de ce que nous avons évoqué pour les vacataires des vestiaires. Je voudrai savoir si vous avez un peu avancé. Confirmez-vous cela pour 2011 ou pas ?

Mme LEMOINE

Absolument. Nous avons avancé, et une proposition de nouvelle décision sera soumise à Henri LOYRETTE dans les prochains jours. Elle est prête. A partir des anomalies que nous avons constatées l'année dernière, notamment les différences de traitement entre les vacataires selon qu'ils étaient aux vestiaires ou aux expositions, ainsi que des problèmes que nous avons eus au sujet de certains titulaires qui avaient été présents toute l'année, mais qui avaient eu le malheur de partir en congé de formation par exemple au mois d'octobre, Luc a retravaillé sur le sujet. Nous avons élaboré une proposition, nous l'avons chiffrée pour pouvoir proposer au président un budget équivalent à peu près à l'enveloppe dont nous disposons actuellement, et nous allons la resoumettre. Henri, vous ne l'avez pas encore vue. C'est une proposition qui, je le crois, met fin à 99 % à ce qui a pu être vécu l'année dernière comme des iniquités de traitement.

M. JOUVE

Merci. Je voulais juste revenir sur certaines choses que nous avons évoquées en réunion au sujet du temps de travail par rapport à la formation. Par rapport au badgeage et aux demi-journées qui étaient prises, avez-vous aussi un peu avancé ?

Mme LEMOINE

Non, je n'ai pas avancé. Je vous rappelle les conclusions de notre dernière réunion : vous deviez me transmettre (et je suis en attente) les quelques anomalies de ce type. Ce n'est pas un reproche que je vous fais, mais le fait est que vous me bloquez un peu, parce que vous deviez me communiquer les quelques anomalies de ce type que nous pourrions corriger de façon simple, sans modifier complètement le système. Je suis en attente de ces éléments, puisque vous savez que sur le principe de la remise des compteurs à zéro annuellement, nous étions tombés d'accord, entre directeurs et avec vous. Mais je ne souhaite pas que l'on arrête au coup par coup des décisions. Je préfère que nous regardions globalement tous les problèmes. Pour vous comme pour nous, cela nous donne éventuellement des marges de négociation, au lieu de dire oui ou non au coup par coup.

Mme MULLER

Avant de poser ma dernière question, je vous signale que nous n'étions pas tombés d'accord – en tout cas, en ce qui nous concerne – sur la remise à zéro des compteurs tous les ans. Des points ont été discutés, mais (*interrompue*).

Mme LEMOINE

Je vous ai dit que sur le principe, il y avait accord et que j'attendais, pour discuter des modalités, que vous me fassiez remonter les dysfonctionnements importants, mais qui ne révolutionnent pas complètement le système. Il y avait notamment la formation : quand les agents sont en formation, je n'ai toujours pas compris ce qui se passait, mais si vous me le formulez sur un papier, je comprendrai, et vous deviez me remonter cela. Nous avons dit que nous discuterions des modalités de la remise à zéro à ce moment-là. Je suis d'accord : nous ne nous sommes pas mis encore d'accord sur les modalités précises.

Mme MULLER

Enfin, je fais ma dernière intervention en tant que membre du CHS. Nous ne sommes pas exclusivement des agents du Louvre autour de cette table. Il y a un salarié d'une entreprise extérieure qui n'aura pas eu de pause déjeuner, et je pense que si nous, de notre côté, pouvons nous organiser, ou alors être dans un rapport de force qui fait que personne ne quitte la table ou bien que l'on vient avec sa gamelle, ce n'est pas son cas à lui : il est contraint de rester. Il faudrait peut-être y penser les fois prochaines.

M. LOYRETTE

Monsieur MINOS, à vous le mot de la fin.

M. MINOS

Je voudrai juste savoir ce qui est en cours de construction à côté de la Pyramide.

M. LOYRETTE

C'est une œuvre d'art d'une artiste israélienne qui s'appelle Michal ROVNER, et sur ce chantier travaillent – je crois que c'est une bonne chose et il faut l'encourager dans son principe même – des ouvriers palestiniens, israéliens et jordaniens.

La séance est close à 14 h 56.

Le Président
Henri LOYRETTE

Le Secrétaire
Jean-Marc IROLLO

Le Secrétaire adjoint
CGT